



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'administration pénitentiaire
Bureau de la donnée**

Séries statistiques des personnes placées sous main de justice

1980 - 2022

Séries statistiques des personnes placées sous main de justice

Présentation :

Cette publication a pour objet la sérialisation des statistiques des personnes placées sous main de justice depuis 1980 ou depuis leur date la plus ancienne de production.

Il s'agit d'un document qui propose des données d'évolution sur une longue période du fait de l'ancienneté des statistiques manuelles provenant des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation.

Ces données concernent le recensement des effectifs à une date donnée (données dites en stock) et les mouvements d'entrées et de sorties au cours d'une période (données dites de flux). Elles sont complétées par des éléments issus des statistiques européennes à titre comparatif.

Des encadrés proposent quelques explications sur les méthodologies appliquées pour estimer certaines données (infraction principale, durée de détention).

Ruptures statistiques :

La création de ces statistiques a été marquée par d'importantes modifications tout au long de la période étudiée. Les statistiques manuelles ont été progressivement complétées par de nouveaux champs de données. Certains modes de calcul ont par ailleurs été modifiés, occasionnant quelques ruptures statistiques :

- Pour les statistiques de milieu fermé : **une migration progressive de l'applicatif de gestion de la détention GIDE à GENESIS est à l'origine d'une rupture marquée par un double trait entre 2015 et 2016 dans les tableaux ayant été impactés.** De plus, depuis 2021 la totalité des indicateurs sont produits depuis les remontées du logiciel de gestion GENESIS. Les données ont été réropolées (recalculées) a posteriori sur 2020. Il existe donc un changement de source de données pour une partie des indicateurs à partir de l'année 2020. Ce changement d'alimentation n'a pas entraîné de rupture statistique, à l'exception des tableaux concernant la catégorie pénale des écroués et leur durée de peine.

Depuis le 1er janvier 2022, le Service statistique ministériel de la Justice (SDSE) produit les statistiques trimestrielles de milieu fermé à partir d'extractions de l'applicatif GENESIS. Ces données issues de la statistique publique relatives aux mesures sous écrou sont complétées par la DAP avec des données internes (quartier d'affectation des détenus, capacités opérationnelles, type d'aménagement de peine ou de libération sous contrainte). Afin d'assurer une cohérence de long terme, la présente publication maintient les catégories utilisées depuis 1980 (catégorie pénale, infraction principale, flux).

- Pour les statistiques de milieu ouvert : avant 2008, les données étaient fournies grâce à la compilation de remontées manuelles effectuées par chaque service : les Comités de probation et d'assistance aux libérés (CPAL) puis les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Une nouvelle application de gestion (APPI) a été progressivement mise en place, permettant dès 2008 de produire les statistiques directement à partir d'extractions de l'application, puis, dès 2013 à partir de l'infocentre APPI. **Afin de traduire au mieux les données administratives, un ensemble de règles de gestion a été adopté à partir de janvier 2016, engendrant une rupture statistique marquée par un double trait entre 2015 et 2016 dans les tableaux impactés.** A noter également que les données du milieu ouvert au 1er janvier de l'année sont semi-définitives, les SPIP ayant un délai de 3 mois avant de compléter APPI. Ainsi chaque édition du présent document actualise les chiffres au 1er janvier de l'année précédente.

Les statistiques de milieu ouvert ont par ailleurs été reprises par le Service statistique ministériel de la justice (SDSE) à partir de mars 2019. La SDSE a produit des données de milieu ouvert à partir de la fin du premier trimestre 2016. Si une partie des règles de gestion a été conservée, des modifications dans les modes de calculs ont été introduites. Les données au 1er janvier 2016 constituent donc des chiffres transitoires entre l'adoption de nouvelles règles de gestion et la reprise des statistiques de milieu ouvert par la SDSE. Pour signifier la particularité de ces chiffres, comparables ni à la période précédente ni à la période suivante, nous les avons signalés en italique et parenthèses (voir partie 3). De plus, à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente.

Séries statistiques des personnes placées sous main de justice

Définitions :

Milieu fermé - Milieu ouvert

Les personnes placées sous main de justice relèvent soit du *milieu ouvert*, soit du *milieu fermé*. En statistique, une personne relève du "milieu fermé" lorsqu'elle fait l'objet d'une mesure avec écrou. A l'inverse, une personne qui est prise en charge par un service de suivi (CPAL puis SPIP) uniquement pour une ou plusieurs mesures sans écrou est alors considérée comme relevant du "milieu ouvert".

Milieu fermé : L'écrou est l'acte par lequel est établie la prise en charge par l'administration pénitentiaire des personnes placées en détention provisoire ou condamnées à une peine privative de liberté.

Détenus/non détenus : Sont désignées dans le présent ouvrage par le mot "détenus", les personnes écrouées faisant l'objet d'une mesure privative de liberté à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire. Par extension, les "écroués non détenus" désignent les personnes écrouées faisant l'objet d'une mesure privative de liberté à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire. Il existe à ce jour deux mesures privatives de liberté sous écrou à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire : la détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), et le placement à l'extérieur non hébergé, obtenus dans le cadre soit d'un aménagement de peine (AP), soit d'une libération sous contrainte (LSC).

Dans le cadre d'un aménagement de peine ou d'une libération sous contrainte, une personne condamnée écrouée peut bénéficier d'une mesure de semi-liberté (SL), de placement à l'extérieur (PE) hébergé ou non hébergé ou de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE). Dans le cas d'une semi-liberté et d'un placement à l'extérieur hébergé, la personne écrouée est détenue.

Catégorie pénale : condamné/prévenu/condamné-prévenu : Parmi les personnes écrouées, sont indistinctement désignées par le mot "prévenus", les personnes écrouées sous le coup de poursuites pénales qui n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive ; c'est-à-dire aussi bien les personnes mises en examen, que les personnes ayant formé opposition, appel ou pourvoi ou encore les personnes en délai d'appel suite à leur condamnation. Les "condamnés-prévenus" sont les personnes écrouées qui sont à la fois condamnées dans une affaire et prévenues dans une autre. Depuis le 1er janvier 2021, cette catégorie a été introduite comme modalité de la catégorie pénale.

Dans les publications précédentes, ces personnes pouvaient être confondues avec les prévenus simples (effet des enquêtes auprès des établissements). Ceci explique les éventuels changements dans les effectifs présentés par catégorie pénale par rapport aux publications précédentes. De même, le champ des tableaux 14 à 25 à été redéfini pour ne comptabiliser que les personnes condamnées sur l'ensemble de leurs affaires.

Milieu ouvert : Une personne placée sous main de justice en milieu ouvert est suivie pour des mesures sans écrou telles que les alternatives aux poursuites, les mesures présentencielles, les ajournements ainsi que les mesures post-sentencielles et les mesures de sûreté.

Parallèlement aux aménagements de peine et les libérations sous contrainte observées en milieu fermé, une personne condamnée écrouée peut bénéficier d'une libération conditionnelle (LC). Elle sera ainsi suivie en milieu ouvert.

Séries statistiques des personnes placées sous main de justice

Schéma des personnes placées sous main de justice

MILIEU FERME				MILIEU OUVERT				
Ecroqués				Non écroués				
Détenus			Non détenus					
Prévenus	Condamnés-Prévenus	Condamnés		Mesures post-sentencielles		Ajournements	Alternative aux poursuites	Mesures présentencielles
Détention simple	Détention simple	Détention simple, placement à l'extérieur avec hébergement, semi-liberté	Détention à domicile sous surveillance électronique (sous écrou), placement à l'extérieur sans hébergement	Mesures de sûreté : suivi socio-judiciaire, surveillance judiciaire, placement sous surveillance électronique mobile	Contrainte pénale, interdiction de séjour, libération conditionnelle, travail d'intérêt général (TIG), sursis assorti d'un TIG, sursis avec mise à l'épreuve, sursis probatoire, stages, suspension de peine pour raison médicale, peine de détention à domicile sous surveillance électronique	Ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction	Travail non rémunéré, rappel à la loi, orientation vers des structures adaptées, régularisation de la situation, réparation du dommage causé, médiation, composition pénale, éviction du domicile conjugal, stages	Contrôle judiciaire, assignation à résidence sous surveillance électronique, assignation à résidence sous surveillance électronique mobile

Partie 1 : Statistiques du milieu fermé (stocks)

- Tableau 1 : Evolution des effectifs des personnes placées sous main de justice au 1er janvier de chaque année
- Tableau 2 : Répartition par direction interrégionale des effectifs des personnes placées sous main de justice au 1er janvier 2022
- Tableau 3 : Effectifs, capacité et densité carcérale des établissements pénitentiaires au 1er janvier de chaque année
- Tableau 4 : Evolution détaillée des effectifs des personnes placées sous main de justice au 1er janvier de chaque année
- Tableau 5 : Evolution des effectifs des personnes écrouées par direction interrégionale au 1er janvier de chaque année
- Tableau 6 : Evolution des effectifs des personnes détenues par direction interrégionale au 1er janvier de chaque année
- Tableau 7 : Personnes condamnées en semi-liberté, placement à l'extérieur ou détention à domicile sous surveillance électronique au 1er janvier de chaque année
- Tableau 7bis : Répartition des types de mesures d'aménagement de peine et de libération sous contrainte suivies par les SPIP au 1er janvier de chaque année
- Tableau 8 : Evolution des places opérationnelles selon le type d'établissement au 1er janvier de chaque année
- Tableau 9 : Evolution de la densité carcérale pour 100 places selon le type d'établissement ou le quartier d'établissement au 1er janvier de chaque année
- Tableau 10 : Nombre de maisons d'arrêt ou de quartiers de maison d'arrêt en fonction de leur densité carcérale au 1er janvier de chaque année
- Tableau 11 : Effectifs et part de personnes détenues dans une maison d'arrêt ou un quartier de maison d'arrêt en fonction de la densité carcérale de l'établissement au 1er janvier de chaque année
- Tableau 12 : Nombre d'établissements pour peine* en fonction de leur densité carcérale au 1er janvier de chaque année
- Tableau 13 : Effectifs et part de personnes détenues dans un établissement pour peine* en fonction de la densité carcérale de l'établissement au 1er janvier de chaque année
- Tableau 14 : Effectifs des personnes écrouées : structure par sexe au 1er janvier de chaque année
- Tableau 15 : Effectifs des personnes détenues : structure par sexe au 1er janvier de chaque année
- Graphique 1 : Evolution de la population carcérale depuis 1980, au 1er janvier de chaque année
- Tableau 16 : Effectifs des personnes écrouées : structure détaillée par âge au 1er janvier de chaque année
- Graphique 2 : Effectifs des personnes écrouées : structure détaillée par âge au 1er janvier de chaque année (part en pourcentage)
- Tableau 17 : Effectifs des personnes détenues : structure détaillée par âge au 1er janvier de chaque année
- Tableau 18 : Effectifs des personnes écrouées : structure selon la nationalité au 1er janvier de chaque année
- Tableau 19 : Effectifs des personnes détenues : structure selon la nationalité au 1er janvier de chaque année
- Tableau 20 : Répartition des effectifs des personnes écrouées de nationalité étrangère selon le pays au 1er janvier 2002, 2012 et 2022

Encadré 1 : Catégorie pénale

- Tableau 21 : Effectifs des personnes écrouées et des personnes écrouées détenues : structure par catégorie pénale au 1er janvier de chaque année
- Graphique 3 : Evolution des parts de personnes condamnées et des parts de personnes prévenues parmi l'ensemble des personnes écrouées depuis 1980
- Tableau 22a : Evolution de la répartition des personnes prévenues au 1er janvier de chaque année (effectif et part en pourcentage) de 2000 à 2015
- Tableau 22b : Evolution de la répartition des personnes écrouées prévenues au 1er janvier de chaque année (effectif et part en pourcentage) depuis 2016

Encadré 2 : Peines criminelles et durée de peine

- Tableau 23 : Evolution du nombre des personnes condamnées écrouées selon leur type de peine (effectif et part)
- Tableau 24 : Evolution du nombre de personnes condamnées détenues selon leur type de peine (effectif et part)
- Tableau 25 : Personnes écrouées condamnées : structure par quantum de peine (affaire en cours) au 1er janvier de chaque année
- Tableau 26 : Personnes détenues condamnées : structure par quantum de peine (affaire en cours) au 1er janvier de chaque année
- Tableau 27 : Personnes condamnées* à une peine correctionnelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution
- Tableau 28 : Personnes détenues condamnées* à une peine correctionnelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution
- Graphique 4 : Répartition des personnes écrouées condamnées à une peine correctionnelle selon le quantum de l'affaire en cours au 1er janvier de
- Tableau 29 : Personnes écrouées condamnées* à une peine criminelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution
- Tableau 30 : Personnes détenues condamnées* à une peine criminelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution

Encadré 3 : Infraction principale

- Tableau 31a : Personnes écrouées condamnées : structure par infraction principale au 1er janvier de chaque année jusqu'à 2015
- Tableau 31b : Personnes écrouées condamnées : structure par infraction principale au 1er janvier de chaque année depuis 2016
- Tableau 32 : Personnes écrouées condamnées et détenues : structure par infraction principale au 1er janvier de chaque année depuis 2016

Encadré 4 : Les procédures disciplinaires en détention

- Tableau 33 : Attrition des procédures disciplinaires depuis 2018
- Tableau 34 : Répartition des procédures disciplinaires pour lesquelles une commission de discipline a été tenue au cours de l'année selon leur fait
- Tableau 35 : Nombre de sanctions disciplinaires prononcées chaque année depuis 2018
- Tableau 36 : Nombre de femmes enceintes et de femmes avec enfants détenues en cellules nurseries depuis 2020
- Tableau 37 : Nombre de femmes enceintes et de femmes avec enfants détenues en cellules nurseries par Direction interrégionale au 1er janvier 2022
- Tableau 38 : Nombre et part de personnes détenues (hors aménagement) éligibles à l'aide aux personnes sans ressources suffisantes (PSRS)

Partie 2 : Statistiques du milieu fermé (flux)

Tableau 39 : Effectifs des personnes écrouées : flux de placements sous écrou au cours de l'année par trimestre (personnes provenant de l'état de liberté)

Tableau 40 : Effectifs des personnes détenues : flux de placements en détention au cours de l'année par trimestre (personnes provenant de l'état de liberté)

Tableau 41 : Evolution des placements sous écrou annuels selon la procédure (personnes provenant de l'état de liberté)

Tableau 42 : Evolution des placements sous écrou annuels selon l'âge à l'écrou initial (personnes provenant de l'état de liberté)

Tableau 43 : Evolution des placements en détention annuels selon l'âge à l'écrou initial (personnes provenant de l'état de liberté)

Tableau 44 : Flux de levées d'écrou au cours de l'année

Tableau 45 : Flux de levées d'écrou depuis la détention au cours de l'année

Tableau 46 : Estimation des flux de placements sous écrou et en détention et de libérations de personnes écrouées et de personnes détenues au cours de l'année

Tableau 47 : Estimation des flux de libérations selon le type de sortie (hors personnes ayant bénéficié d'un aménagement de peine ab initio)

Encadré 5 : Durées passées sous écrou - indicateur de durée et durée réelle

Tableau 48 : Evolution des indicateurs de durée moyenne sous écrou et de détention provisoire

Tableau 49 : Evolution de la répartition des libérés au cours de l'année selon la durée passée sous écrou (part en pourcentage)

Tableau 50 : Répartition des nouvelles mesures d'aménagements de peine et de libérations sous contrainte selon leur type au cours de l'année

Tableau 51 : Répartition des aménagements de peine et LSC exécutés sous écrou selon l'âge en 2021

Tableau 52 : Répartition des aménagements de peine et LSC exécutés sous écrou selon le sexe en 2021

Partie 3 : Statistiques du milieu ouvert (stocks et flux)

Tableau 53 : Evolution des personnes et des mesures en milieu ouvert au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 54 : Evolution des mesures post-sentencielles et mesures de sûreté suivies par les SPIP en milieu ouvert au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 55 : Evolution du nombre d'alternatives aux poursuites et mesures présentencielles suivies par les SPIP en milieu ouvert au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 56 : Evolution du nombre de mesures de stage (alternatives aux poursuites et mesures post-sentencielles) suivies par les SPIP au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 57 : Effectif des personnes suivies en milieu ouvert par direction interrégionale au 31 décembre 2021 (stock)

Tableau 58 : Evolution des nouveaux suivis SPIP pour les personnes et les mesures au cours de l'année (flux)

Tableau 59 : Evolution des mesures de SME, SP, LC, TIG, STIG et DDSE peine prises en charge par les SPIP en milieu ouvert (flux)

Tableau 60 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon le sexe, au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 61 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon l'âge, au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 62 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon l'âge, au 1er janvier de chaque année (pourcentage)

Tableau 63 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon l'âge, au 1er janvier de chaque année (stock)

Tableau 64 : Nombre de personnes de nationalité étrangère suivies en milieu ouvert, selon la nationalité détaillée, au 31 décembre 2021 (stock)

Partie 4 : Taux de prévalence des personnes écrouées et détenues en France

Tableau 65 : Taux de personnes sous écrou au 1er janvier de chaque année pour 100 000 habitants en France (stock)

Tableau 66 : Taux de personnes détenues au 1er janvier de chaque année pour 100 000 habitants en France (stock)

Tableau 67 : Taux de placements sous écrou et en détention pour 100 000 habitants en France (flux)

Tableau 68 : Taux de personnes sous écrou pour 100 000 habitants au 1er janvier 2022 selon l'âge et le sexe (stock)

Tableau 69 : Taux de personnes détenues pour 100 000 habitants au 1er janvier 2022 selon l'âge et le sexe (stock)

Partie 5 : Statistiques européennes

Tableau 70 : Evolution du nombre de détenus au 1er septembre de chaque année(1) (stock)

Tableau 71 : Taux de détention pour 100 000 habitants au 1er septembre de chaque année(1) (stock)

Tableau 72 : Taux d'entrées pour 100 000 habitants au cours de l'année (flux)

Tableau 73 : Indicateur de durée moyenne (1) de détention en mois au cours de l'année (2) (flux)

Tableau 74 : Evolution du nombre de personnes prises en charge en milieu ouvert au 31 janvier de chaque année (stock)

Tableau 75 : Evolution du taux de personnes prises en charge en milieu ouvert pour 100 000 habitants au 31 janvier de chaque année (stock)

Partie 1

Statistiques du milieu fermé (stocks)

Tableau 1 : Evolution des effectifs des personnes placées sous main de justice au 1er janvier de chaque année

Sources : Milieu fermé : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Milieu ouvert : jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert

à partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Personnes écrouées	Dont personnes détenues	Personnes suivies en milieu ouvert	Ensemble
1980	36 913	-	71 210	108 123
1981	40 365	-	73 357	113 722
1982	31 551	-	45 785	77 336
1983	35 876	-	55 384	91 260
1984	40 010	-	63 481	103 491
1985	44 498	-	71 691	116 189
1986	44 029	-	77 705	121 734
1987	49 112	-	84 660	133 772
1988	50 874	-	96 144	147 018
1989	46 515	-	72 941	119 456
1990	45 420	-	92 337	137 757
1991	49 083	-	105 814	154 897
1992	50 115	-	107 376	157 491
1993	50 342	-	103 218	153 560
1994	52 551	-	98 286	150 837
1995	53 935	-	102 254	156 189
1996	55 062	-	105 222	160 284
1997	54 269	-	117 061	171 330
1998	53 845	-	122 959	176 804
1999	52 961	-	131 367	184 328
2000	51 441	-	135 020	186 461
2001	47 837	-	141 697	189 534
2002	48 594	-	140 622	189 216
2003	55 407	-	129 269	184 676
2004	59 246	-	123 492	182 738
2005	59 197	58 231	129 784	188 981
2006	59 522	58 344	146 567	206 089
2007	60 403	58 402	145 675	206 078
2008	64 003	61 076	148 077	212 080
2009	66 178	62 252	159 232	225 410
2010	66 089	60 978	168 671	234 760
2011	66 975	60 544	173 022	239 997
2012	73 780	64 787	173 063	246 843
2013	76 798	66 572	175 200	251 998
2014	77 883	67 075	174 108	251 991
2015	77 291	66 270	172 007	249 298
2016	76 601	66 678	161 198	237 799
2017	78 796	68 432	162 631	241 427
2018	79 785	68 974	162 784	242 569
2019	81 250	70 059	163 626	244 876
2020	82 923	70 739	165 891	248 814
2021	75 021	62 673	163 091	238 112
2022	83 267	69 448	174 515	257 782

Champ : France entière

Tableau 2 : Répartition par direction interrégionale des effectifs des personnes placées sous main de justice au 1er janvier 2022

Sources : Milieu fermé : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Milieu ouvert : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

DISP	Personnes écrouées	Dont personnes détenues	Personnes suivies en milieu ouvert	Ensemble
Bordeaux	6 520	5 567	15 767	22 287
Dijon	5 730	4 529	15 370	21 100
Lille	8 255	7 090	17 557	25 812
Lyon	8 172	6 647	19 481	27 653
Marseille	9 395	7 807	13 903	23 298
Paris	14 931	12 662	25 955	40 886
Rennes	10 019	8 353	25 360	35 379
Strasbourg	6 867	5 659	15 202	22 069
Toulouse	7 294	6 026	16 189	23 483
Outre-mer	6 084	5 108	9 731	15 815
Ensemble	83 267	69 448	174 515	257 782

Champ : France entière

Tableau 3 : Effectifs, capacité et densité carcérale des établissements pénitentiaires au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Personnes écrouées non détenues	Personnes écrouées détenues	Ensemble	Capacité opérationnelle	Densité carcérale (pour 100 places)
1990	-	45 420	45 420	36 615	124,0
1991	-	49 083	49 083	40 675	120,7
1992	-	50 115	50 115	42 981	116,6
1993	-	50 342	50 342	46 494	108,3
1994	-	52 551	52 551	46 579	112,8
1995	-	53 935	53 935	48 187	111,9
1996	-	55 062	55 062	48 791	112,9
1997	-	54 269	54 269	49 791	109,0
1998	-	53 845	53 845	49 619	108,5
1999	-	52 961	52 961	49 549	106,9
2000	-	51 441	51 441	49 294	104,4
2001	-	47 837	47 837	48 593	98,4
2002	-	48 594	48 594	48 021	101,2
2003	-	55 407	55 407	47 987	115,5
2004	-	59 246	59 246	48 605	121,9
2005	966	58 231	59 197	50 094	116,2
2006	1 178	58 344	59 522	51 252	113,8
2007	2 001	58 402	60 403	50 588	115,4
2008	2 927	61 076	64 003	50 693	120,5
2009	3 926	62 252	66 178	51 997	119,7
2010	5 111	60 978	66 089	54 988	110,9
2011	6 431	60 544	66 975	56 358	107,4
2012	8 993	64 787	73 780	57 236	113,2
2013	10 226	66 572	76 798	56 992	116,8
2014	10 808	67 075	77 883	57 516	116,6
2015	11 021	66 270	77 291	57 841	114,6
2016	9 923	66 678	76 601	58 561	113,9
2017	10 364	68 432	78 796	58 681	116,6
2018	10 811	68 974	79 785	59 765	115,4
2019	11 191	70 059	81 250	60 151	116,5
2020	12 184	70 739	82 923	61 037	115,9
2021	12 348	62 673	75 021	60 583	103,4
2022	13 819	69 448	83 267	60 749	114,3

Champ : France entière

Tableau 4 : Evolution détaillée des effectifs des personnes placées sous main de justice au 1er janvier de chaque année

Sources : Milieu fermé : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France
 Milieu ouvert : jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
 à partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPi

Au 1er janvier	Personnes écrouées sans aménagement de peine ni LSC (détenue ordinaire)	Personnes écrouées disposant d'un aménagement de peine ou d'une Libération Sous Contrainte (LSC)					Personnes suivies en milieu ouvert	Ensemble des personnes placées sous main de justice
		Détention à domicile sous surveillance électronique	Semi-liberté	Placement à l'extérieur hébergé	Placement à l'extérieur non hébergé	Ensemble des aménagements de peine ou LSC		
2005	56 755	709	1 189	248	257	2 403	129 784	188 981
2006	56 859	871	1 221	218	307	2 617	146 567	206 089
2007	56 655	1 648	1 339	352	353	3 692	145 675	206 078
2008	59 060	2 506	1 632	384	421	4 943	148 077	212 080
2009	60 232	3 431	1 643	377	495	5 946	159 232	225 410
2010	58 797	4 489	1 665	516	622	7 292	168 671	234 760
2011	58 508	5 767	1 677	359	664	8 467	173 022	239 997
2012	62 559	8 417	1 857	371	576	11 221	173 063	246 843
2013	64 384	9 653	1 785	403	573	12 414	175 200	251 998
2014	64 935	10 161	1 765	375	647	12 948	174 108	251 991
2015	64 213	10 419	1 689	368	602	13 078	172 007	249 298
2016	64 760	9 429	1 602	316	494	11 841	161 198	237 799
2017	66 454	9 801	1 659	319	563	12 342	162 631	241 427
2018	67 036	10 241	1 623	315	570	12 749	162 784	242 569
2019	67 985	10 620	1 751	323	571	13 265	163 626	244 876
2020	68 428	11 539	1 997	314	645	14 573	165 891	248 892
2021	61 012	11 669	1 369	292	679	14 097	163 091	238 200
2022	67 621	13 133	1 599	228	686	15 646	174 515	257 782

Champ : France entière

Tableau 5 : Evolution des effectifs des personnes écrouées par direction interrégionale au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er Janvier	Directions interrégionales des services pénitentiaires										France entière
	Bordeaux	Dijon	Lille	Lyon	Marseille	Outre-mer	Paris	Rennes	Strasbourg	Toulouse	
2008	4 862	5 282	9 642	5 244	7 720	4 535	11 651	5 349	5 300	4 418	64 003
2009	4 982	5 524	10 148	5 228	7 956	4 502	12 048	5 544	5 579	4 667	66 178
2010	5 050	5 622	10 233	5 548	7 931	4 659	11 678	5 542	5 388	4 438	66 089
2011	4 895	5 345	10 053	5 917	7 879	4 508	12 207	5 737	5 573	4 861	66 975
2012	5 784	5 857	11 009	6 653	8 419	4 768	13 154	6 542	6 030	5 564	73 780
2013	6 048	6 085	11 103	6 800	8 666	4 991	13 815	6 875	6 554	5 861	76 798
2014	5 901	5 899	11 008	6 958	9 029	5 087	14 359	7 162	6 367	6 113	77 883
2015	5 628	6 018	10 706	6 863	9 426	5 033	14 309	6 998	6 218	6 092	77 291
2016	5 488	5 756	10 024	6 863	9 207	5 411	14 700	6 690	6 226	6 236	76 601
2017 *	5 445	4 792	7 763	7 297	9 058	5 676	15 603	9 256	7 430	6 476	78 796
2018	5 536	5 152	7 974	7 768	9 028	5 541	15 594	9 501	7 029	6 662	79 785
2019	5 925	5 407	8 215	7 831	8 858	5 660	15 920	9 453	7 135	6 846	81 250
2020	6 128	5 789	8 394	8 179	9 384	5 827	15 515	9 840	6 694	7 133	82 923
2021	5 594	5 274	7 353	7 481	8 368	5 278	13 492	9 257	9 312	6 612	75 021
2022	6 520	5 730	8 255	8 172	9 395	6 084	14 931	10 019	6 867	7 294	83 267

Champ : France entière

* Changement de carte des directions interrégionales au 1er janvier 2017

Tableau 6 : Evolution des effectifs des personnes détenues par direction interrégionale au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er Janvier	Directions interrégionales des services pénitentiaires										France entière
	Bordeaux	Dijon	Lille	Lyon	Marseille	Outre-mer	Paris	Rennes	Strasbourg	Toulouse	
2008	4 624	5 064	9 159	4 882	7 316	4 449	11 338	5 041	5 021	4 182	61 076
2009	4 675	5 196	9 496	4 757	7 423	4 438	11 559	5 171	5 143	4 394	62 252
2010	4 678	5 179	9 261	4 968	7 234	4 506	11 058	5 089	4 912	4 093	60 978
2011	4 439	4 932	8 851	5 146	7 045	4 312	11 266	5 156	4 996	4 401	60 544
2012	5 146	5 092	9 408	5 650	7 275	4 419	11 957	5 663	5 248	4 929	64 787
2013	5 338	5 154	9 369	5 692	7 463	4 600	12 318	5 847	5 645	5 146	66 572
2014	5 181	4 975	9 415	5 773	7 728	4 625	12 587	6 060	5 440	5 291	67 075
2015	4 947	5 082	9 057	5 710	8 011	4 556	12 485	5 860	5 275	5 287	66 270
2016	4 771	4 926	8 636	5 838	7 901	4 920	12 989	5 796	5 440	5 461	66 678
2017 *	4 832	4 013	6 680	6 077	7 790	5 133	13 846	8 028	6 370	5 663	68 432
2018	4 930	4 351	6 936	6 409	7 608	4 926	13 678	8 217	6 083	5 836	68 974
2019	5 219	4 553	7 162	6 560	7 560	5 083	13 746	8 160	6 080	5 936	70 059
2020	5 425	4 789	7 241	6 783	8 005	5 067	13 225	8 475	5 659	6 070	70 739
2021	4 800	4 264	6 239	5 927	6 991	4 512	11 413	7 810	5 117	5 600	62 673
2022	5 567	4 529	7 090	6 647	7 807	5 108	12 662	8 353	5 659	6 026	69 448

Champ : France entière

* Changement de carte des directions interrégionales au 1er janvier 2017

Tableau 7 : Personnes condamnées en semi-liberté, placement à l'extérieur ou détention à domicile sous surveillance électronique au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Semi-liberté	Placement à l'extérieur	Détention à domicile sous surveillance électronique *	Ensemble
1989	729	-	-	729
1990	630	-	-	630
1991	917	-	-	917
1992	903	-	-	903
1993	512	-	-	512
1994	625	650	-	1 275
1995	875	681	-	1 556
1996	1 099	724	-	1 823
1997	835	671	-	1 506
1998	999	725	-	1 724
1999	1 118	729	-	1 847
2000	942	752	-	1 694
2001	1 170	637	12	1 819
2002	910	533	23	1 466
2003	1 201	483	90	1 774
2004	1 225	512	304	2 041
2005	1 189	505	709	2 403
2006	1 221	525	871	2 617
2007	1 339	705	1 648	3 692
2008	1 632	805	2 506	4 943
2009	1 643	872	3 431	5 946
2010	1 665	1 138	4 489	7 292
2011	1 677	1 023	5 767	8 467
2012	1 857	947	8 417	11 221
2013	1 785	976	9 653	12 414
2014	1 765	1 022	10 161	12 948
2015	1 689	970	10 419	13 078
2016	1 602	810	9 429	11 841
2017	1 659	882	9 801	12 342
2018	1 623	885	10 241	12 749
2019	1 751	894	10 620	13 265
2020	1 997	959	11 539	14 495
2021	1 369	971	11 669	14 009
2022	1 599	914	13 133	15 646

Champ : France entière

* anciennement nommé "Placement sous Surveillance Electronique" (y compris la Surveillance Electronique de Fin de Peine [SEFIP] pour les années de 2011 à 2015).

Tableau 7bis : Répartition des types de mesures d'aménagement de peine et de libération sous contrainte suivies par les SPIP au 1er janvier de chaque année

Sources : Milieu fermé : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France
 Milieu ouvert (libération conditionnelle) : En 2016 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
 à partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Semi-liberté		Placement à l'extérieur		Détenue à domicile sous surveillance électronique		Libération conditionnelle		Total AP	Total LSC	Total (AP et LSC)	Part des aménagements en LSC (%)
	AP	LSC	AP	LSC	AP	LSC	AP	LSC				
2016	1 490	112	764	46	9 081	348	6 138	222	11 557	728	12 285	5,9%
2017	1 553	106	855	27	9 505	296	5 559	192	17 472	621	18 093	3,4%
2018	1 493	130	847	38	9 907	334	4 959	194	17 206	696	17 902	3,9%
2019	1 530	221	856	38	10 325	295	4 826	188	17 537	742	18 279	4,1%
2020	1 664	333	909	50	11 037	502	4 753	497	18 363	1 382	19 745	7,0%
2021	1 135	234	899	72	11 161	508	4 894	584	18 089	1 398	19 487	7,2%
2022	1 409	190	865	49	12 527	606	4 273	436	19 074	1 281	20 355	6,3%

Champ : France entière

Note : AP = mesures d'aménagement de peine ; LSC = mesures de libération sous contrainte

Les chiffres indiqués en italique en 2016 (libération conditionnelle) sont des chiffres de transition entre ceux du bureau DAP/EX3 et ceux fournis par la SDSE.

Tableau 8 : Evolution des places opérationnelles selon le type d'établissement au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Centre de détention et quartier de centre de détention (CD et qCD)	Centre/quartier de centre national d'évaluation (CNE et qCNE)*	Centre pour peines aménagées (CPA)	Centre de semi-liberté (CSL)	Etablissement pénitentiaire pour mineurs (EPM)	Maison d'arrêt et quartier de maison d'arrêt (MA et qMA) **	Maison centrale et quartier de maison centrale (MC et qMC)	Etablissement Public de Santé National (EPSN)	Ensemble des établissements
2000	14 448	-	-	629	-	31 690	2 527	-	49 294
2001	14 301	-	-	656	-	31 152	2 484	-	48 593
2002	14 165	-	-	656	-	30 716	2 484	-	48 021
2003	14 285	-	87	617	-	30 508	2 490	-	47 987
2004	14 603	-	164	632	-	30 917	2 289	-	48 605
2005	15 432	-	187	638	-	31 768	2 069	-	50 094
2006	15 735	-	164	638	-	32 625	2 090	-	51 252
2007	15 837	-	284	576	-	31 792	2 090	-	50 579
2008	16 015	-	284	572	180	31 582	2 060	-	50 693
2009	16 586	-	280	572	286	32 240	2 033	-	51 997
2010	18 477	-	340	629	296	33 265	1 981	-	54 988
2011	19 076	-	316	659	342	34 028	1 937	-	56 358
2012	19 451	-	441	768	350	34 228	1 998	-	57 236
2013	19 403	30	468	911	348	33 866	1 966	-	56 992
2014	19 393	318	513	896	353	33 878	2 165	-	57 516
2015	19 613	318	609	1 007	353	33 776	2 165	-	57 841
2016	19 752	317	609	1 078	352	34 090	2 363	-	58 561
2017	19 611	317	609	1 254	342	34 163	2 385	-	58 681
2018	20 033	317	611	1 312	352	34 860	2 280	-	59 765
2019	20 284	319	611	1 352	352	34 993	2 240	-	60 151
2020	20 544	138	611	1 444	352	35 592	2 272	84	61 037
2021	20 182	169	611	1 444	350	35 516	2 227	84	60 583
2022	20 200	169	611	1 478	345	35 720	2 142	84	60 749

Champ : France entière

* Jusqu'au 31 décembre 2019, les places des Unités d'Accueil et de Transfert (UAT) étaient comptabilisées avec cette catégorie. A partir du 1er janvier 2020, les places des UAT sont comptabilisées parmi les places CD/QCD.

** Jusqu'au 31 décembre 2019, les places de l'Etablissement public de santé national de Fresnes (EPSN) étaient intégrées à cette catégorie. A partir du 1er janvier 2020, elles sont comptabilisées dans une catégorie à part.

Tableau 9 : Evolution de la densité carcérale pour 100 places selon le type d'établissement ou le quartier d'établissement au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Centre de détention et quartier de centre de détention (CD et qCD)	Centre/quartier de centre national d'évaluation (CNE et qCNE)*	Centre pour peines aménagées (CPA)	Centre de semi-liberté (CSL)	Etablissement pénitentiaire pour mineurs (EPM)	Maison d'arrêt et quartier de maison d'arrêt (MA et qMA) **	Maison centrale et quartier de maison centrale (MC et qMC)	Etablissement Public de Santé National (EPSN)	Ensemble des établissements
2000	89,9	-	-	69,2	-	114,0	93,3	-	104,4
2001	87,4	-	-	72,6	-	104,8	88,9	-	98,4
2002	85,3	-	-	63,4	-	110,1	92,0	-	101,2
2003	89,8	-	12,6	74,9	-	130,5	92,1	-	115,5
2004	96,4	-	66,5	66,9	-	138,2	82,7	-	121,9
2005	95,8	-	36,4	68,0	-	129,3	90,7	-	116,2
2006	95,2	-	61,0	80,6	-	125,4	88,0	-	113,8
2007	96,6	-	68,3	73,6	-	127,9	87,8	-	115,4
2008	96,4	-	82,0	91,1	80,0	135,7	90,9	-	120,5
2009	95,2	-	86,4	94,9	60,8	135,5	89,6	-	119,7
2010	91,9	-	81,8	91,1	73,3	124,5	77,0	-	110,9
2011	91,7	-	82,6	95,0	69,9	118,8	76,9	-	107,4
2012	92,5	-	82,1	88,2	75,1	128,3	78,4	-	113,2
2013	94,9	73,3	73,7	80,7	74,4	133,3	84,6	-	116,8
2014	93,9	76,4	71,0	77,2	72,8	134,5	80,2	-	116,6
2015	92,2	66,0	72,9	75,6	71,4	132,7	79,6	-	114,6
2016	89,6	65,3	70,3	71,8	72,4	133,7	73,2	-	113,9
2017	89,9	69,1	70,0	66,1	79,5	138,5	72,2	-	116,6
2018	88,9	63,1	65,0	67,1	71,0	136,9	75,0	-	115,4
2019	90,0	71,5	59,2	69,6	71,6	138,1	75,0	-	116,5
2020	89,6	66,7	78,1	75,3	84,7	136,8	71,2	91,7	115,9
2021	87,2	45,0	56,1	55,3	76,3	118,2	71,5	46,4	103,4
2022	92,4	34,9	63,3	65,2	70,7	132,7	78,2	67,9	114,3

Champ : France entière

* Jusqu'au 31 décembre 2019, les Unités d'Accueil et de Transfert (UAT) étaient comptabilisées avec cette catégorie. A partir du 1er janvier 2020, les UAT sont comptabilisées parmi les CD/QCD.

** Jusqu'au 31 décembre 2019, l'Etablissement public de santé national de Fresnes (EPSN) était intégré à cette catégorie. A partir du 1er janvier 2020, il est comptabilisé dans une catégorie à part.

Tableau 10 : Nombre de maisons d'arrêt ou de quartiers de maison d'arrêt en fonction de leur densité carcérale au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Densité carcérale >100		Densité carcérale >120		Densité carcérale >150		Densité carcérale >200		Nombre de maisons d'arrêt et de quartiers de maison d'arrêt *
	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	
2005	117	82%	89	62%	50	35%	10	7%	143
2006	116	82%	86	61%	43	30%	7	5%	142
2007	111	78%	84	59%	42	30%	7	5%	142
2008	120	85%	97	68%	48	34%	11	8%	142
2009	123	87%	99	70%	54	38%	10	7%	142
2010	107	77%	76	55%	32	23%	6	4%	139
2011	98	71%	65	47%	18	13%	3	2%	138
2012	107	78%	87	63%	31	22%	6	4%	138
2013	118	86%	87	63%	36	26%	9	7%	138
2014	108	78%	88	64%	39	28%	6	4%	138
2015	108	81%	79	71%	35	26%	4	3%	134
2016	107	82%	80	61%	36	27%	3	2%	131
2017	111	85%	82	63%	43	33%	2	2%	131
2018	112	85%	94	72%	36	27%	2	2%	131
2019	114	87%	88	67%	42	32%	2	2%	131
2020	111	84%	97	73%	45	34%	4	3%	132
2021	95	72%	57	43%	18	14%	0	0%	132
2022	114	88%	89	69%	33	26%	5	4%	129

Champ : France entière

Lecture : Au 1er janvier 2022, 88% des établissements et quartiers maison d'arrêt avaient une densité carcérale supérieure à 100%.

* A partir du 1er janvier 2020, la maison d'arrêt de Mata-Utu n'est pas comptabilisée car non référencée dans Genesis.

Tableau 11 : Effectifs et part de personnes détenues dans une maison d'arrêt ou un quartier de maison d'arrêt en fonction de la densité carcérale de l'établissement au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Densité carcérale >100		Densité carcérale >120		Densité carcérale >150		Densité carcérale >200		Total des détenus
	Nombre de détenus	Part du total (%)	Nombre de détenus	Part du total (%)	Nombre de détenus	Part du total (%)	Nombre de détenus	Part du total (%)	
2005	38 777	94%	27 907	68%	12 227	30%	3 014	7%	41 063
2006	36 785	90%	23 431	57%	10 303	25%	1 498	4%	40 910
2007	36 337	89%	27 156	67%	10 592	26%	1 769	4%	40 653
2008	40 123	94%	33 966	79%	13 273	31%	2 600	6%	42 860
2009	41 860	96%	35 793	82%	14 324	33%	1 782	4%	43 680
2010	37 321	90%	25 606	62%	8 550	21%	1 268	3%	41 401
2011	32 665	81%	27 137	67%	4 872	12%	549	1%	40 437
2012	38 850	88%	34 412	78%	9 550	22%	1 853	4%	43 929
2013	42 356	94%	35 369	78%	11 216	25%	2 241	5%	45 128
2014	41 579	91%	37 330	82%	16 279	36%	1 714	4%	45 580
2015	41 675	93%	33 915	76%	17 850	40%	1 092	2%	44 805
2016	41 173	90%	34 770	76%	15 234	33%	734	2%	45 592
2017	43 575	92%	36 695	78%	22 811	48%	557	1%	47 326
2018	44 483	93%	40 450	85%	17 432	37%	505	1%	47 719
2019	45 127	93%	39 081	81%	17 137	36%	793	2%	48 330
2020	44 663	92%	41 402	85%	18 726	38%	1 087	2%	48 689
2021	35 391	84%	21 144	50%	5 928	14%	0	0%	41 967
2022	45 318	96%	37 490	79%	11 700	25%	1 797	4%	47 397

Champ : France entière

Lecture : Au 1er janvier 2022, 96% des personnes détenues (soit 45 318) étaient hébergées au sein d'un établissement ou quartier maison d'arrêt dont la densité carcérale était supérieure à 100%.

Tableau 12 : Nombre d'établissements pour peine* en fonction de leur densité carcérale au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Densité carcérale >100		Densité carcérale >120		Densité carcérale >150		Densité carcérale >200		Nombre d'établissements pour peines
	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	Nombre d'établissements et de quartiers d'établissement	Part du total (%)	
2005	8	10%	6	8%	5	6%	2	3%	78
2006	8	10%	5	6%	4	5%	1	1%	80
2007	8	10%	5	6%	5	6%	1	1%	81
2008	13	15%	6	7%	4	5%	1	1%	85
2009	12	14%	6	7%	3	3%	1	1%	88
2010	10	11%	6	6%	2	2%	1	1%	94
2011	10	10%	7	7%	3	3%	2	2%	96
2012	10	10%	5	5%	2	2%	2	2%	102
2013	9	9%	7	7%	3	3%	2	2%	105
2014	7	6%	4	4%	2	2%	2	2%	109
2015	9	8%	7	6%	4	4%	1	1%	113
2016	11	9%	5	4%	4	3%	1	1%	121
2017	10	8%	6	5%	3	2%	1	1%	124
2018	8	6%	4	3%	0	0%	0	0%	126
2019	9	7%	3	2%	2	2%	0	0%	127
2020	11	9%	6	5%	2	2%	2	2%	126
2021	4	3%	3	2%	1	1%	0	0%	126
2022	8	6%	2	2%	1	1%	0	0%	129

Champ : France entière

Lecture : Au 1er janvier 2022, 6% des établissements pour peine et des quartiers d'établissement pour peine avaient une densité carcérale supérieure à 100%.

* Dans ce tableau, les Centre National d'Evaluation, les Unités d'Accueil et de Transfert et les Etablissement Pour Mineurs sont assimilés à des établissements pour peines

Tableau 13 : Effectifs et part de personnes détenues dans un établissement pour peine* en fonction de la densité carcérale de l'établissement au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Densité carcérale >100		Densité carcérale >120		Densité carcérale >150		Densité carcérale >200		Total des personnes détenues
	Nombre de personnes détenues	Part du total (%)	Nombre de personnes détenues	Part du total (%)	Nombre de personnes détenues	Part du total (%)	Nombre de personnes détenues	Part du total (%)	
2005	1 789	10%	1 396	8%	1 221	7%	840	5%	17 168
2006	1 717	10%	1 193	7%	1 104	6%	609	3%	17 434
2007	1 931	11%	1 235	7%	1 235	7%	609	3%	17 749
2008	1 784	10%	480	3%	353	2%	188	1%	18 216
2009	2 156	12%	699	4%	446	2%	188	1%	18 572
2010	1 550	8%	1 254	6%	289	1%	197	1%	19 577
2011	1 699	8%	1 206	6%	372	2%	323	2%	20 107
2012	1 944	9%	965	5%	342	2%	342	2%	20 858
2013	1 684	8%	1 289	6%	560	3%	345	2%	21 444
2014	1 582	7%	1 064	5%	353	2%	353	2%	21 495
2015	1 575	7%	1 228	6%	448	2%	232	1%	21 465
2016	2 469	12%	977	5%	478	2%	258	1%	21 086
2017	1 965	9%	848	4%	408	2%	232	1%	21 106
2018	1 348	6%	543	3%	0	0%	0	0%	21 255
2019	888	4%	402	2%	101	0%	0	0%	21 729
2020	1 617	7%	485	2%	45	0%	0	0%	21 855
2021	728	4%	478	2%	189	1%	0	0%	20 706
2022	993	5%	450	2%	173	1%	0	0%	22 051

Lecture : Au 1er janvier 2022, 5% des personnes détenues au sein d'un établissement pour peine ou d'un quartier du même type étaient hébergées au sein d'une structure dont la densité carcérale était supérieure à 100%.

* Dans ce tableau, les CNE, UAT et EPM sont assimilés à des établissements pour peines

Tableau 14 : Effectifs des personnes écrouées : structure par sexe au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Hommes	Femmes	Ensemble des personnes écrouées	Part de femmes
1980	35 754	1 159	36 913	3,1%
1981	39 071	1 294	40 365	3,2%
1982	30 537	1 014	31 551	3,2%
1983	34 705	1 171	35 876	3,3%
1984	38 642	1 368	40 010	3,4%
1985	43 001	1 497	44 498	3,4%
1986	42 428	1 601	44 029	3,6%
1987	47 149	1 963	49 112	4,0%
1988	48 750	2 124	50 874	4,2%
1989	44 477	2 038	46 515	4,4%
1990	43 400	2 020	45 420	4,4%
1991	47 077	2 006	49 083	4,1%
1992	47 932	2 183	50 115	4,4%
1993	48 180	2 162	50 342	4,3%
1994	50 347	2 204	52 551	4,2%
1995	51 709	2 226	53 935	4,1%
1996	52 845	2 217	55 062	4,0%
1997	52 046	2 223	54 269	4,1%
1998	51 709	2 136	53 845	4,0%
1999	50 932	2 029	52 961	3,8%
2000	49 559	1 882	51 441	3,7%
2001	46 099	1 738	47 837	3,6%
2002	46 879	1 715	48 594	3,5%
2003	53 322	2 085	55 407	3,8%
2004	56 991	2 255	59 246	3,8%
2005	56 959	2 238	59 197	3,8%
2006	57 335	2 187	59 522	3,7%
2007	58 163	2 240	60 403	3,7%
2008	61 624	2 379	64 003	3,7%
2009	63 902	2 276	66 178	3,4%
2010	63 814	2 275	66 089	3,4%
2011	64 712	2 263	66 975	3,4%
2012	71 157	2 623	73 780	3,6%
2013	74 067	2 731	76 798	3,6%
2014	75 193	2 690	77 883	3,5%
2015	74 663	2 628	77 291	3,4%
2016	73 951	2 650	76 601	3,5%
2017	75 971	2 825	78 796	3,6%
2018	76 810	2 975	79 785	3,7%
2019	78 155	3 095	81 250	3,8%
2020	79 785	3 138	82 923	3,8%
2021	72 322	2 699	75 021	3,6%
2022	80 327	2 940	83 267	3,5%

Champ : France entière

Tableau 15 : Effectifs des personnes détenues : structure par sexe au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Hommes	Femmes	Ensemble des personnes détenues	Part de femmes
2005	56 026	2 166	58 192	3,7%
2006	56 168	2 130	58 298	3,7%
2007	56 194	2 152	58 346	3,7%
2008	58 830	2 246	61 076	3,7%
2009	60 159	2 093	62 252	3,4%
2010	58 935	2 043	60 978	3,4%
2011	58 600	1 944	60 544	3,2%
2012	62 587	2 200	64 787	3,4%
2013	64 357	2 215	66 572	3,3%
2014	64 914	2 161	67 075	3,2%
2015	64 197	2 073	66 270	3,1%
2016	64 531	2 147	66 678	3,2%
2017	66 167	2 265	68 432	3,3%
2018	66 581	2 393	68 974	3,5%
2019	67 525	2 534	70 059	3,6%
2020	68 228	2 511	70 739	3,5%
2021	60 616	2 057	62 673	3,3%
2022	67 229	2 219	69 448	3,2%

Champ : France entière

Graphique 1 : Evolution de la population carcérale depuis 1980, au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

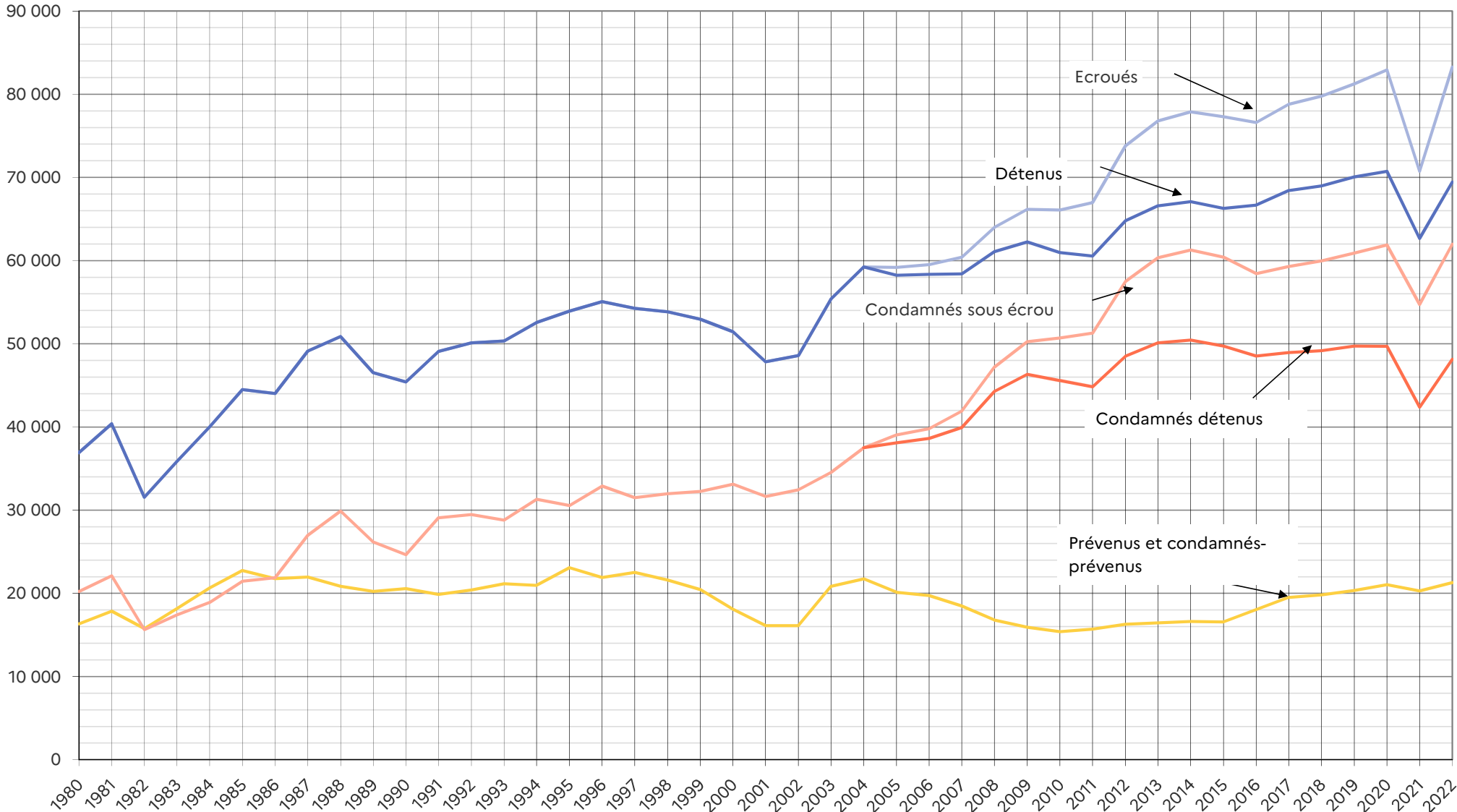


Tableau 16 : Effectifs des personnes écrouées : structure détaillée par âge au 1er janvier de chaque année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	13 à moins de 16 ans	16 à moins de 18 ans	18 à moins de 21 ans	21 à moins de 25 ans	25 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Ensemble des personnes écrouées	Indicateur d'âge moyen (1)	Part de mineurs
1980	68	723	5 249	8 519	8 249	8 400	4 057	1 289	359	36 913	30,1	2,1%
1981	83	890	5 684	9 198	9 165	9 045	4 300	1 531	469	40 365	30,1	2,4%
1982	135	725	4 567	7 070	6 986	7 155	3 359	1 241	313	31 551	30,1	2,7%
1983	56	726	5 323	7 802	8 046	8 348	3 708	1 492	375	35 876	30,2	2,2%
1984	72	781	5 907	8 990	9 047	9 374	3 907	1 513	419	40 010	30,0	2,1%
1985	56	817	6 065	10 663	9 886	10 327	4 293	1 870	521	44 498	30,2	2,0%
1986	69	812	5 718	10 143	10 029	10 402	4 582	1 884	390	44 029	30,3	2,0%
1987	67	945	6 745	11 282	10 959	11 758	4 993	1 895	468	49 112	30,2	2,1%
1988	49	792	5 753	11 304	12 030	12 779	5 569	2 065	533	50 874	30,8	1,7%
1989	39	470	4 508	9 680	11 135	12 586	5 603	1 957	537	46 515	31,4	1,1%
1990	25	518	4 521	9 203	10 768	12 395	5 711	1 830	449	45 420	31,4	1,2%
1991	25	391	4 911	9 090	11 656	13 733	6 710	2 072	495	49 083	31,8	0,8%
1992	25	468	4 917	9 607	12 101	14 038	6 466	1 954	539	50 115	31,6	1,0%
1993	38	549	4 972	9 639	12 141	13 799	6 560	2 069	575	50 342	31,6	1,2%
1994	34	528	4 869	10 202	12 340	14 672	7 069	2 189	648	52 551	31,9	1,1%
1995	37	536	4 621	10 082	12 182	15 237	7 922	2 502	816	53 935	32,4	1,1%
1996	38	523	4 297	9 721	12 239	16 109	8 318	2 908	909	55 062	32,9	1,0%
1997	83	545	4 434	9 056	11 462	15 750	8 584	3 251	1 104	54 269	33,4	1,2%
1998	76	593	4 147	8 484	10 698	15 621	9 132	3 673	1 421	53 845	34,1	1,2%
1999	78	636	4 376	8 119	10 223	15 058	9 275	3 754	1 442	52 961	34,2	1,3%
2000	62	656	4 240	7 731	9 750	14 527	9 020	3 891	1 564	51 441	34,5	1,4%
2001	64	552	3 927	7 254	8 672	13 242	8 560	3 960	1 606	47 837	34,8	1,3%
2002	96	730	4 405	7 926	8 763	12 817	8 340	3 952	1 565	48 594	34,4	1,7%
2003	81	727	5 110	9 469	10 233	14 413	9 084	4 509	1 781	55 407	34,2	1,5%
2004	79	660	4 954	10 415	10 893	15 695	9 717	4 853	1 980	59 246	34,4	1,2%
2005	49	574	4 716	10 220	10 698	15 735	10 005	5 130	2 070	59 197	34,7	1,1%
2006	71	661	4 817	10 154	10 883	15 373	10 075	5 246	2 242	59 522	34,8	1,2%
2007	90	639	4 661	10 519	11 413	15 700	10 035	5 139	2 207	60 403	34,6	1,2%
2008	77	650	4 894	10 867	12 382	16 689	10 685	5 395	2 364	64 003	34,7	1,1%
2009	57	624	4 886	11 480	13 212	17 143	11 069	5 242	2 465	66 178	34,6	1,0%
2010	65	607	4 883	11 438	13 399	17 146	10 874	5 321	2 356	66 089	34,5	1,0%
2011	64	628	5 018	11 651	13 558	17 550	10 780	5 343	2 383	66 975	34,4	1,0%
2012	80	637	5 365	13 086	15 239	19 266	11 823	5 719	2 565	73 780	34,3	1,0%
2013	95	634	5 376	13 744	15 638	20 207	12 486	5 945	2 673	76 798	34,4	0,9%
2014	66	668	5 412	13 506	15 872	20 541	12 674	6 241	2 903	77 883	34,6	0,9%
2015	81	623	5 137	12 933	15 821	20 790	12 615	6 270	3 021	77 291	34,8	0,9%
2016	68	647	5 015	12 871	15 412	21 629	12 243	5 946	2 770	76 601	34,5	0,9%
2017	83	686	5 084	12 745	15 958	22 717	12 465	6 235	2 823	78 796	34,5	1,0%
2018	89	694	5 262	12 602	15 613	23 343	12 726	6 413	3 043	79 785	34,7	1,0%
2019	85	697	5 160	12 633	15 721	24 194	13 018	6 557	3 185	81 250	34,8	1,0%
2020	80	760	5 449	12 211	15 820	24 985	13 566	6 693	3 359	82 923	34,4	1,0%
2021	64	711	4 963	10 625	13 833	22 718	12 661	6 253	3 193	75 021	34,7	1,0%
2022	59	596	5 496	12 046	15 254	25 144	14 183	7 004	3 485	83 267	34,7	0,8%

Champ : France entière

(1) L'indicateur d'âge moyen est calculé jusqu'en 2019 à partir du centre de chaque classe d'âge et depuis le 1er janvier 2020 à partir des valeurs discrètes.

Graphique 2 : Effectifs des personnes écrouées : structure détaillée par âge au 1er janvier de chaque année (part en pourcentage)

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

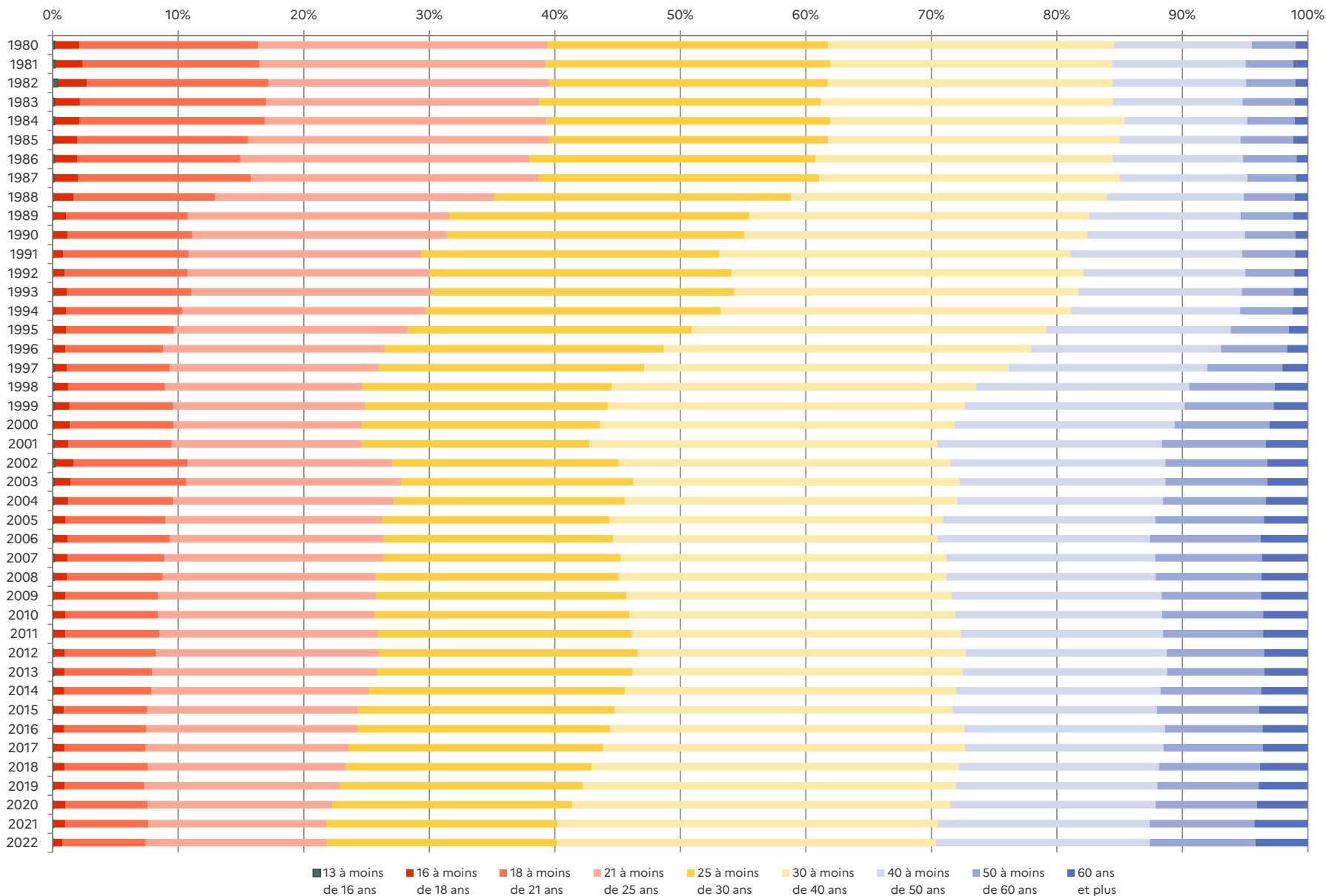


Tableau 17 : Effectifs des personnes détenues : structure détaillée par âge au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	13 à moins de 16 ans	16 à moins de 18 ans	18 à moins de 21 ans	21 à moins de 25 ans	25 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Ensemble des personnes détenues	Indicateur d'âge moyen (1)	Part de mineurs
2008	74	650	4 663	10 353	11 704	16 051	10 224	5 180	2 177	61 076	33,9	1,2%
2009	57	618	4 673	10 771	12 349	16 132	10 424	4 953	2 275	62 252	33,8	1,1%
2010	65	604	4 527	10 480	12 220	15 941	10 032	4 957	2 152	60 978	33,7	1,1%
2011	64	624	4 621	10 526	12 090	15 899	9 740	4 835	2 145	60 544	33,6	1,1%
2012	80	632	4 872	11 555	12 986	17 155	10 390	4 946	2 171	64 787	33,4	1,1%
2013	92	632	4 879	11 874	13 186	17 893	10 665	5 099	2 252	66 572	33,5	1,1%
2014	66	665	4 848	11 587	13 404	18 160	10 772	5 167	2 406	67 075	33,6	1,1%
2015	81	623	4 535	11 136	13 346	18 286	10 692	5 151	2 420	66 270	33,8	1,1%
2016	70	655	4 646	11 227	13 202	18 680	10 598	5 165	2 435	66 678	34,3	1,1%
2017	83	675	4 731	11 131	13 621	19 564	10 785	5 405	2 437	68 432	34,4	1,1%
2018	89	683	4 915	10 965	13 267	19 920	10 975	5 534	2 626	68 974	34,6	1,1%
2019	85	684	4 833	10 970	13 351	20 620	11 199	5 578	2 739	70 059	34,7	1,1%
2020	80	745	5 056	10 445	13 235	20 970	11 640	5 693	2 875	70 739	34,3	1,2%
2021	63	689	4 572	8 926	11 332	18 620	10 538	5 213	2 720	62 673	34,6	1,2%
2022	56	563	5 059	10 144	12 598	20 579	11 753	5 781	2 915	69 448	34,6	0,9%

Champ : France entière

(1) Moyenne calculée à partir du centre de chaque classe d'âge

Tableau 18 : Effectifs des personnes écrouées: structure selon la nationalité au 1er janvier de chaque année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Personnes de nationalité française	Personnes de nationalité étrangère *	Ensemble des personnes écrouées	Part de personnes de nationalité étrangère
1992	35 071	15 044	50 115	30,0%
1993	34 835	15 507	50 342	30,8%
1994	36 630	15 921	52 551	30,3%
1995	38 573	15 362	53 935	28,5%
1996	39 388	15 674	55 062	28,5%
1997	39 149	15 120	54 269	27,9%
1998	40 288	13 557	53 845	25,2%
1999	40 436	12 525	52 961	23,6%
2000	39 914	11 527	51 441	22,4%
2001	37 603	10 234	47 837	21,4%
2002	38 087	10 507	48 594	21,6%
2003	43 489	11 918	55 407	21,5%
2004	46 123	13 123	59 246	22,2%
2005	46 455	12 742	59 197	21,5%
2006	47 331	12 191	59 522	20,5%
2007	48 498	11 905	60 403	19,7%
2008	51 766	12 237	64 003	19,1%
2009	54 146	12 032	66 178	18,2%
2010	54 349	11 740	66 089	17,8%
2011	55 023	11 943	66 966	17,8%
2012	60 807	12 973	73 780	17,6%
2013	62 977	13 821	76 798	18,0%
2014	63 315	14 568	77 883	18,7%
2015	62 601	14 690	77 291	19,0%
2016	61 648	14 953	76 601	19,5%
2017	62 779	16 017	78 796	20,3%
2018	63 335	16 450	79 785	20,6%
2019	64 033	17 217	81 250	21,2%
2020	65 388	17 535	82 923	21,1%
2021	58 544	16 477	75 021	22,0%
2022	64 498	18 769	83 267	22,5%

Champ : France entière

* dont apatrides et nationalités mal définies

Tableau 19 : Effectifs des personnes détenues: structure selon la nationalité au 1er janvier de chaque année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Personnes de nationalité française	Personnes de nationalité étrangère *	Ensemble des personnes détenues	Part de personnes de nationalité étrangère
2015 **	52 397	13 873	66 270	20,9%
2016	52 669	14 009	66 678	21,0%
2017	53 348	15 084	68 432	22,0%
2018	53 556	15 418	68 974	22,4%
2019	53 908	16 151	70 059	23,1%
2020	54 325	16 414	70 739	23,2%
2021	47 335	15 338	62 673	24,5%
2022	52 070	17 378	69 448	25,0%

Champ : France entière

* dont apatrides et nationalités mal définies

** données de réropolation reconstruites à partir de l'infocentre pénitentiaire Genesis.

Tableau 20 : Répartition des effectifs des personnes écrouées de nationalité étrangère selon le pays au 1er janvier 2002, 2012 et 2022

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Nationalité	1er janvier 2002		1er janvier 2012		1er janvier 2022	
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)
Ensemble nationalités étrangères	10 507	100,0%	12 973	100,0%	18 769	100,0%
Europe	3 113	29,6%	4 424	34,1%	5 563	29,6%
Union européenne et Royaume-Uni	nd	nd	nd	nd	3 217	17,1%
hors UE (Conseil de l'Europe)	nd	nd	nd	nd	2 346	12,5%
Afrique	6 006	57,2%	6 531	50,3%	10 741	57,2%
Algérie	2 063	19,6%	1 734	13,4%	3 870	20,6%
Maroc	1 734	16,5%	1 836	14,2%	2 350	12,5%
Tunisie	637	6,1%	847	6,5%	1 288	6,9%
Autres pays d'Afrique	1 572	15,0%	2 114	16,3%	3 233	17,2%
Amériques	853	8,1%	1 165	9,0%	1 432	7,6%
Asie + Océanie	488	4,6%	656	5,1%	994	5,3%
Autres pays et inconnus	47	1,5%	197	1,5%	39	0,2%

Champ : France entière

Lecture : Au 1er janvier 2022, 29,6% des personnes écrouées de nationalité étrangère étaient d'une nationalité européenne (UE et conseil de l'Europe).

nd : non disponible

Encadré 1 : Catégorie pénale

La répartition des écroués selon leur catégorie pénale permet de différencier :

- les prévenus, en attente d'un jugement définitif ;
- les condamnés, avec une condamnation définitive dans toutes leurs affaires ;
- les condamnés-prévenus, condamnés définitivement sur une partie de leurs affaires et en attente d'un jugement définitif sur d'autres.

La distinction des condamnés-prévenus parmi les écroués n'est possible que depuis 2020, avec l'usage d'une source de données unique pour le milieu fermé : les données de l'infocentre pénitentiaire Gide-Genesis. Juridiquement, les condamnés-prévenus sont considérés comme condamnés mais les établissements les comptabilisaient principalement parmi les prévenus.

En conséquence, des ruptures statistiques peuvent apparaître dans les tableaux suivants, notamment ceux présentant le nombre de prévenus. La baisse du nombre de prévenus observée entre 2019 et 2020 n'est donc pas due à une baisse de cette catégorie pénale mais uniquement à l'ajout de la catégorie de condamnés-prévenus.

Cet affinement de la catégorie pénale se visualise aussi dans le tableau 22b : un nombre important de personnes prévenues auparavant comptabilisées dans les personnes en appel / pourvoi / opposition ou en délai d'appel / pourvoi / opposition étaient des personnes déjà condamnées dans d'autres affaires. Ainsi ces catégories de prévenus ont également artificiellement diminué.

Tableau 21 : Effectifs des personnes écrouées et des personnes écrouées détenues : structure par catégorie pénale au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Personnes prévenues (1)	Personnes condamnées-prévenues	Personnes condamnées	dont personnes condamnées détenues	Contraintes par corps puis à partir de 2005 contraintes judiciaires (2)	Ensemble des personnes écrouées	Ensemble des personnes détenues	Part de personnes prévenues parmi les écroués	Part de personnes prévenues parmi les détenus
1980	16 307	-	20 196	-	410	36 913	-	44,2%	-
1981	17 831	-	22 100	-	434	40 365	-	44,2%	-
1982	15 751	-	15 622	-	178	31 551	-	49,9%	-
1983	18 177	-	17 400	-	299	35 876	-	50,7%	-
1984	20 640	-	18 905	-	465	40 010	-	51,6%	-
1985	22 729	-	21 452	-	317	44 498	-	51,1%	-
1986	21 763	-	21 877	-	389	44 029	-	49,4%	-
1987	21 967	-	26 961	-	184	49 112	-	44,7%	-
1988	20 839	-	29 890	-	145	50 874	-	41,0%	-
1989	20 224	-	26 155	-	136	46 515	-	43,5%	-
1990	20 580	-	24 631	-	209	45 420	-	45,3%	-
1991	19 864	-	29 080	-	139	49 083	-	40,5%	-
1992	20 410	-	29 474	-	231	50 115	-	40,7%	-
1993	21 143	-	28 801	-	398	50 342	-	42,0%	-
1994	20 959	-	31 312	-	280	52 551	-	39,9%	-
1995	23 076	-	30 559	-	300	53 935	-	42,8%	-
1996	21 917	-	32 892	-	253	55 062	-	39,8%	-
1997	22 521	-	31 506	-	242	54 269	-	41,5%	-
1998	21 591	-	31 984	-	270	53 845	-	40,1%	-
1999	20 452	-	32 261	-	248	52 961	-	38,6%	-
2000	18 100	-	33 126	-	215	51 441	-	35,2%	-
2001	16 107	-	31 631	-	99	47 837	-	33,7%	-
2002	16 124	-	32 444	-	26	48 594	-	33,2%	-
2003	20 852	-	34 529	-	26	55 407	-	37,6%	-
2004	21 749	-	37 479	-	18	59 246	-	36,7%	-
2005	20 134	-	39 041	38 097	22	59 197	58 231	34,0%	34,6%
2006	19 732	-	39 784	38 612	6	59 522	58 344	33,2%	33,8%
2007	18 483	-	41 916	39 919	4	60 403	58 402	30,6%	31,6%
2008	16 797	-	47 201	44 279	5	64 003	61 076	26,2%	27,5%
2009	15 933	-	50 243	46 319	2	66 178	62 252	24,1%	25,6%
2010	15 395	-	50 689	45 583	5	66 089	60 978	23,3%	25,2%
2011	15 702	-	51 272	44 842	1	66 975	60 544	23,4%	25,9%
2012	16 279	-	57 497	48 508	4	73 780	64 787	22,1%	25,1%
2013	16 454	-	60 340	50 118	4	76 798	66 572	21,4%	24,5%
2014	16 622	-	61 261	50 453	-	77 883	67 075	21,3%	24,8%
2015	16 549	-	60 742	49 721	-	77 291	66 270	21,4%	25,0%
2016	18 158	-	58 443	48 520	-	76 601	66 678	23,7%	27,2%
2017	19 498	-	59 298	48 934	-	78 796	68 432	24,7%	28,5%
2018	19 815	-	59 970	49 159	-	79 785	68 974	24,8%	28,7%
2019	20 343	-	60 907	49 716	-	81 250	70 059	25,0%	29,0%
2020	18 327	2 724	61 872	49 688	-	82 923	70 739	22,1%	25,9%
2021	17 856	2 423	54 742	42 394	-	75 021	62 673	23,8%	28,5%
2022	18 660	2 637	61 970	48 151	-	83 267	69 448	22,4%	26,9%

Champ : France entière

(1) A partir du 1er janvier 2020, les personnes condamnées-prévenues sont comptabilisées dans une catégorie pénale à part, ce qui a pour conséquence de faire diminuer le taux de prévenus. Cette baisse est uniquement due à la distinction des condamnés-prévenus, auparavant comptés parmi les prévenus, et non à une baisse des personnes prévenues, au contraire en hausse.

(2) Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, mise en application le 1er janvier 2005. A partir de 2014, les personnes sous contraintes judiciaires ne sont plus considérées comme une catégorie à part et sont intégrés parmi les condamnés (leur effectif restant faible).

Graphique 3 : Evolution des parts de personnes condamnées et des parts de personnes prévenues parmi l'ensemble des personnes écrouées depuis 1980

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

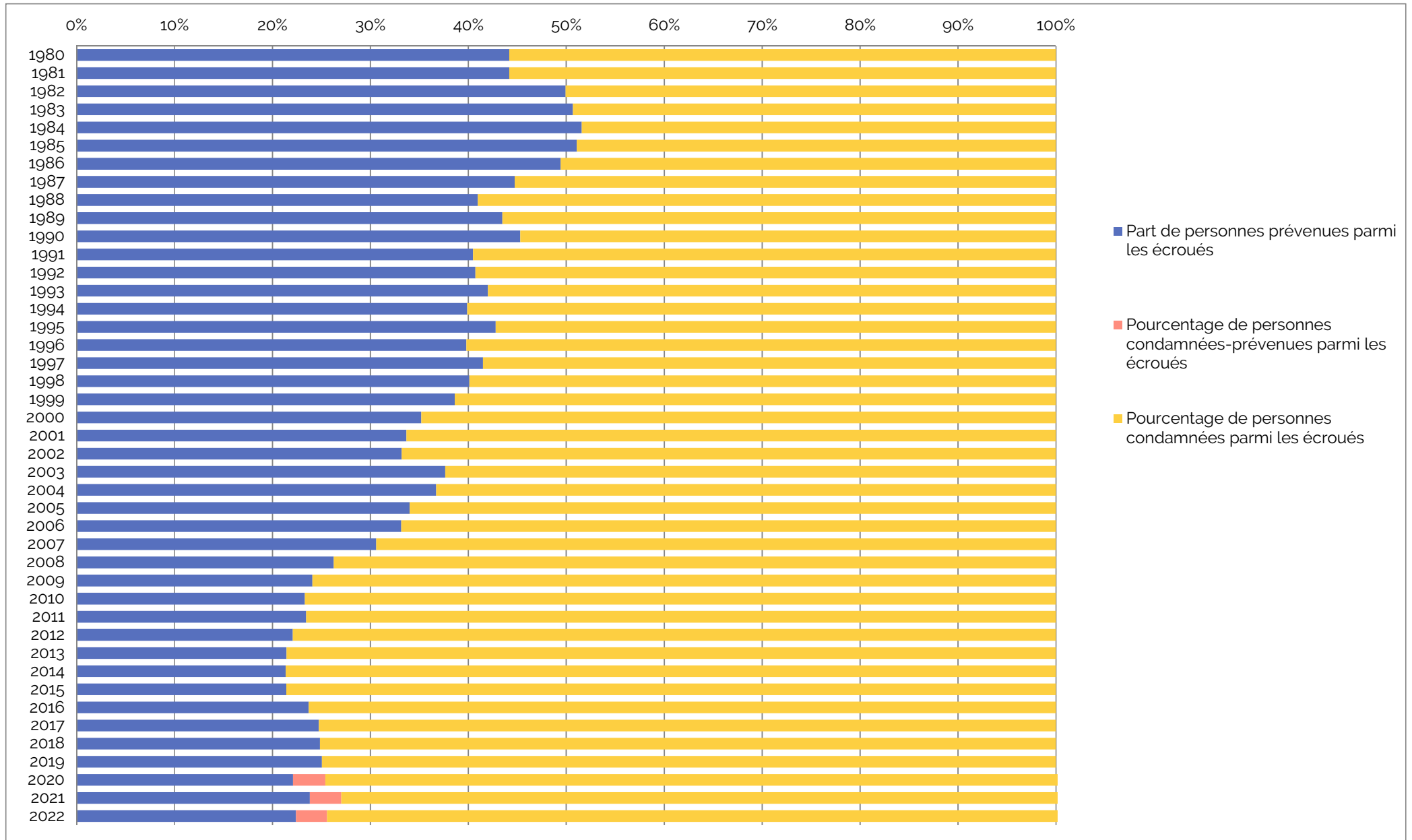


Tableau 22a : Evolution de la répartition des personnes prévenues au 1er janvier de chaque année (effectif et part en pourcentage) de 2000 à 2015

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

Au 1er janvier	Comparutions immédiates		Instructions non terminées		En attente de comparution		Appels ou pourvois		Ensemble des personnes prévenues
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2000	550	3,0%	12 814	70,8%	3 075	17,0%	1 661	9,2%	18 100
2001	811	5,0%	10 610	65,9%	3 239	20,1%	1 447	9,0%	16 107
2002	921	5,7%	11 298	70,1%	2 512	15,6%	1 393	8,6%	16 124
2003	1 490	7,1%	15 070	72,3%	2 549	12,2%	1 743	8,4%	20 852
2004	1 617	7,4%	15 972	73,4%	2 577	11,8%	1 583	7,3%	21 749
2005	1 711	8,5%	14 319	71,1%	2 576	12,8%	1 528	7,6%	20 134
2006	1 861	9,4%	13 850	70,2%	2 539	12,9%	1 482	7,5%	19 732
2007	2 001	10,8%	12 584	68,1%	2 119	11,5%	1 779	9,6%	18 483
2008	2 125	12,7%	11 174	66,5%	1 825	10,9%	1 673	10,0%	16 797
2009	1 686	10,6%	10 957	68,8%	1 699	10,7%	1 591	10,0%	15 933
2010	1 656	10,8%	10 446	67,9%	1 709	11,1%	1 584	10,3%	15 395
2011	1 869	11,9%	10 828	69,0%	1 525	9,7%	1 480	9,4%	15 702
2012	1 813	11,1%	11 211	68,9%	1 649	10,1%	1 606	9,9%	16 279
2013	1 900	11,5%	11 017	67,0%	1 834	11,1%	1 703	10,4%	16 454
2014	1 732	10,4%	11 116	66,9%	1 988	12,0%	1 786	10,7%	16 622
2015	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16 549

Champ : France entière

Lecture : Au 1er janvier 2014, 12% des personnes prévenues, soit 1 988, étaient en attente de comparution.

Tableau 22b : Evolution de la répartition des personnes écrouées prévenues au 1er janvier de chaque année (effectif et part en pourcentage) depuis 2016

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Prévenus en attente de comparution immédiate (CI)		Prévenus en délai ou en procédure, pour appel ou pourvoi après CI		Prévenus en attente de jugement (hors CI)		Prévenus en délai ou en procédure, pour appel, pourvoi ou opposition (hors CI)		Ensemble des personnes prévenues	Ensemble des personnes condamnées-prévenues
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)		
2016	1 271	7,0%	1 613	8,9%	13 452	74,1%	1 808	10,0%	18 158	-
2017	1 368	7,0%	1 765	9,1%	14 380	73,8%	1 985	10,2%	19 498	-
2018	1 897	9,6%	1 662	8,4%	14 012	70,7%	2 244	11,3%	19 815	-
2019	2 276	11,2%	1 961	9,6%	14 008	68,9%	2 098	10,3%	20 343	-
2020 (1)	2 059	11,2%	649	3,5%	15 072	82,2%	547	3,0%	18 327	2 724
2021	1 923	10,8%	735	4,1%	14 682	82,2%	516	2,9%	17 856	2 423
2022	2 037	10,9%	700	3,8%	14 694	78,7%	1 229	6,6%	18 660	2 637

Champ : France entière

Remarques : Avec le passage de l'application GIDE à GENESIS en 2016, une nouvelle répartition des prévenus a été introduite.

(1) A partir du 1er janvier 2020, les personnes condamnées-prévenues sont comptabilisées dans une catégorie pénale à part (auparavant comptés parmi les prévenus), ce qui a pour conséquence de faire diminuer les catégories relatives aux délai d'appel, pourvoi et opposition.

Lecture : Au 1er janvier 2022, 10,9% des personnes prévenues (soit 2 037) étaient en attente de comparution immédiate.

Encadré 2 : Peines criminelles et durée de peine

Jusqu'en 2020, le bureau de la donnée EX3 comptabilisait les personnes condamnées comme effectuant une peine criminelle lorsqu'elles effectuaient soit une peine de détention criminelle (peine prononcée pour un crime politique), soit une peine de réclusion criminelle (peine prononcée pour un autre type de crime).

Cette méthode mettait de côté les peines d'emprisonnement criminel qui étaient donc comptées avec les peines correctionnelles. Bien que n'étant pas officiellement référencées dans le code pénal, celles-ci existent et sanctionnent au même titre que les deux autres peines, des crimes.

Ainsi, à partir de l'année 2020, les personnes condamnées ayant une peine d'emprisonnement criminel sont considérées comme effectuant une peine criminelle (et non correctionnelle). Ceci permet de rendre compte plus nettement de la réalité.

Ce changement de méthodologie a un impact sur les tableaux suivants avec une rupture statistique entre 2019 et 2020. Ce changement est notamment visible sur la répartition selon les durées de peine aux tableaux 27, 28, 29 et 30.

Tableau 23 : Evolution du nombre des personnes condamnées écrouées selon leur type de peine (effectif et part)

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Peines correctionnelles		Peines criminelles		Ensemble des personnes condamnées écrouées*
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	
2016	50 456	86,3%	7 987	13,7%	58 443
2017	51 222	86,4%	8 076	13,6%	59 298
2018	52 127	86,9%	7 843	13,1%	59 970
2019	52 949	86,9%	7 958	13,1%	60 907
2020 **	52 181	84,3%	9 691	15,7%	61 872
2021	45 227	82,6%	9 515	17,4%	54 742
2022	52 004	83,9%	9 966	16,1%	61 970

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus

** données de réropolation

Note : A partir de 2020, une nouvelle répartition des condamnés criminels et correctionnels considère l'emprisonnement criminel comme une peine criminelle, et non plus comme une peine correctionnelle.

Tableau 24 : Evolution du nombre de personnes condamnées détenues selon leur type de peine (effectif et part)

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Peines correctionnelles		Peines criminelles		Ensemble des personnes condamnées détenues*
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	
2015 **	42 339	85,2%	7 382	14,8%	49 721
2016	40 837	84,2%	7 683	15,8%	48 520
2017	41 126	84,0%	7 808	16,0%	48 934
2018	41 589	84,6%	7 570	15,4%	49 159
2019	42 027	84,5%	7 689	15,5%	49 716
2020 **	40 417	81,3%	9 271	18,7%	49 688
2021	33 318	78,6%	9 076	21,4%	42 394
2022	38 674	80,3%	9 477	19,7%	48 151

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus

** données de réropolation

Note : A partir de 2020, une nouvelle répartition des condamnés criminels et correctionnels considère l'emprisonnement criminel comme une peine criminelle, et non plus comme une peine correctionnelle.

Tableau 25 : Personnes écrouées condamnées : structure par quantum de peine (affaire en cours) au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Quantum manquant	Moins de 1 an		1 à moins de 3 ans		3 à moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble des personnes écrouées condamnées*
		Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
1980	-	7 427	36,8%	5 316	26,3%	1 791	8,9%	5 662	28,0%	20 196
1981	-	7 870	35,6%	5 807	26,3%	2 180	9,9%	6 243	28,2%	22 100
1982	-	3 862	24,7%	3 962	25,4%	1 706	10,9%	6 092	39,0%	15 622
1983	-	5 001	28,7%	4 523	26,0%	1 656	9,5%	6 220	35,7%	17 400
1984	-	5 782	30,6%	5 065	26,8%	1 810	9,6%	6 248	33,0%	18 905
1985	-	6 891	32,1%	5 982	27,9%	2 161	10,1%	6 418	29,9%	21 452
1986	-	6 291	28,8%	6 281	28,7%	2 440	11,2%	6 865	31,4%	21 877
1987	-	8 291	30,8%	7 862	29,2%	3 074	11,4%	7 734	28,7%	26 961
1988	-	9 699	32,4%	8 350	27,9%	3 677	12,3%	8 164	27,3%	29 890
1989	-	6 916	26,4%	6 663	25,5%	3 907	14,9%	8 669	33,1%	26 155
1990	-	6 992	28,4%	5 913	24,0%	3 084	12,5%	8 642	35,1%	24 631
1991	-	9 183	31,6%	7 564	26,0%	3 248	11,2%	9 085	31,2%	29 080
1992	-	9 899	33,6%	6 575	22,3%	3 423	11,6%	9 577	32,5%	29 474
1993	-	8 803	30,6%	6 974	24,2%	3 441	11,9%	9 583	33,3%	28 801
1994	-	9 564	30,5%	7 657	24,5%	3 795	12,1%	10 296	32,9%	31 312
1995	-	8 288	27,1%	7 511	24,6%	4 040	13,2%	10 720	35,1%	30 559
1996	-	9 774	29,7%	7 570	23,0%	4 203	12,8%	11 345	34,5%	32 892
1997	-	8 204	26,0%	7 462	23,7%	4 132	13,1%	11 708	37,2%	31 506
1998	-	7 945	24,8%	7 168	22,4%	4 145	13,0%	12 726	39,8%	31 984
1999	-	7 669	23,8%	6 902	21,4%	4 330	13,4%	13 360	41,4%	32 261
2000	-	8 365	25,3%	6 766	20,4%	4 139	12,5%	13 856	41,8%	33 126
2001	-	7 739	24,5%	6 128	19,4%	3 562	11,3%	14 202	44,9%	31 631
2002	-	9 301	28,7%	6 599	20,3%	3 300	10,2%	13 244	40,8%	32 444
2003	-	9 875	28,6%	7 936	23,0%	3 468	10,0%	13 250	38,4%	34 529
2004	-	10 954	29,2%	8 835	23,6%	4 357	11,6%	13 333	35,6%	37 479
2005	-	11 504	29,5%	8 929	22,9%	4 569	11,7%	14 039	36,0%	39 041
2006	-	12 146	30,5%	8 810	22,1%	4 486	11,3%	14 342	36,0%	39 784
2007	-	15 141	36,1%	8 445	20,1%	4 295	10,2%	14 035	33,5%	41 916
2008	-	17 371	36,8%	11 025	23,4%	4 644	9,8%	14 161	30,0%	47 201
2009	-	17 422	34,7%	13 716	27,3%	5 103	10,2%	14 002	27,9%	50 243
2010	-	17 445	34,4%	14 174	28,0%	5 628	11,1%	13 442	26,5%	50 689
2011	-	17 535	34,2%	14 780	28,8%	5 709	11,1%	13 248	25,8%	51 272
2012	-	20 641	35,9%	17 226	30,0%	6 202	10,8%	13 428	23,4%	57 497
2013	-	21 961	36,4%	18 169	30,1%	6 647	11,0%	13 563	22,5%	60 340
2014	-	22 213	36,3%	18 288	29,9%	6 858	11,2%	13 902	22,7%	61 261
2015	-	22 078	36,3%	17 583	28,9%	7 122	11,7%	13 959	23,0%	60 742
2016	-	19 783	33,9%	16 995	29,1%	7 306	12,5%	14 359	24,6%	58 443
2017	-	20 988	35,4%	17 117	28,9%	6 858	11,6%	14 335	24,2%	59 298
2018	-	21 349	35,6%	17 379	29,0%	6 686	11,1%	14 556	24,3%	59 970
2019	-	21 908	36,0%	17 620	28,9%	6 668	10,9%	14 711	24,2%	60 907
2020	468	22 574	36,5%	17 791	28,8%	6 384	10,3%	14 655	23,7%	61 872
2021	477	19 306	35,3%	15 454	28,2%	5 412	9,9%	14 093	25,7%	54 742
2022	502	22 902	37,0%	18 368	29,6%	5 801	9,4%	14 397	23,2%	61 970

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus à partir de 2020

Tableau 26 : Personnes détenues condamnées : structure par quantum de peine (affaire en cours) au 1er janvier de chaque année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Quantum manquant	Moins de 1 an		1 à moins de 3 ans		3 à moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble des personnes condamnées* détenues
		Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2015 **	-	14 316	28,8%	13 734	27,6%	7 728	15,5%	13 943	28,0%	49 721
2016	-	14 520	29,9%	13 762	28,4%	6 573	13,5%	13 665	28,2%	48 520
2017	-	15 074	30,8%	13 868	28,3%	6 297	12,9%	13 695	28,0%	48 934
2018	-	15 337	31,2%	13 841	28,2%	6 113	12,4%	13 868	28,2%	49 159
2019	-	15 644	31,5%	13 932	28,0%	6 108	12,3%	14 032	28,2%	49 716
2020	371	15 809	31,8%	13 910	28,0%	5 725	11,5%	13 873	27,9%	49 688
2021	361	12 279	29,0%	11 775	27,8%	4 721	11,0%	13 258	31,3%	42 394
2022	337	14 959	31,1%	14 166	29,4%	5 158	10,7%	13 531	28,1%	48 151

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus à partir de 2020

** données de rétropolation

Tableau 27 : Personnes condamnées* à une peine correctionnelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Manquants	Moins de 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 à moins de 3 ans		3 à moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble des peines correctionnelles
		Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2000	-	3 564	14,2%	4 801	19,1%	6 766	26,9%	4 139	16,4%	5 896	23,4%	25 166
2001	-	3 465	14,8%	4 274	18,3%	6 128	26,2%	3 562	15,2%	5 955	25,5%	23 384
2002	-	4 202	17,2%	5 099	20,9%	6 599	27,1%	3 300	13,5%	5 166	21,2%	24 366
2003	-	4 223	16,0%	5 652	21,4%	7 936	30,1%	3 468	13,1%	5 102	19,3%	26 381
2004	-	4 565	15,5%	6 389	21,7%	8 835	30,0%	4 357	14,8%	5 308	18,0%	29 454
2005	-	5 066	16,4%	6 438	20,9%	8 929	29,0%	4 569	14,8%	5 817	18,9%	30 819
2006	-	5 470	17,3%	6 676	21,2%	8 810	27,9%	4 486	14,2%	6 123	19,4%	31 565
2007	-	7 746	22,9%	7 395	21,9%	8 445	25,0%	4 295	12,7%	5 915	17,5%	33 796
2008	-	8 767	22,5%	8 604	22,1%	11 025	28,3%	4 644	11,9%	5 888	15,1%	38 928
2009	-	9 086	21,7%	8 336	19,9%	13 716	32,7%	5 103	12,2%	5 696	13,6%	41 937
2010	-	8 882	20,8%	8 563	20,0%	14 174	33,2%	5 628	13,2%	5 496	12,9%	42 743
2011	-	8 726	20,1%	8 809	20,3%	14 780	34,1%	5 709	13,2%	5 332	12,3%	43 356
2012	-	10 222	20,6%	10 419	21,0%	17 226	34,7%	6 202	12,5%	5 594	11,3%	49 663
2013	-	10 800	20,6%	11 161	21,3%	18 169	34,7%	6 647	12,7%	5 650	10,8%	52 427
2014	-	10 644	20,0%	11 569	21,8%	18 288	34,4%	6 858	12,9%	5 779	10,9%	53 138
2015	-	10 429	19,8%	11 649	22,1%	17 583	33,4%	7 122	13,5%	5 934	11,3%	52 717
2016	-	8 931	17,7%	10 852	21,5%	16 995	33,7%	7 306	14,5%	6 372	12,6%	50 456
2017	-	9 244	18,0%	11 744	22,9%	17 117	33,4%	6 858	13,4%	6 259	12,2%	51 222
2018	-	9 153	17,6%	12 196	23,4%	17 379	33,3%	6 686	12,8%	6 713	12,9%	52 127
2019	-	9 160	17,3%	12 748	24,1%	17 620	33,3%	6 668	12,6%	6 753	12,8%	52 949
2020	468	9 363	17,9%	13 211	25,3%	17 791	34,1%	6 384	12,2%	4 964	9,5%	52 181
2021	475	7 153	15,8%	12 153	26,9%	15 454	34,2%	5 412	12,0%	4 580	10,1%	45 227
2022	497	8 147	15,7%	14 755	28,4%	18 368	35,3%	5 801	11,2%	4 436	8,5%	52 004

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus à partir de 2020

Note : A partir de 2020, une nouvelle répartition des condamnés criminels et correctionnels considère l'emprisonnement criminel comme une peine criminelle, et non plus comme une peine correctionnelle.

Tableau 28 : Personnes détenues condamnées* à une peine correctionnelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Manquants	Moins de 6 mois		6 mois à moins de 1 an		1 à moins de 3 ans		3 à moins de 5 ans		5 ans et plus		Ensemble des peines correctionnelles de personnes détenues
		Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2015 **	-	6 690	15,8%	7 626	18,0%	13 734	32,4%	7 728	18,3%	6 561	15,5%	42 339
2016	-	6 339	15,5%	8 181	20,0%	13 762	33,7%	6 573	16,1%	5 982	14,6%	40 837
2017	-	6 363	15,5%	8 711	21,2%	13 868	33,7%	6 297	15,3%	5 887	14,3%	41 126
2018	-	6 388	15,4%	8 949	21,5%	13 841	33,3%	6 113	14,7%	6 298	15,1%	41 589
2019	-	6 362	15,1%	9 282	22,1%	13 932	33,2%	6 108	14,5%	6 343	15,1%	42 027
2020	371	6 290	15,6%	9 519	23,6%	13 910	34,4%	5 725	14,2%	4 602	11,4%	40 417
2021	359	4 260	12,8%	8 019	24,1%	11 775	35,3%	4 721	14,2%	4 184	12,6%	33 318
2022	332	5 017	13,0%	9 942	25,7%	14 166	36,6%	5 158	13,3%	4 059	10,5%	38 674

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus à partir de 2020

** données de réropolation

Note : A partir de 2020, une nouvelle répartition des condamnés criminels et correctionnels considère l'emprisonnement criminel comme une peine criminelle, et non plus comme une peine correctionnelle.

Graphique 4 : Répartition des personnes écrouées condamnées à une peine correctionnelle selon le quantum de l'affaire en cours au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

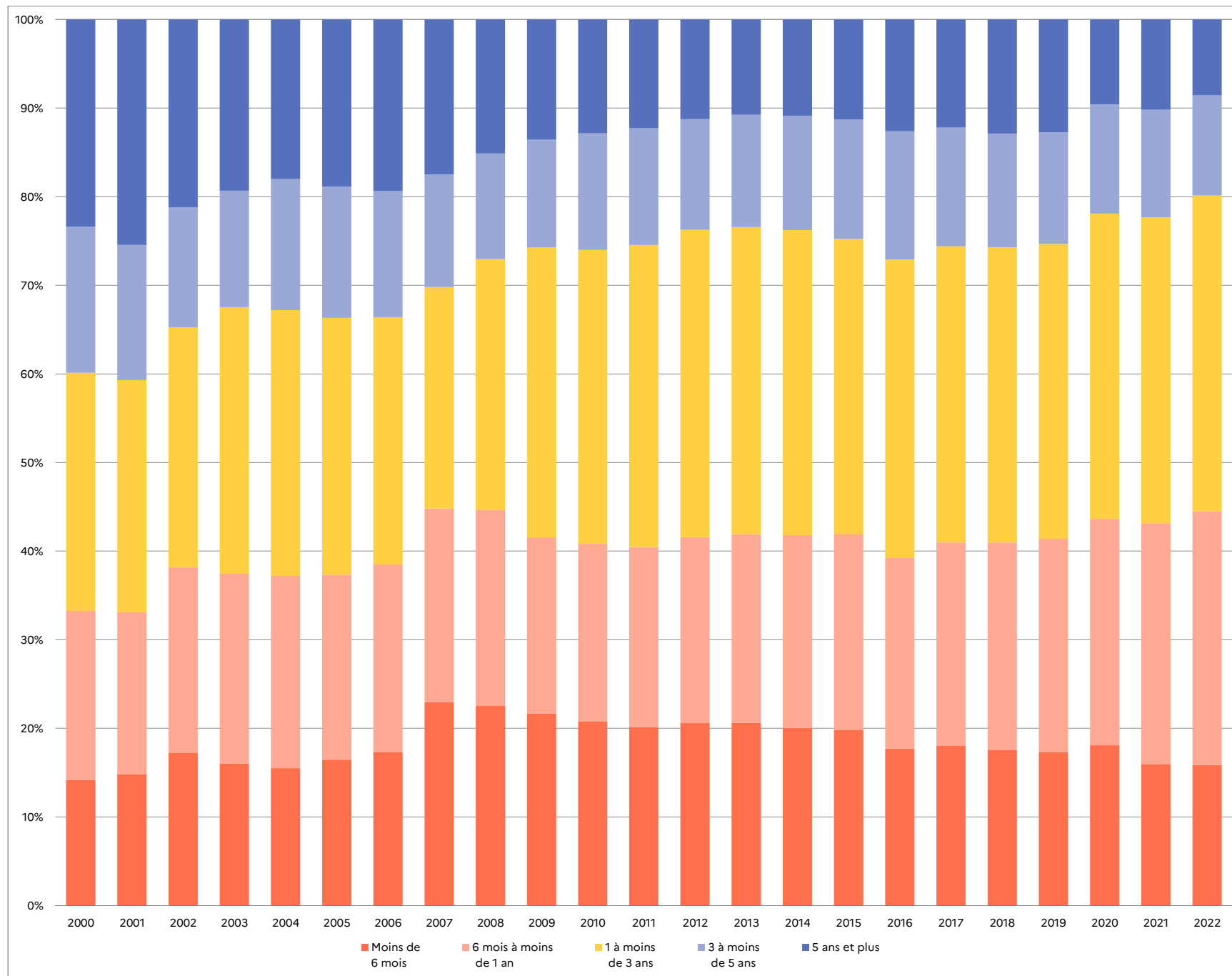


Tableau 29 : Personnes écrouées condamnées* à une peine criminelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Manquants	Moins de 10 ans		10 à moins de 20 ans		20 à 30 ans		Perpétuités		Ensemble des peines criminelles
		Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2000	-	830	10,4%	5 878	73,8%	657	8,3%	595	7,5%	7 960
2001	-	470	5,7%	6 271	76,0%	915	11,1%	591	7,2%	8 247
2002	-	412	5,1%	6 104	75,6%	984	12,2%	578	7,2%	8 078
2003	-	317	3,9%	6 166	75,7%	1 107	13,6%	558	6,8%	8 148
2004	-	238	3,0%	5 991	74,7%	1 253	15,6%	543	6,8%	8 025
2005	-	203	2,5%	6 097	74,2%	1 384	16,8%	538	6,5%	8 222
2006	-	189	2,3%	6 066	73,8%	1 441	17,5%	523	6,4%	8 219
2007	-	275	3,4%	5 861	72,2%	1 461	18,0%	523	6,4%	8 120
2008	-	217	2,6%	5 954	72,0%	1 579	19,1%	523	6,3%	8 273
2009	-	227	2,7%	5 900	71,0%	1 653	19,9%	526	6,3%	8 306
2010	-	173	2,2%	5 602	70,5%	1 650	20,8%	521	6,6%	7 946
2011	-	185	2,3%	5 440	68,7%	1 789	22,6%	502	6,3%	7 916
2012	-	220	2,8%	5 297	67,6%	1 830	23,4%	487	6,2%	7 834
2013	-	206	2,6%	5 323	67,3%	1 901	24,0%	483	6,1%	7 913
2014	-	263	3,2%	5 401	66,5%	1 977	24,3%	482	5,9%	8 123
2015	-	251	3,1%	5 357	66,8%	1 942	24,2%	475	5,9%	8 025
2016	-	175	2,2%	5 344	66,9%	1 973	24,7%	495	6,2%	7 987
2017	-	179	2,2%	5 378	66,6%	2 022	25,0%	497	6,2%	8 076
2018	-	165	2,1%	5 198	66,3%	1 990	25,4%	489	6,2%	7 843
2019	-	171	2,1%	5 230	65,7%	2 057	25,8%	500	6,3%	7 958
2020	-	1 343	13,9%	5 758	59,4%	2 100	21,7%	490	5,1%	9 691
2021	2	1 245	13,1%	5 628	59,1%	2 155	22,6%	485	5,1%	9 515
2022	5	1 272	12,8%	5 931	59,5%	2 270	22,8%	488	4,9%	9 966

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus à partir de 2020

Note : A partir de 2020, une nouvelle répartition des condamnés criminels et correctionnels considère l'emprisonnement criminel comme une peine criminelle, et non plus comme une peine correctionnelle.

Tableau 30 : Personnes détenues condamnées* à une peine criminelle : répartition selon le quantum de l'affaire en cours d'exécution

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Manquants	Moins de 10 ans		10 à moins de 20 ans		20 à 30 ans		Perpétuités		Ensemble des peines criminelles des personnes détenues
		Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2015 **	-	232	3,1%	4 912	66,5%	1 744	23,6%	494	6,7%	7 382
2016	-	167	2,2%	5 103	66,4%	1 927	25,1%	486	6,3%	7 683
2017	-	170	2,2%	5 182	66,4%	1 970	25,2%	486	6,2%	7 808
2018	-	155	2,0%	4 994	66,0%	1 944	25,7%	477	6,3%	7 570
2019	-	155	2,0%	5 021	65,3%	2 022	26,3%	491	6,4%	7 689
2020	-	1 236	13,3%	5 502	59,3%	2 053	22,1%	480	5,2%	9 271
2021	2	1 110	12,2%	5 388	59,4%	2 099	23,1%	477	5,3%	9 076
2022	5	1 157	12,2%	5 623	59,3%	2 220	23,4%	472	5,0%	9 477

Champ : France entière

* hors condamnés-prévenus à partir de 2020

** données de rétropolation

Note : A partir de 2020, une nouvelle répartition des condamnés criminels et correctionnels considère l'emprisonnement criminel comme une peine criminelle, et non plus comme une peine correctionnelle.

Encadré 3 : Infraction principale

Chaque personne écrouée pouvant être condamnée pour plusieurs infractions, une infraction principale est définie afin de faciliter la compréhension des tableaux suivants. Le but est de faire apparaître en priorité l'infraction la plus grave pour laquelle la personne a été condamnée.

Avant 2016, c'était le concepteur des statistiques qui effectuait cette détermination, notamment en fonction de la thématique abordée et des caractéristiques des personnes dont il était question.

Depuis 2016, les infractions sont remontées dans l'Infocentre pénitentiaire Gide-Genesis (qui est alimenté par l'appliquatif GENESIS) et des règles de gestion ont été établies sur la base de la classification des natures d'affaire définie par la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG). L'infraction principale est depuis déterminée par priorisation des critères suivants : crime ou délit, récidive ou non, catégorie de nature d'affaire, complicité ou non, infraction sur un majeur ou un mineur, montant de l'amende associée à l'infraction.

Tableau 31a : Personnes écrouées condamnées : structure par infraction principale au 1er janvier de chaque année jusqu'à 2015

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

Au 1er janvier	Vol simple		Vol aggravé, vol criminel et vol qualifié		Escroquerie (1)		Homicide volontaire (2)		Violence volontaire (3)		Infraction à la législation sur les stupéfiants (4)		Viol, agression sexuelle		Infraction à la législation sur les étrangers		Homicide et atteinte involontaire (5)		Autre (6)		Ensemble des écroués condamnés
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
1980	7 767	38,5%	2 323	11,5%	1 418	7,0%	1 943	9,6%	1 578	7,8%	-	-	1 118	5,5%	113	0,6%	-	-	3 936	19,5%	20 196
1981	8 434	38,2%	2 380	10,8%	1 378	6,2%	2 183	9,9%	1 779	8,0%	-	-	1 340	6,1%	221	1,0%	-	-	4 385	19,8%	22 100
1982	5 178	33,1%	2 104	13,5%	842	5,4%	2 201	14,1%	1 061	6,8%	-	-	1 392	8,9%	97	0,6%	-	-	2 747	17,6%	15 622
1983	5 960	34,3%	2 071	11,9%	903	5,2%	2 315	13,3%	1 121	6,4%	-	-	1 611	9,3%	114	0,7%	-	-	3 305	19,0%	17 400
1984	6 657	35,2%	2 010	10,6%	1 021	5,4%	2 349	12,4%	1 227	6,5%	-	-	1 596	8,4%	205	1,1%	-	-	3 840	20,3%	18 905
1985	7 819	36,4%	2 058	9,6%	1 085	5,1%	2 505	11,7%	1 375	6,4%	-	-	1 772	8,3%	322	1,5%	-	-	4 516	21,1%	21 452
1986	7 073	32,3%	1 877	8,6%	1 316	6,0%	2 721	12,4%	1 356	6,2%	-	-	1 831	8,4%	390	1,8%	-	-	5 313	24,3%	21 877
1987	9 071	33,6%	2 202	8,2%	1 850	6,9%	2 907	10,8%	1 852	6,9%	-	-	2 075	7,7%	519	1,9%	-	-	6 485	24,1%	26 961
1988	9 469	31,7%	2 411	8,1%	1 721	5,8%	3 089	10,3%	1 665	5,6%	4 146	13,9%	2 233	7,5%	692	2,3%	-	-	4 464	14,9%	29 890
1989	6 590	25,2%	2 335	8,9%	1 516	5,8%	3 224	12,3%	1 434	5,5%	4 597	17,6%	2 182	8,3%	770	2,9%	-	-	3 507	13,4%	26 155
1990	5 431	22,0%	2 368	9,6%	1 301	5,3%	3 020	12,3%	1 349	5,5%	4 305	17,5%	2 303	9,4%	685	2,8%	-	-	3 869	15,7%	24 631
1991	6 768	23,3%	2 372	8,2%	1 639	5,6%	3 213	11,0%	1 702	5,9%	4 973	17,1%	2 665	9,2%	1 092	3,8%	-	-	4 656	16,0%	29 080
1992	7 059	23,9%	2 540	8,6%	1 471	5,0%	3 125	10,6%	1 505	5,1%	5 508	18,7%	2 853	9,7%	1 201	4,1%	-	-	4 212	14,3%	29 474
1993	6 475	22,5%	2 333	8,1%	1 403	4,9%	3 271	11,4%	1 484	5,2%	5 668	19,7%	3 232	11,2%	1 502	5,2%	-	-	3 433	11,9%	28 801
1994	6 971	22,3%	2 501	8,0%	1 433	4,6%	3 298	10,5%	1 682	5,4%	6 666	21,3%	3 667	11,7%	1 767	5,6%	-	-	3 327	10,6%	31 312
1995	6 208	20,3%	2 886	9,4%	1 317	4,3%	3 120	10,2%	1 997	6,5%	6 361	20,8%	3 945	12,9%	1 329	4,3%	-	-	3 396	11,1%	30 559
1996	6 541	19,9%	3 089	9,4%	1 372	4,2%	3 230	9,8%	2 124	6,5%	6 772	20,6%	4 759	14,5%	1 487	4,5%	-	-	3 518	10,7%	32 892
1997	5 678	18,0%	3 367	10,7%	1 108	3,5%	3 221	10,2%	2 082	6,6%	6 377	20,2%	5 218	16,6%	1 515	4,8%	-	-	2 940	9,3%	31 506
1998	5 062	15,8%	3 887	12,2%	1 246	3,9%	3 268	10,2%	2 366	7,4%	5 875	18,4%	6 044	18,9%	1 056	3,3%	-	-	3 180	9,9%	31 984
1999	4 675	14,5%	4 107	12,7%	1 472	4,6%	3 382	10,5%	2 636	8,2%	5 412	16,8%	6 760	21,0%	965	3,0%	-	-	2 852	8,8%	32 261
2000	4 040	12,2%	4 198	12,7%	1 280	3,9%	3 492	10,5%	2 953	8,9%	4 910	14,8%	7 499	22,6%	878	2,7%	533	1,6%	3 343	10,1%	33 126
2001	3 470	11,0%	3 765	11,9%	1 374	4,3%	3 357	10,6%	3 368	10,6%	4 373	13,8%	7 895	25,0%	778	2,5%	742	2,3%	2 509	7,9%	31 631
2002	3 737	11,5%	3 894	12,0%	1 645	5,1%	3 325	10,2%	4 059	12,5%	3 936	12,1%	7 779	24,0%	896	2,8%	995	3,1%	2 178	6,7%	32 444
2003	3 850	11,2%	3 481	10,1%	2 009	5,8%	3 293	9,5%	5 217	15,1%	4 127	12,0%	8 109	23,5%	870	2,5%	1 536	4,4%	2 037	5,9%	34 529
2004	3 459	9,2%	3 465	9,2%	2 408	6,4%	3 501	9,3%	6 338	16,9%	5 197	13,9%	8 239	22,0%	815	2,2%	1 977	5,3%	2 080	5,5%	37 479
2005	3 041	7,8%	3 409	8,7%	2 668	6,8%	3 486	8,9%	6 811	17,4%	5 937	15,2%	8 670	22,2%	722	1,8%	2 069	5,3%	2 228	5,7%	39 041
2006	3 116	7,8%	3 713	9,3%	2 720	6,8%	3 540	8,9%	7 280	18,3%	5 718	14,4%	8 529	21,4%	624	1,6%	2 131	5,4%	2 413	6,1%	39 784
2007	3 313	7,9%	4 232	10,1%	3 112	7,4%	3 608	8,6%	8 588	20,5%	5 751	13,7%	8 268	19,7%	585	1,4%	2 228	5,3%	2 231	5,3%	41 916
2008	3 893	8,2%	4 437	9,4%	3 588	7,6%	3 628	7,7%	10 396	22,0%	6 442	13,6%	8 311	17,6%	706	1,5%	2 808	5,9%	2 992	6,3%	47 201
2009	4 006	8,0%	5 021	10,0%	3 937	7,8%	3 579	7,1%	11 522	22,9%	6 990	13,9%	8 108	16,1%	647	1,3%	2 881	5,7%	3 552	7,1%	50 243
2010	3 891	7,7%	5 143	10,1%	3 985	7,9%	3 493	6,9%	12 491	24,6%	7 325	14,4%	7 902	15,6%	604	1,2%	2 735	5,4%	3 125	6,2%	50 694
2011	3 724	7,3%	5 507	10,7%	3 938	7,7%	3 426	6,7%	13 118	25,6%	7 161	14,0%	7 631	14,9%	581	1,1%	2 787	5,4%	3 400	6,6%	51 273
2012	4 287	7,5%	6 479	11,3%	4 485	7,8%	3 422	6,0%	15 236	26,5%	8 175	14,2%	7 722	13,4%	514	0,9%	3 259	5,7%	3 922	6,8%	57 501
2013	4 672	7,7%	6 830	11,3%	4 705	7,8%	3 429	5,7%	16 709	27,7%	8 530	14,1%	7 739	12,8%	548	0,9%	3 391	5,6%	3 791	6,3%	60 344
2014	5 473	8,9%	6 356	10,4%	4 969	8,1%	3 489	5,7%	17 020	27,8%	8 658	14,1%	7 641	12,5%	306	0,5%	3 393	5,5%	3 956	6,5%	61 261
2015	5 081	8,4%	6 708	11,0%	5 091	8,4%	3 524	5,8%	15 824	26,1%	8 957	14,7%	7 249	11,9%	293	0,5%	3 435	5,7%	4 580	7,5%	60 742

(1) Escroquerie = recel, abus de confiance, faux et usage de faux

(2) Homicide volontaire : meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement

(3) Violence volontaire : y compris sur mineur

(4) Infraction à la législation sur les stupéfiants : inclus dans "Autre" avant 1988

(5) Atteinte involontaire : y compris les homicides involontaires, inclus dans "Autre" avant 2000. Pour plus de détail, voir le T28

(6) Autre : Proxénétisme, atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, autres infractions

Tableau 31b : Personnes écrouées condamnées : structure par infraction principale au 1er janvier de chaque année depuis 2016

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Vols (1)		Autre atteinte aux biens (2)		Homicide et atteinte volontaire ayant entraîné la mort		Violence contre les personnes		Autre atteinte à la personne (3)		Atteinte à la législation sur les substances illicites (4)		Viol et agression sexuelle		Atteinte à l'autorité de l'Etat		Circulation, autre que homicide et blessure involontaires		Autre (5)		Ensemble des écroués condamnés
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2016	14 332	24,5%	4 839	8,3%	4 899	8,4%	7 878	13,5%	2 369	4,1%	10 222	17,5%	6 041	10,3%	2 720	4,7%	4 267	7,3%	876	1,5%	58 443
2017	13 823	23,3%	4 755	8,0%	4 961	8,4%	8 161	13,8%	2 562	4,3%	10 673	18,0%	6 077	10,2%	2 793	4,7%	4 635	7,8%	858	1,4%	59 298
2018	13 273	22,1%	4 736	7,9%	4 998	8,3%	8 424	14,0%	2 709	4,5%	11 100	18,5%	6 079	10,1%	2 892	4,8%	4 928	8,2%	831	1,4%	59 970
2019	12 581	20,7%	4 739	7,8%	5 188	8,5%	8 795	14,4%	2 924	4,8%	11 417	18,7%	6 052	9,9%	3 012	4,9%	5 340	8,8%	859	1,4%	60 907
2020	12 108	19,6%	4 693	7,8%	5 178	8,4%	9 738	15,7%	3 172	5,1%	11 445	18,5%	6 010	9,7%	3 037	4,9%	5 651	9,1%	840	1,4%	61 872
2021	10 294	18,8%	3 976	7,8%	5 057	9,2%	9 494	17,3%	3 055	5,6%	9 158	16,7%	5 675	10,4%	2 606	4,8%	4 708	8,6%	719	1,3%	54 742
2022	10 858	17,5%	4 319	7,0%	5 227	8,4%	11 383	18,4%	3 657	5,9%	10 952	17,7%	6 256	10,1%	2 942	4,7%	5 475	8,8%	901	1,5%	61 970

(1) Tous types de vols confondus : vol criminel, vol aggravé et vol simple

(2) Dont escroquerie, filouterie, etc.

(3) Dont homicide et atteinte involontaires

(4) Dont stupéfiants et substances vénéneuses

(5) Autre : Proxénétisme, atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, autres infractions

Champ : France entière

Tableau 32 : Personnes écrouées condamnées et détenues : structure par infraction principale au 1er janvier de chaque année depuis 2016

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2022 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Vols (1)		Autre atteinte aux biens (2)		Homicide et atteinte volontaire ayant entraîné la mort		Violence contre les personnes		Autre atteinte à la personne (3)		Atteinte à la législation sur les substances illicites (4)		Viol et agression sexuelle		Atteinte à l'autorité de l'Etat		Circulation, autre que homicide et blessure involontaires		Autre (5)		Ensemble des écroués condamnés et détenus
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	
2016	12 543	25,9%	3 922	8,1%	4 713	9,7%	6 310	13,0%	1 783	3,7%	8 287	17,1%	5 463	11,3%	2 158	4,4%	2 719	5,6%	622	1,3%	48 520
2017	12 121	24,8%	3 806	7,8%	4 765	9,7%	6 507	13,3%	1 855	3,8%	8 704	17,8%	5 533	11,3%	2 202	4,5%	2 852	5,8%	589	1,2%	48 934
2018	11 569	23,5%	3 731	7,6%	4 844	9,9%	6 742	13,7%	2 003	4,1%	8 866	18,0%	5 443	11,1%	2 284	4,6%	3 119	6,3%	558	1,1%	49 159
2019	10 962	22,0%	3 745	7,5%	4 992	10,0%	7 011	14,1%	2 160	4,3%	9 171	18,4%	5 417	10,9%	2 361	4,7%	3 329	6,7%	568	1,1%	49 716
2020	10 386	20,9%	3 664	7,4%	4 927	9,9%	7 745	15,6%	2 369	4,8%	9 042	18,2%	5 336	10,7%	2 328	4,7%	3 336	6,7%	555	1,1%	49 688
2021	8 598	20,3%	2 938	6,9%	4 794	11,3%	7 275	17,2%	2 138	5,0%	6 724	15,9%	5 067	12,0%	1 945	4,6%	2 486	5,9%	429	1,0%	42 394
2022	9 167	19,0%	3 254	6,8%	4 932	10,2%	8 726	18,1%	2 633	5,5%	8 235	17,1%	5 496	11,4%	2 231	4,6%	2 933	6,1%	544	1,1%	48 151

(1) Tous types de vols confondus : vol criminel, vol aggravé et vol simple

(2) Dont escroquerie, filouterie, etc.

(3) Dont homicide et atteinte involontaires

(4) Dont stupéfiants et substances vénéneuses

(5) Autre : Proxénétisme, atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, autres infractions

Champ : France entière

Encadré 4 : Les procédures disciplinaires en détention

Les données concernant les procédures disciplinaires sont extraites depuis l'applicatif de gestion de la détention GENESIS. Pour des raisons de fiabilité, les tableaux suivants présentent des séries statistiques ne remontant que jusqu'à 2018.

Les procédures disciplinaires sont complexes à appréhender du fait de leur temporalité variable. En effet, en cas de faute disciplinaire de la part d'une personne détenue, un surveillant pénitentiaire peut rédiger un compte-rendu d'incident (CRI) qui pourra ou non être suivi d'un rapport d'enquête. Les poursuites peuvent alors être abandonnées ou bien une commission de discipline peut être réunie. A l'issue de celle-ci une sanction peut être prononcée ou non.

Le tableau 33 a justement pour but de rendre compte des parcours des procédures disciplinaires, et de montrer l'attrition observée entre la rédaction d'un CRI et le prononcé d'une sanction.

Dans le tableau 34, seuls les CRI ayant conduit à un rapport d'enquête sont considérés : il s'agit en effet de regarder les faits pour lesquels les personnes détenues sont effectivement poursuivies par l'administration. Une personne pouvant être poursuivie pour plusieurs faits listés dans le Code de procédure pénale, un fait principal est défini pour chaque procédure disciplinaire afin de faciliter l'interprétation du tableau. Seul le fait le plus grave pour chaque procédure est ainsi retenu.

Le tableau 35 présente enfin les différentes sanctions prononcées au cours de chaque année.

Tableau 33 : Attrition des procédures disciplinaires depuis 2018

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 - Extractions et traitement de données disciplinaires GENESIS

Année	Nombre total de CRI rédigés sur l'année	Nombre moyen de CRI rédigés au cours de l'année par personne ayant été détenue*	Part des personnes détenues à l'encontre desquelles un CRI* a été rédigé	Part des CRI rédigés ayant conduit à l'élaboration d'un rapport d'enquête	Part des CRI rédigés ayant conduit à la tenue d'une commission de discipline	Part des CRI rédigés ayant conduit au prononcé d'une sanction disciplinaire
2018	221 407	1,5	44,5%	93,3%	36,7%	33,3%
2019	226 819	1,5	44,6%	93,1%	36,6%	33,1%
2020	199 854	1,4	42,6%	91,3%	35,8%	32,3%
2021	233 862	1,6	44,0%	83,8%	34,0%	30,7%

Champ : Ensemble des comptes-rendus d'incidents (CRI) rédigés au cours de chaque année

* Calculé en rapportant le nombre total de CRI rédigés à la file active de personnes détenues soit le nombre total de personnes ayant été détenues au cours de l'année

Lecture : Au cours de l'année 2021, 233 862 CRI ont été rédigés soit 1,6 CRI par personne ayant été détenue. Par ailleurs 44% des personnes détenues ont eu au moins 1 CRI rédigé à leur rencontre. 83,8% des CRI rédigés ont conduit à l'élaboration d'un rapport d'enquête, 34% à la tenue d'une commission de discipline et 30,7% au prononcé d'une sanction disciplinaire.

Tableau 34 : Répartition des procédures disciplinaires pour lesquelles une commission de discipline a été tenue au cours de l'année selon leur fait principal*

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 - Extractions et traitement de données disciplinaires GENESIS

Fait principal	2018		2019		2020		2021	
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
D'introduire ou tenter d'introduire au sein de l'établissement tous objets, données stockées sur un support quelconque ou substances de nature à compromettre la sécurité des personnes ou de l'établissement, de les détenir ou d'en faire l'échange contre tout bien, produit ou service (R. 57-7-1, 10°)	16 874	20,9%	20 303	24,2%	18 114	25,5%	19 495	24,7%
De proférer des insultes, des menaces ou des propos outrageants à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement, d'une personne en mission ou en visite au sein de l'établissement pénitentiaire ou des autorités administratives ou judiciaires (R. 57-7-1, 12°)	16 284	20,2%	16 988	20,3%	14 861	20,9%	16 101	20,4%
D'exercer ou de tenter d'exercer des violences physiques à l'encontre d'une personne détenue (R. 57-7-1, 2°)	10 666	13,2%	11 230	13,4%	9 282	13,1%	11 057	14,0%
D'introduire ou tenter d'introduire au sein de l'établissement des produits stupéfiants, ou sans autorisation médicale, des produits de substitution aux stupéfiants ou des substances psychotropes, de les détenir ou d'en faire l'échange contre tout bien, produit ou service (R. 57-7-1, 11°)	7 272	9,0%	7 882	9,4%	5 083	7,2%	6 509	8,2%
D'exercer ou de tenter d'exercer des violences physiques à l'encontre d'un membre du personnel ou d'une personne en mission ou en visite dans l'établissement (R. 57-7-1, 1°)	7 294	9,0%	6 768	8,1%	5 831	8,2%	6 466	8,2%
De refuser de se soumettre à une mesure de sécurité définie par une disposition législative ou réglementaire, par le règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire ou par toute autre instruction de service ou refuser d'obtempérer immédiatement aux injonctions du personnel de l'établissement (R.57-7-2, 1°)	5 716	7,1%	5 399	6,4%	4 894	6,9%	5 727	7,3%
D'enfreindre ou tenter d'enfreindre les dispositions législatives ou réglementaires, le règlement intérieur de l'établissement ou toute autre instruction de service applicables en matière d'introduction, de détention, de circulation, ou de sortie de sommes d'argent, correspondance, objets ou substances quelconques, hors les cas prévus aux 10° et 11° de l'article R. 57-7-1 (R.57-7-2, 8°)	1 623	2,0%	2 802	3,3%	2 394	3,4%	2 393	3,0%
De causer ou de tenter de causer délibérément aux locaux ou au matériel affecté à l'établissement un dommage de nature à compromettre la sécurité, l'ordre ou le fonctionnement normal de celui-ci (R. 57-7-1, 9°)	1 392	1,7%	1 407	1,7%	1 499	2,1%	1 633	2,1%
Autres faits	13 645	16,9%	11 013	13,1%	9 072	12,8%	9 643	12,2%
Total	80 766	100%	83 792	100%	71 030	100%	79 024	100%

Champ : Ensemble des CRI ayant conduit à la tenue d'une commission de discipline au cours de l'année

Attention : les faits, leur degré associé ainsi que les sanctions maximales applicables ont été modifiés au début de l'année 2019. Les faits anciennement utilisés en 2018 et début 2019 ont été recodés quand cela était possible selon leur équivalent de la nouvelle version du code de procédure pénale. Certains faits n'ont cependant pas d'équivalents, ainsi la diminution de la catégorie "Autre" de 2018 à 2019 est artificielle et ne reflète que l'évolution des qualifications juridiques.

Tableau 35 : Nombre de sanctions disciplinaires prononcées chaque année depuis 2018

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 - Extractions et traitement de données disciplinaires GENESIS

Sanction prononcée	2018		2019		2020		2021	
	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)	Effectifs	Part (%)
Cellule disciplinaire (ferme)	33 047	47,9%	33 783	47,8%	29 314	49,8%	31 568	47,9%
Cellule disciplinaire (sursis total)	17 315	25,1%	17 394	24,6%	13 815	23,5%	15 026	22,8%
Confinement en cellule (ferme)	6 405	9,3%	6 769	9,6%	5 587	9,5%	6 561	10,0%
Confinement en cellule (sursis total)	1 702	2,5%	1 611	2,3%	1 161	2,0%	1 693	2,6%
Avertissement	4 514	6,5%	4 934	7,0%	3 687	6,3%	4 321	6,6%
Déclassement d'un emploi ou d'une formation	2 317	3,4%	2 386	3,4%	2 715	4,6%	3 742	5,7%
Privation d'un appareil audiovisuel	607	0,9%	514	0,7%	312	0,5%	468	0,7%
Execution d'un travail d'intérêt collectif	447	0,6%	652	0,9%	697	1,2%	806	1,2%
Suppression d'un accès au parloir sans dispositif de séparation	963	1,4%	764	1,1%	339	0,6%	236	0,4%
Privation d'une activité culturelle, sportive ou de loisir	655	0,9%	541	0,8%	310	0,5%	367	0,6%
Autre sanction	1 043	1,5%	1 376	1,9%	872	1,5%	1 072	1,6%
Total	69 015	100,0%	70 724	100,0%	58 809	100,0%	65 860	100,0%

Champ : Ensemble des sanctions disciplinaires prononcées au cours de l'année

Tableau 36 : Nombre de femmes enceintes et de femmes avec enfants détenues en cellules nurseries depuis 2020

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 - Enquête sur les femmes et les enfants dans les cellules mère/enfant

Au 1er janvier	Nombre de femmes détenues	Nombre de femmes avec enfants détenues en cellules nurseries	Nombre de femmes enceintes détenues en cellules nurseries	Nombre d'établissements équipés de cellules nurseries	Nombre d'établissements disposant de places opérationnelles pour femmes
2020	2 511	29	9	31	57
2021	2 057	20	9	31	58
2022	2 219	19	9	32	57

Champ : France entière

Tableau 37 : Nombre de femmes enceintes et de femmes avec enfants détenues en cellules nurseries par Direction interrégionale au 1er janvier 2022

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 - Enquête sur les femmes et les enfants dans les cellules mère/enfant

DISP	Nombre de femmes détenues	Nombre de femmes avec enfant détenues en cellules nurseries	Nombre de femmes enceintes détenues en cellules nurseries	Nombre d'établissements équipés de cellules nurseries	Nombre d'établissements disposant de places opérationnelles pour femmes
Bordeaux	151	0	0	3	7
Dijon	174	0	1	2	4
Lille	247	2	1	3	5
Lyon	185	1	2	4	8
Marseille	222	2	1	3	3
Mom	154	2	1	6	7
Paris	471	6	1	2	5
Rennes	335	1	0	2	5
Strasbourg	143	4	1	3	8
Toulouse	137	1	1	4	5
France entière	2 219	19	9	32	57

Champ : France entière

Tableau 38 : Nombre et part de personnes détenues (hors aménagement) éligibles à l'aide aux personnes sans ressources suffisantes (PSRS)

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Au 1er janvier	Femmes détenues (hors aménagement)		Hommes détenus (hors aménagement)		Personnes détenues (hors aménagement)		Âge médian des personnes détenues éligibles à l'aide aux PSRS	Âge médian des personnes détenues (hors aménagement)
	Nombre d'éligibles à l'aide aux PSRS	Pourcentage des femmes détenues (hors aménagement)	Nombre d'éligibles à l'aide aux PSRS	Pourcentage des hommes détenus (hors aménagement)	Nombre d'éligibles à l'aide aux PSRS	Pourcentage des personnes détenues (hors aménagement)		
2018	323	13,5%	11 195	17,4%	11 518	17,2%	29	31
2019	367	14,6%	12 322	18,8%	12 689	18,6%	29	32
2020	363	14,6%	13 867	21,1%	14 230	20,8%	29	32
2021	271	13,3%	11 904	20,2%	12 175	20,0%	29	32
2022	271	12,3%	12 582	19,2%	12 853	19,0%	30	32

Champ : France entière

Note : L'aide aux personnes sans ressources suffisantes (PSRS), plus communément appelée "aide à l'indigence" est une aide numéraire versée sur le compte nominatif des personnes détenues ayant un solde inférieur à un seuil défini à l'article D347-1 du Code de Procédure Pénale (Article D333-2 du Code Pénitentiaire à compter du 1er mai 2022).

Lecture : Au 1er janvier 2022, 271 femmes détenues sont éligibles à l'aide aux personnes sans ressources suffisantes (PSRS), soit 12,3% des femmes détenues (hors aménagement).

Partie 2

Statistiques du milieu fermé (flux)

Tableau 39 : Effectifs des personnes écrouées : flux de placements sous écrou au cours de l'année par trimestre (personnes provenant de l'état de liberté)

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	Placements sous écrou annuels
1990	21 690	18 776	18 757	21 754	80 977
1991	23 774	21 386	22 058	23 937	91 155
1992	25 610	24 533	18 667	22 735	91 545
1993	22 826	22 300	15 644	22 379	83 149
1994	25 611	22 685	18 842	21 616	88 754
1995	23 483	21 765	18 688	21 668	85 604
1996	23 485	21 530	17 764	20 373	83 152
1997	22 180	21 587	16 074	19 493	79 334
1998	21 762	19 910	16 421	18 368	76 461
1999	21 461	21 042	16 686	18 025	77 214
2000	18 680	18 402	15 071	16 612	68 765
2001	16 899	17 470	14 917	18 022	67 308
2002	21 348	21 476	18 262	20 447	81 533
2003	21 824	20 716	18 332	21 033	81 905
2004	23 075	22 349	18 521	20 765	84 710
2005	21 420	23 205	19 166	21 749	85 540
2006	22 466	21 865	19 768	22 495	86 594
2007	23 615	23 083	21 062	22 510	90 270
2008	23 760	23 343	20 191	21 760	89 054
2009	22 764	22 364	18 559	20 667	84 354
2010	21 631	21 809	18 713	20 572	82 725
2011	23 622	21 949	19 581	22 906	88 058
2012	24 888	23 127	20 466	22 501	90 982
2013	23 693	23 328	20 167	22 102	89 290
2014	24 771	23 498	20 342	22 054	90 665
2015	24 373	23 752	21 017	24 029	93 171
2016	25 757	25 101	21 964	23 597	96 419
2017	25 935	24 389	21 168	24 467	95 959
2018	26 081	25 402	22 757	24 561	98 801
2019	26 693	25 923	23 546	25 662	101 824
2020	23 764	17 347	22 805	24 251	88 167
2021	26 508	27 470	23 615	25 750	103 343

Champ : France entière

Tableau 40 : Effectifs des personnes détenues : flux de placements en détention au cours de l'année par trimestre (personnes provenant de l'état de liberté)

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	Placements en détention annuels
2015	18 611	18 500	16 722	19 287	73 120
2016	19 988	19 370	17 342	18 571	75 271
2017	20 070	18 573	16 803	19 263	74 709
2018	19 806	19 299	17 790	19 354	76 249
2019	20 474	19 724	18 515	20 029	78 742
2020	18 145	13 847	17 665	18 403	68 060
2021	19 025	20 073	18 258	19 307	76 663

Champ : France entière

Tableau 41 : Evolution des placements sous écrou annuels selon la procédure (personnes provenant de l'état de liberté)

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	Personnes prévenues			Contraintes par corps puis contraintes judiciaires (1)	Personnes condamnées correctionnelles	Personnes condamnées criminelles	Autres	Placements sous écrou annuels
	Personnes faisant l'objet d'une information	Comparutions immédiates	Total					
2000	30 424	20 539	50 963	60	17 467	40	235	68 765
2001	24 994	21 477	46 471	35	20 500	54	248	67 308
2002	31 332	27 078	58 410	43	22 800	66	214	81 533
2003	30 732	28 616	59 348	19	22 170	99	269	81 905
2004	30 836	27 755	58 591	11	25 798	30	280	84 710
2005	30 997	29 951	60 948	4	24 158	52	378	85 540
2006	29 156	27 596	56 752	14	29 100	183	545	86 594
2007	28 644	26 937	55 581	16	33 828	102	743	90 270
2008	27 884	24 231	52 115	30	36 018	54	837	89 054
2009	25 976	22 085	48 061	19	35 547	56	671	84 354
2010	26 095	21 310	47 405	83	34 291	50	896	82 725
2011	25 883	21 432	47 315	116	39 688	66	873	88 058
2012	25 543	21 133	46 676	47	43 045	39	1 175	90 982
2013	25 748	21 250	46 998	74	40 664	55	1 499	89 290
2014	nd	nd	46 707	60	40 644	158	3 096	90 665
2015	25 055	25 343	50 398	-	40 414	111	2 248	93 171
2016	27 226	28 290	55 516	-	40 149	124	630	96 419
2017	27 387	27 749	55 136	-	40 168	346	309	95 959
2018	28 092	28 592	56 684	-	41 426	318	373	98 801
2019	29 628	29 537	59 165	-	41 975	340	344	101 824
2020	26 511	28 351	54 862	-	32 769	222	314	88 167
2021	29 824	31 513	61 337	-	41 194	348	464	103 343

Champ : France entière

nd : non disponible

(1) Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, mise en application le 1er janvier 2005. A partir de 2014, les personnes sous contraintes judiciaires ne sont plus considérées comme une catégorie à part et sont intégrés parmi les condamnés (leur effectif restant faible).

Tableau 42 : Evolution des placements sous écrou annuels selon l'âge à l'écrou initial (personnes provenant de l'état de liberté)

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	13 à moins de 16 ans	16 à moins de 18 ans	18 à moins de 21 ans	21 à moins de 25 ans	25 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Age non déclaré	Ensemble des personnes écrouées	Age moyen
2006	428	2 922	10 875	17 267	16 176	21 810	11 512	4 311	1 229	64	86 594	31,0
2007	423	2 969	10 658	17 207	17 409	22 884	12 475	4 805	1 363	77	90 270	31,4
2008	423	2 806	10 139	16 813	17 731	22 359	12 603	4 687	1 401	92	89 054	31,5
2009	376	2 601	9 462	15 796	17 034	21 147	11 978	4 482	1 408	70	84 354	31,6
2010	405	2 580	9 202	15 455	16 698	20 840	11 538	4 529	1 418	60	82 725	31,6
2011	467	2 544	9 356	16 416	17 788	22 233	12 674	4 985	1 536	59	88 058	31,8
2012	421	2 632	9 244	15 921	17 917	23 146	13 180	5 105	1 672	52	90 982	32,0
2013	458	2 496	9 384	15 508	17 862	23 215	13 359	5 253	1 700	56	89 290	32,1
2014	452	2 582	9 308	15 433	17 965	24 046	13 616	5 462	1 765	36	90 665	32,3
2015	418	2 689	9 550	16 100	18 163	24 828	13 791	5 748	1 851	29	93 171	31,8
2016	505	2 775	9 640	15 897	18 875	26 368	14 320	5 985	2 017	37	96 419	32,0
2017	488	2 888	9 664	15 718	18 057	26 695	14 298	6 045	2 090	16	95 959	32,1
2018	480	2 800	9 786	15 748	18 345	28 120	14 837	6 369	2 297	19	98 801	32,3
2019	436	2 733	10 243	15 770	18 427	29 557	15 656	6 570	2 420	12	101 824	32,5
2020	316	2 433	9 462	13 542	15 727	25 376	13 589	5 646	2 063	13	88 167	32,4
2021	303	2 482	10 441	15 591	18 611	29 866	16 398	7 072	2 562	17	103 343	32,8

Champ : France entière

Tableau 43 : Evolution des placements en détention annuels selon l'âge à l'écrou initial (personnes provenant de l'état de liberté)

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	13 à moins de 16 ans	16 à moins de 18 ans	18 à moins de 21 ans	21 à moins de 25 ans	25 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Age non déclaré	Ensemble des personnes détenues	Age moyen
2015	416	2 660	8 771	12 891	13 808	18 934	10 263	4 058	1 292	23	73 120	31,1
2016	500	2 735	8 787	12 632	14 349	19 971	10 647	4 241	1 373	36	75 271	31,3
2017	487	2 839	8 898	12 457	13 633	20 097	10 624	4 240	1 421	13	74 709	31,3
2018	474	2 754	8 980	12 412	13 764	20 971	10 950	4 380	1 547	17	76 249	31,6
2019	434	2 702	9 453	12 441	13 779	21 955	11 674	4 665	1 631	8	78 742	31,8
2020	314	2 394	8 856	10 782	11 850	18 619	9 909	3 968	1 360	8	68 060	31,5
2021	292	2 407	9 490	11 885	13 420	21 247	11 507	4 749	1 651	15	76 663	31,9

Champ : France entière

Tableau 44 : Flux de levées d'écrou au cours de l'année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	Libérations annuelles	Dont condamnés en fin de peine (1)
1990	18 750	19 189	18 609	20 963	77 511	46 226
1991	20 537	21 425	24 810	23 290	90 062	57 901
1992	22 013	23 417	24 510	21 379	91 319	60 162
1993	20 249	21 504	18 530	20 740	81 023	52 544
1994	20 913	22 100	22 953	21 371	87 337	55 201
1995	19 748	21 362	23 054	20 303	84 467	54 563
1996	19 819	21 652	22 375	20 101	83 947	52 788
1997	19 106	21 043	20 310	19 297	79 756	50 874
1998	18 411	19 499	20 496	18 939	77 345	48 259
1999	17 730	19 890	21 052	20 062	78 734	49 719
2000	18 401	18 000	18 407	17 561	72 369	43 696
2001	15 781	16 707	17 667	16 396	66 551	42 877
2002	16 759	18 274	20 967	18 720	74 720	49 010
2003	18 076	18 908	21 722	19 360	78 066	51 481
2004	18 872	20 985	25 982	18 920	84 759	56 711
2005	20 125	21 259	23 513	20 318	85 215	57 253
2006	20 881	21 559	23 305	19 968	85 713	58 548
2007	20 728	21 787	20 853	22 007	85 375	63 741
2008	21 039	21 911	21 627	22 294	86 871	65 417
2009	20 698	22 090	20 770	20 885	84 443	62 853
2010	19 963	20 907	20 447	20 522	81 839	60 179
2011	18 684	20 542	20 575	21 412	81 213	60 464
2012	21 080	22 450	22 318	22 110	87 958	67 219
2013	21 494	21 623	22 504	22 582	88 203	68 252
2014	21 914	23 518	23 323	22 502	91 257	69 480
2015	22 427	23 078	22 785	22 921	91 211	67 594
2016	22 269	23 401	23 291	23 534	92 495	70 161
2017	22 784	23 860	23 392	23 601	93 637	70 895
2018	23 528	23 897	23 857	24 851	96 133	72 903
2019	23 792	25 209	24 790	25 170	98 961	73 998
2020	28 655	26 637	19 147	20 640	95 079	62 334
2021	21 473	23 446	23 927	25 176	94 022	68 132

Champ : France entière

(1) De 1990 à 1998 : y compris grâce, amnistie, extradition et expulsion

Tableau 45 : Flux de levées d'écrou depuis la détention au cours de l'année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	Libérations annuelles de détenus
2015	15 683	16 168	16 007	16 646	64 504
2016	16 345	16 836	16 582	16 997	66 760
2017	16 633	17 083	16 699	17 329	67 744
2018	17 124	17 102	17 016	18 174	69 416
2019	17 165	17 860	17 439	17 835	70 299
2020	21 073	19 718	13 374	14 393	68 558
2021	14 270	15 062	15 579	16 963	61 874

Champ : France entière

Tableau 46 : Estimation des flux de placements sous écrou et en détention et de libérations de personnes écrouées et de personnes détenues au cours de l'année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	Placements sous écrou	Dont placements en détention	Part de placements en détention (%)	Levées d'écrou	Dont personnes en détention	Part de levées d'écrou depuis la détention (%)
2006	86 594	81 416	94,0%	85 713	81 233	94,8%
2007	90 270	83 015	92,0%	85 375	78 968	92,5%
2008	89 054	79 680	89,5%	86 871	78 366	90,2%
2009	84 354	72 753	86,2%	84 443	74 061	87,7%
2010	82 725	69 206	83,7%	81 839	69 644	85,1%
2011	88 058	72 135	81,9%	81 213	67 304	82,9%
2012	90 982	72 761	80,0%	87 958	70 834	80,5%
2013	89 290	69 819	78,2%	88 203	69 657	79,0%
2014	90 665	71 614	79,0%	91 257	72 270	79,2%
2015	93 171	73 120	78,5%	91 211	64 504	70,7%
2016	96 419	75 271	78,1%	92 495	66 760	72,2%
2017	95 959	74 709	77,9%	93 637	67 744	72,3%
2018	98 801	76 249	77,2%	96 133	69 416	72,2%
2019	101 824	78 742	77,3%	98 961	70 299	71,0%
2020	88 167	68 060	77,2%	95 079	68 558	72,1%
2021	103 343	76 663	74,2%	94 022	61 874	65,8%

Champ : France entière

Tableau 47 : Estimation des flux de libérations selon le type de sortie (hors personnes ayant bénéficié d'un aménagement de peine *ab initio*)

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	Libérations de condamnés n'ayant pas eu un aménagement de peine <i>ab initio</i>	Dont :		Part des condamnés libérés sans aménagement de peine* (%)
		libérés ayant eu une mesure de DDSE, PE, SL, SEFIP ou LC en fin de peine	libérés sans aménagement de peine	
2014	53 269	15 706	37 563	70,5%
2015	52 179	nd	nd	nd
2016	54 106	12 006	42 100	77,8%
2017	54 114	14 160	39 954	73,8%
2018	55 238	14 122	41 116	74,4%
2019	56 621	16 315	40 306	71,2%
2020	53 883	18 983	34 900	64,8%
2021	48 910	16 349	32 561	66,6%

Champ : France entière

Méthodologie :

- Juridiquement, un aménagement de peine *ab initio* est décidé par le juge, au tribunal, lors du prononcé de la peine. Le terme *ab initio* est ici utilisé de manière extensive pour inclure toutes les personnes ayant eu un mouvement DDSE, SL ou PE dans les 7 jours suivants leur mise sous écrou.

- Les personnes condamnées ayant été détenues et ayant eu une mesure de DDSE, SL ou PE puis une LC ne sont comptabilisés qu'une seule fois.

* parmi ceux libérés n'ayant pas eu d'aménagement de peine *ab initio*.

Encadré 5 : Durées passées sous écrou - indicateur de durée et durée réelle

L'écrou est l'acte par lequel est établie la prise en charge par l'administration pénitentiaire des personnes placées en détention provisoire ou condamnées à une peine privative de liberté. Le placement sous écrou et la levée d'écrou désignent les mouvements d'entrée et de sortie de cet état.

Une personne détenue est une personne écrouée et hébergée au sein d'un établissement pénitentiaire.

Le placement en détention et la sortie de détention désignent les mouvements d'entrée et de sortie de cet état d'hébergement.

Durées estimées:

Le nombre de personnes écrouées en stock dépend non seulement du nombre d'entrées ou de sorties mais aussi de la durée de séjour en prison. Avant 1993, les statistiques pénitentiaires ne fournissaient aucun renseignement sur les durées réelles de détention. Il était cependant possible d'en obtenir une estimation moyenne, en appliquant à la population carcérale une propriété des populations stationnaires dans lesquelles le volume en stock est égal au produit du volume des flux (d'entrées ou de sorties) et de la durée moyenne.

Durée moyenne de détention estimée (en mois) :

$$= \frac{\text{Nombre moyen de détenus sur l'année (stock)}}{\text{Nombre d'incarcérations dans l'année (flux d'entrées)}} \times 12$$

Cette formule repose sur deux hypothèses : une égalité des entrées et des sorties et une stabilité de la structure de la population par ancienneté. Les populations carcérales ne vérifient généralement pas ce modèle. La valeur de cet indicateur, pris séparément, n'a pas de sens. Cependant, son évolution sur plusieurs années donne une indication de tendance. Ainsi, l'augmentation de l'indicateur de durée moyenne sous écrou observé depuis 2006 préfigure une augmentation de la durée moyenne réelle sous écrou. Néanmoins, si l'indicateur a augmenté de 3 points en 7 ans, cela ne signifie pas que la durée réelle moyenne passée sous écrou a augmenté elle aussi de 3 points.

Durées réelles :

Avec l'exploitation statistique du Fichier national des détenus, puis de l'infocentre pénitentiaire Gide-Genesis, on dispose depuis 2009 d'une mesure directe des durées de détention, calculées à la libération, par différence entre la date de sortie et la date de placement en détention.

Pour l'année 2014, l'indicateur de durée moyenne sous écrou *estimée* (10,3 mois) présente un petit écart par rapport à la durée moyenne réelle de détention calculée à partir des durées de détention des personnes libérées (10,1 mois). En effet, le premier calcul exprime une probabilité d'exécuter une durée de cette longueur à l'entrée sous écrou. Le second calcul est une durée moyenne réellement observée à la levée d'écrou.

Le tableau 49 présente les durées réelles passées sous écrou depuis 2006.

Tableau 48 : Evolution des indicateurs de durée moyenne sous écrou et de détention provisoire

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	Durée moyenne sous écrou			Durée moyenne en détention			Durée moyenne de détention provisoire		
	Placements sous écrou	Population moyenne ⁽¹⁾ des écroués	Indicateur de durée moyenne ⁽²⁾ sous écrou en mois	Placements en détention	Population moyenne des détenus	Indicateur de durée moyenne de détention en mois	Placements en prévention	Population moyenne des prévenus	Indicateur de durée moyenne de détention provisoire en mois
1990	81 161	47 252	7,0	-	-	-	63 107	20 222	3,8
1991	91 103	49 599	6,5	-	-	-	67 905	20 137	3,6
1992	91 720	50 229	6,6	-	-	-	72 154	20 777	3,5
1993	83 302	51 447	7,4	-	-	-	64 387	21 051	3,9
1994	88 754	53 243	7,2	-	-	-	68 190	22 018	3,9
1995	85 594	54 499	7,6	-	-	-	65 011	22 497	4,2
1996	83 214	54 666	7,9	-	-	-	63 533	22 219	4,2
1997	79 334	54 057	8,2	-	-	-	59 462	22 056	4,5
1998	76 455	53 403	8,4	-	-	-	55 326	21 022	4,6
1999	77 214	52 201	8,1	-	-	-	54 590	19 276	4,2
2000	68 765	49 639	8,7	-	-	-	50 963	18 172	4,3
2001	67 308	48 216	8,6	-	-	-	46 471	16 116	4,2
2002	81 533	52 001	7,7	-	-	-	58 410	18 488	3,8
2003	81 905	57 327	8,4	-	-	-	59 348	21 301	4,3
2004	84 710	59 222	8,4	-	-	-	58 591	20 942	4,3
2005	85 540	59 360	8,3	-	-	-	60 956	19 933	3,9
2006	86 594	59 963	8,3	81 416	58 373	8,6	56 766	19 108	4,0
2007	90 270	62 203	8,3	83 015	59 739	8,6	54 936	17 804	3,9
2008	89 054	65 091	8,8	79 680	61 664	9,3	52 115	16 365	3,8
2009	84 354	66 134	9,4	72 753	61 615	10,2	48 061	15 956	4,0
2010	82 725	66 532	9,7	69 206	60 761	10,5	47 405	15 549	3,9
2011	88 058	70 378	9,6	72 135	62 666	10,4	47 315	15 990	4,1
2012	90 982	75 289	9,9	72 761	65 680	10,8	46 676	16 367	4,2
2013	89 290	77 341	10,4	69 819	66 824	11,5	46 998	16 538	4,2
2014	90 665	77 587	10,3	71 614	66 673	11,2	46 707	16 586	4,3
2015	93 171	76 946	9,9	73 120	66 474	10,9	50 398	17 354	4,1
2016	96 419	77 699	9,7	75 271	67 555	10,8	55 516	18 828	4,1
2017	95 959	79 291	9,9	74 709	68 703	11,0	55 136	19 657	4,3
2018	98 801	80 518	9,8	76 249	69 517	10,9	56 684	20 079	4,3
2019	101 824	82 807	9,7	78 742	70 399	10,7	59 165	19 335	3,9
2020	88 167	78 972	10,7	68 060	66 706	11,8	54 862	18 092	4,0
2021	103 343	79 144	9,2	76 663	66 061	10,3	61 337	18 258	3,6

Champ : France entière

(1) : Population moyenne sur l'année n = (population au 1er janvier de l'année n + population au 1er janvier de l'année n + 1) / 2

(2) : Indicateur de durée moyenne sur l'année n = (population moyenne sur l'année n / nombre de placements sur l'année) x 12

Tableau 49 : Evolution de la répartition des libérés au cours de l'année selon la durée passée sous écrou (part en pourcentage)

Source : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	Moins de 3 mois	De 3 à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	De un an à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Ensemble des libérés	Durée moyenne passée sous écrou en mois
2006	43%	25%	17%	11%	2%	2%	100%	7,8
2007	42%	26%	17%	11%	2%	2%	100%	7,6
2008	39%	25%	19%	12%	2%	2%	100%	8,5
2009	37%	25%	20%	14%	2%	2%	100%	9,2
2010	36%	25%	20%	15%	2%	2%	100%	9,5
2011	35%	25%	21%	14%	2%	2%	100%	9,5
2012	34%	25%	21%	15%	2%	2%	100%	9,1
2013	32%	25%	22%	17%	3%	2%	100%	9,5
2014	31%	24%	23%	17%	3%	2%	100%	10,1
2015	31%	24%	23%	17%	3%	2%	100%	10,3
2016	32%	25%	23%	15%	3%	2%	100%	9,8
2017	31%	24%	23%	16%	3%	2%	100%	9,9
2018	32%	25%	23%	16%	2%	2%	100%	9,8
2019	31%	25%	24%	16%	2%	2%	100%	9,8
2020	30%	25%	23%	17%	3%	2%	100%	10,2
2021	30%	28%	25%	14%	2%	2%	100%	9,5

Champ : France entière

Lecture : En 2021, 30 % des libérés ont effectué moins de 3 mois sous écrou, et 2 % ont effectué 5 ans ou plus sous écrou. En 2011, 60% des libérés ont effectué moins de 6 mois sous écrou, et 96 % ont effectué moins de 3 ans sous écrou.

Tableau 50 : Répartition des nouvelles mesures d'aménagements de peine et de libérations sous contrainte selon leur type au cours de l'année

Sources : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

A partir de 2021 : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Année	Semi-liberté	Placements à l'extérieur	Détention à domicile sous surveillance électronique **	Libérations conditionnelles	Ensemble
1989	5 044	-	-	6 216	-
1990	6 229	2 193	-	6 361	14 783
1991	6 037	2 955	-	6 178	15 170
1992	5 947	3 042	-	4 679	13 668
1993	6 045	3 273	-	5 745	15 063
1994	6 370	3 477	-	5 813	15 660
1995	6 437	3 299	-	5 492	15 228
1996	6 267	3 371	-	6 374	16 012
1997	6 288	3 268	-	5 204	14 760
1998	6 983	3 137	-	5 322	15 442
1999	7 300	3 328	-	5 370	15 998
2000	6 757	3 339	13	5 567	15 676
2001	6 481	2 682	130	5 847	15 140
2002	6 527	2 550	359	5 056	14 492
2003	6 261	2 733	948	5 509	15 451
2004	6 842	2 230	2 915	6 067	18 054
2005 *	6 619	2 478	4 128	5 916	19 141
2006	6 751	2 528	6 288	5 679	21 246
2007	5 283	2 289	7 900	6 436	21 908
2008	5 928	2 608	11 259	7 494	27 289
2009	5 578	2 890	13 994	7 871	30 333
2010	5 331	2 651	16 797	8 167	32 946
2011	4 889	2 258	20 082	7 481	34 710
2012	4 866	2 258	23 215	7 980	38 319
2013	4 651	2 176	23 147	7 999	37 973
2014	4 238	2 235	28 524	7 949	42 946
2015	nd	nd	nd	nd	nd
2016	5 391	2 105	29 164	6 961	43 621
2017	5 203	1 785	28 980	6 419	42 387
2018	5 596	1 737	29 835	6 352	43 520
2019	6 405	1 908	31 691	7 292	47 296
2020	4 423	2 075	27 366	11 181	45 045
2021	5 191	1 932	36 122	7 129	50 374

Champ : France entière

nd : non disponible

* Nouvelle série des aménagements de peine à partir de 2005

** Anciennement nommés placements sous surveillance électronique

Méthodologie : Les mouvements DDSE, SL et PE ne sont comptabilisés qu'une seule fois au cours de l'année n.

Tableau 51 : Répartition des aménagements de peine et LSC exécutés sous écrou selon l'âge en 2021

Sources : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Catégorie d'âge	Semi-liberté	Placements à l'extérieur	Détention à domicile sous surveillance électronique	Libérations conditionnelles	Ensemble
Indéterminé	93	15	183	0	291
13 à moins de 18 ans	2	55	104	46	207
18 à moins de 21 ans	338	54	1 682	391	2 465
21 à moins de 25 ans	820	187	5 355	901	7 263
25 à moins de 30 ans	951	315	7 166	1 358	9 790
30 à moins de 40 ans	1 675	580	11 620	2 208	16 083
40 à moins de 50 ans	918	421	6 175	1 280	8 794
50 à moins de 60 ans	339	226	2 748	653	3 966
60 ans et plus	55	79	1 089	292	1 515
Ensemble	5 191	1 932	36 122	7 129	50 374
Age moyen	34,1	37,4	35,2	36,3	35,2

Champ : France entière

Tableau 52 : Répartition des aménagements de peine et LSC exécutés sous écrou selon le sexe en 2021

Sources : Ministère de la Justice / DAP/ EX3 / Infocentre pénitentiaire, alimenté par les données GIDE et GENESIS [Traitement EX3]

Sexe	Semi-liberté	Placements à l'extérieur	Détention à domicile sous surveillance électronique	Libérations conditionnelles	Ensemble	Age moyen
Femmes	77	81	1 891	512	2 561	37,4
Hommes	5 114	1 851	34 231	6 617	47 813	35,2
Ensemble	5 191	1 932	36 122	7 129	50 374	35,2

Champ : France entière

Partie 3

Statistiques du milieu ouvert (stocks et flux)

Tableau 53 : Evolution des personnes et des mesures en milieu ouvert au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Ensemble des personnes	Ensemble des mesures	Nombre moyen de mesures par personnes
1980	71 210	71 210	1,00
1981	73 357	73 357	1,00
1982	45 785	45 785	1,00
1983	55 384	55 384	1,00
1984	63 481	63 481	1,00
1985	71 691	71 691	1,00
1986	77 705	77 705	1,00
1987	84 660	84 660	1,00
1988	96 144	96 144	1,00
1989	72 941	77 483	1,06
1990	92 337	98 696	1,07
1991	105 814	115 672	1,09
1992	107 376	119 129	1,11
1993	103 218	117 473	1,14
1994	98 286	109 303	1,11
1995	102 254	116 980	1,14
1996	105 222	118 106	1,12
1997	117 061	130 345	1,11
1998	122 959	138 554	1,13
1999	131 367	143 746	1,09
2000	135 020	149 588	1,11
2001	141 697	157 201	1,11
2002	140 622	156 398	1,11
2003	129 269	139 361	1,08
2004	123 492	135 721	1,10
2005	129 784	137 386	1,06
2006	146 567	160 984	1,10
2007	142 285	156 535	1,10
2008	148 077	162 491	1,10
2009	159 232	174 551	1,10
2010	168 671	186 600	1,11
2011	173 022	193 112	1,12
2012	173 063	194 572	1,12
2013	175 200	197 327	1,13
2014	174 108	196 207	1,13
2015	172 007	193 739	1,13
2016	161 198	182 547	1,13
2017 *	162 631	182 663	1,12
2018	162 784	182 190	1,12
2019	163 626	182 809	1,12
2020	165 891	185 089	1,11
2021	163 091	183 656	1,13
2022	174 515	199 653	1,14

Champ : France entière

* : A partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

Tableau 54 : Evolution des mesures post-sentencielles et mesures de sûreté suivies par les SPIP en milieu ouvert au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Mesures post-sentencielles												Mesures de sûreté			
	Sursis avec mise à l'épreuve (SME)	Sursis probatoire (SP)	Détention à domicile sous surveillance électronique (peine autonome) (DDSE peine)	Libération conditionnelle (LC)	Travail d'intérêt général (TIG) (dont probatoire)	Sursis assorti d'un travail d'intérêt général (STIG)	Interdiction de séjour (IS)	Obligation de stage	Suspension pour raison médicale (SPRM)	Contrainte pénale (CP)	Ajournements	Ensemble	Suivi socio-judiciaire (SSJ)	Surveillance judiciaire (SJ)	Placement sous surveillance électronique mobile (PSEM)	Ensemble
1980	66 327	-	-	4 883	-	-	-	-	-	-	-	71 210	-	-	-	-
1981	68 805	-	-	4 552	-	-	-	-	-	-	-	73 357	-	-	-	-
1982	42 161	-	-	3 624	-	-	-	-	-	-	-	45 785	-	-	-	-
1983	51 484	-	-	3 900	-	-	-	-	-	-	-	55 384	-	-	-	-
1984	60 434	-	-	3 047	-	-	-	-	-	-	-	63 481	-	-	-	-
1985	65 970	-	-	4 067	1 654	-	-	-	-	-	-	71 691	-	-	-	-
1986	70 767	-	-	4 523	2 415	-	-	-	-	-	-	77 705	-	-	-	-
1987	73 822	-	-	5 222	5 616	-	-	-	-	-	-	84 660	-	-	-	-
1988	82 347	-	-	6 323	7 474	-	-	-	-	-	-	96 144	-	-	-	-
1989	66 037	-	-	5 362	3 684	-	19	-	-	-	-	75 102	-	-	-	-
1990	82 182	-	-	5 618	7 707	-	20	-	-	-	144	95 671	-	-	-	-
1991	94 960	-	-	6 185	10 507	-	18	-	-	-	392	112 062	-	-	-	-
1992	98 066	-	-	5 147	11 289	-	15	-	-	-	697	115 214	-	-	-	-
1993	94 933	-	-	4 591	12 996	-	16	-	-	-	574	113 110	-	-	-	-
1994	87 446	-	-	4 579	13 069	-	11	-	-	-	509	105 614	-	-	-	-
1995	87 776	-	-	5 053	18 928	-	505	-	-	-	585	112 847	-	-	-	-
1996	86 594	-	-	5 089	20 903	-	899	-	-	-	601	114 086	-	-	-	-
1997	96 523	-	-	5 356	22 812	-	1 100	-	-	-	727	126 518	-	-	-	-
1998	104 482	-	-	4 775	23 763	-	1 237	-	-	-	763	135 020	-	-	-	-
1999	109 349	-	-	4 685	23 952	-	1 419	-	-	-	774	140 179	-	-	-	-
2000	113 499	-	-	4 852	24 962	-	1 542	-	-	-	923	145 778	-	-	-	-
2001	119 764	-	-	5 013	25 411	-	1 619	-	-	-	951	152 758	-	-	-	-
2002	119 753	-	-	5 904	23 488	-	1 590	-	-	-	1 003	151 738	-	-	-	-
2003	107 846	-	-	6 056	19 106	-	1 453	-	-	-	697	135 158	-	-	-	-
2004	105 247	-	-	6 428	17 990	-	1 359	-	-	-	442	131 466	-	-	-	-
2005	106 224	-	-	6 865	16 885	1 160	1 142	-	-	-	469	132 745	534	-	-	534
2006	120 676	-	-	8 169	15 528	8 733	1 107	-	-	-	476	154 688	1 165	-	-	1 165
2007	117 225	-	-	6 870	14 170	9 768	806	-	-	-	269	149 108	1 912	27	-	1 939
2008	121 700	-	-	6 581	13 276	11 226	784	-	-	-	259	153 826	2 713	101	12	2 826
2009	132 726	-	-	7 009	13 228	11 610	774	nd	104	-	290	165 741	3 355	176	23	3 554
2010	141 156	-	-	7 023	14 883	12 618	717	nd	137	-	189	176 723	3 889	278	44	4 211
2011	143 670	-	-	7 347	15 502	15 244	697	nd	172	-	195	182 827	4 241	369	43	4 653
2012	144 060	-	-	6 752	14 970	17 280	641	nd	219	-	170	184 092	4 821	403	45	5 269
2013	144 937	-	-	6 651	15 293	18 803	639	nd	248	-	141	186 712	5 254	413	45	5 712
2014	141 107	-	-	6 428	16 196	20 392	635	nd	232	-	184	185 174	5 685	456	43	6 184
2015	136 871	-	-	6 272	17 116	21 413	669	nd	231	215	157	182 944	6 012	467	60	6 539
2016	(123 803)	-	-	(6 360)	(16 769)	(21 577)	(598)	nd	(191)	(1 057)	(143)	(170 498)	(5 741)	(371)	nd	0
2017 *	121 808	-	-	5 751	16 794	22 301	794	74	186	1845	140	169 693	6 120	350	39	6 509
2018	121 891	-	-	5 153	15 618	22 241	1030	81	179	2567	98	168 858	6 475	300	34	6 809
2019	121 857	-	-	5 014	15 085	21 990	1253	120	163	2737	87	168 306	6 862	291	29	7 182
2020	123 937	-	-	5 250	14 739	21 675	1655	260	174	1898	79	169 667	7 198	257	30	7 485
2021	90 160	34 639	907	5 478	19 240	11 511	2068	920	172	907	42	166 044	7 403	269	28	7 700
2022	36 091	105 543	1 360	4 709	27 128	1 279	2176	2193	166	295	34	180 974	7 720	279	36	8 035

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

nd : non disponible

Les chiffres indiqués entre parenthèses en 2016 sont des chiffres de transition entre ceux du bureau DAP/EX3 et ceux fournis par la SDSE.

Tableau 55 : Evolution du nombre d'alternatives aux poursuites et mesures présentencielles suivies par les SPIP en milieu ouvert au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert

A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Alternatives aux poursuites			Mesures présentencielles		
	Travail non rémunéré (TNR)	Stages (alternatives)	Ensemble	Contrôle judiciaire (CJ)	Assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et Assignation à résidence sous surveillance mobile (ARSEM)	Ensemble
1989	-	-	-	1 078	-	1 078
1990	-	-	-	1 510	-	1 510
1991	-	-	-	2 002	-	2 002
1992	-	-	-	2 075	-	2 075
1993	-	-	-	2 312	-	2 312
1994	-	-	-	2 467	-	2 467
1995	-	-	-	2 650	-	2 650
1996	-	-	-	2 807	-	2 807
1997	-	-	-	2 499	-	2 499
1998	-	-	-	2 562	-	2 562
1999	-	-	-	2 963	-	2 963
2000	-	-	-	3 161	-	3 161
2001	-	-	-	3 663	-	3 663
2002	-	-	-	3 942	-	3 942
2003	-	-	-	3 972	-	3 972
2004	-	-	-	4 073	-	4 073
2005	505	-	505	3 596	-	3 596
2006	1 216	-	1 216	3 907	-	3 907
2007	1 643	-	1 643	3 692	-	3 692
2008	2 111	-	2 111	3 841	-	3 841
2009	1 884	nd	1 884	3 675	-	3 675
2010	2 428	nd	2 428	3 697	-	3 697
2011	2 565	nd	2 565	3 651	139	3 790
2012	2 195	nd	2 195	3 683	195	3 878
2013	1 929	nd	1 929	3 680	231	3 911
2014	1 891	nd	1 891	3 689	264	3 953
2015	1 667	nd	1 667	3 562	331	3 893
2016	(1 644)	nd	(1 644)	(3 217)	(256)	(3 473)
2017*	1 860	897	2 757	3 414	290	3 704
2018	1 614	895	2 509	3 686	328	4 014
2019	1 850	902	2 752	4 238	331	4 569
2020	1 873	909	2 782	4 813	342	5 155
2021	2 222	1 853	4 075	5 431	406	5 837
2022	1 919	2 364	4 283	5 870	491	6 361

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

nd : non disponible

Tableau 56 : Evolution du nombre de mesures de stage (alternatives aux poursuites et mesures post-sentencielles) suivies par les SPIP au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Stages de citoyenneté	Stages de lutte contre violences conjugales et de lutte contre le sexisme	Stages de sensibilisation à la sécurité routière	Autres stages	Total des stages
2009	415	-	-	-	415
2010	588	-	-	-	588
2011	677	-	-	-	677
2012	792	-	-	-	792
2013	858	-	-	-	858
2014	681	-	-	-	681
2015	663	-	-	-	663
2016	(819)	-	-	-	(819)
2017*	971	-	-	-	971
2018	976	-	-	-	976
2019	1 022	-	-	-	1 022
2020	979	104	74	12	1 169
2021	1 329	615	621	208	2 773
2022	1 348	1 358	1 361	490	4 557

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

Tableau 57 : Effectif des personnes suivies en milieu ouvert par direction interrégionale au 31 décembre 2021 (stock)

Source : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Direction interrégionale des services pénitentiaires	Effectif	Part (%)
Bordeaux	15 767	9,0%
Dijon	15 370	8,8%
Lille	17 557	10,1%
Lyon	19 481	11,2%
Marseille	13 903	8,0%
Outre-mer	9 731	5,6%
Paris	25 955	14,9%
Rennes	25 360	14,5%
Strasbourg	15 202	8,7%
Toulouse	16 189	9,3%
France entière	174 515	100,0%

Champ : France entière

Tableau 58 : Evolution des nouveaux suivis SPIP pour les personnes et les mesures au cours de l'année (flux)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert

A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Année	Personnes		Mesures		Indicateur de durée moyenne de prise en charge des personnes (1)
	Début de prise en charge	Fin de prise en charge	Début de mesure	Fin de mesure	
1989	48 290	28 894	52 627	31 414	20,5
1990	54 390	40 913	62 196	45 220	21,9
1991	53 021	51 459	61 532	58 075	24,1
1992	57 817	61 975	67 532	69 188	21,9
1993	54 221	59 153	60 885	69 055	22,3
1994	77 029	69 352	77 029	69 352	15,6
1995	64 414	61 446	74 281	73 155	19,3
1996	70 458	58 619	81 179	68 940	18,9
1997	76 035	70 137	92 541	84 332	18,9
1998	76 559	68 151	89 629	84 437	19,9
1999	73 004	69 351	88 133	82 291	21,9
2000	76 704	70 027	90 096	82 482	21,6
2001	76 570	77 645	81 054	81 858	22,1
2002	61 542	72 895	75 200	92 237	26,3
2003	67 880	73 657	79 675	83 315	22,3
2004	nd	nd	nd	nd	nd
2005	93 262	76 479	101 594	77 996	17,8
2006	nd	nd	nd	nd	nd
2007	99 083	86 155	106 137	92 197	17,6
2008	100 289	89 134	103 433	91 373	18,4
2009	105 011	95 572	108 250	96 201	18,7
2010	105 674	101 323	109 200	102 688	19,4
2011	104 821	104 780	108 023	106 563	19,8
2012	109 870	107 733	113 609	110 854	19,0
2013	102 809	103 901	107 792	108 912	20,4
2014	109 858	111 959	117 416	119 884	18,9
2015	(92 209)	nd	(121 142)	nd	(20,9)
2016	89 711	nd	123 498	nd	(20,7)
2017	86 706	nd	118 868	nd	22,6
2018	87 300	nd	119 684	nd	22,5
2019	89 606	nd	122 744	nd	22,1
2020	80 062	nd	114 577	nd	24,6
2021	98 840	nd	144 817	nd	20,4

Champ : France entière

(1) Durée en mois : (Nombre moyen de personnes suivies une année donnée / entrées annuelles) x 12

nd : non disponible

Tableau 59 : Evolution des mesures de SME, SP, LC, TIG, STIG et DDSE peine prises en charge par les SPIP en milieu ouvert (flux)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert

A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Année	Flux de prises en charge					
	Sursis avec mise à l'épreuve (SME)	Sursis probatoire (SP)	Libération conditionnelle (LC)	Travail d'intérêt général (TIG) (dont TIG probatoire)	Sursis à travail d'intérêt général (STIG)	DDSE peine autonome (DDSE)
1998	56 172	-	4 753	23 737	-	-
1999	55 797	-	4 941	22 373	-	-
2000	59 704	-	4 776	20 743	-	-
2001	60 574	-	6 049	18 508	-	-
2002	50 595	-	5 133	15 707	-	-
2003	54 855	-	5 257	15 893	-	-
2004	nd	-	nd	nd	-	-
2005	67 693	-	6 814	12 009	-	-
2006	nd	-	nd	nd	-	-
2007	66 664	-	6 273	13 936	10 953	-
2008	68 207	-	6 522	13 103	10 337	-
2009	68 941	-	6 899	14 286	10 922	-
2010	67 612	-	6 858	14 940	13 227	-
2011	68 341	-	6 093	14 315	13 429	-
2012	70 123	-	6 528	15 003	14 786	-
2013	71 715	-	7 561	16 602	18 022	-
2014	68 323	-	7 363	16 775	17 474	-
2015	67 063	-	8 502	17 128	17 929	-
2016	69 938	-	7 254	16 513	18 088	-
2017	68 067	-	6 496	14 987	17 352	-
2018	69 089	-	6 721	14 268	16 950	-
2019	71 583	-	7 493	14 298	16 627	-
2020	30 946	37 251	10 949	16 346	4 345	1 363
2021	5 418	85 846	7 132	25 988	204	3 264

Champ : France entière

nd : non disponible

Tableau 60 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon le sexe, au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert

A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Hommes	Femmes	Ensemble	Pourcentage de femmes
2008	138 761	9 316	148 077	6,3%
2009	148 991	10 241	159 232	6,4%
2010	157 986	10 685	168 671	6,3%
2011	161 893	11 129	173 022	6,4%
2012	162 225	10 838	173 063	6,3%
2013	164 006	11 194	175 200	6,4%
2014	163 011	11 097	174 108	6,4%
2015	161 162	10 845	172 007	6,3%
2016	(150 119)	(11 079)	161 198	(6,9%)
2017	150 233	12 398	162 631	7,6%
2018	150 332	12 452	162 784	7,6%
2019	151 088	12 538	163 626	7,7%
2020	153 270	12 621	165 891	7,6%
2021	151 540	11 551	163 091	7,1%
2022	162 317	12 198	174 515	7,0%

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

nd : non disponible

Tableau 61 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon l'âge, au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	18 à moins de 21 ans	21 à moins de 25 ans	25 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Non renseigné	Ensemble	Age moyen
2008	13 187	25 032	24 612	36 453	29 048	14 639	4 616	490	148 077	35,1
2009	13 661	26 489	26 996	39 340	31 531	15 648	5 202	365	159 232	35,2
2010	14 408	27 677	29 346	41 779	32 944	16 602	5 627	288	168 671	35,2
2011	12 740	28 573	30 904	43 370	33 700	17 203	6 210	262	173 022	35,4
2012	13 455	28 044	30 990	44 104	33 229	16 788	6 230	223	173 063	35,2
2013	13 088	27 970	31 467	44 907	34 028	16 876	5 614	1 250	175 200	34,9
2014	12 955	27 286	31 083	45 046	33 898	16 916	5 797	1 127	174 108	35
2015	13 028	26 763	30 026	45 153	32 966	17 044	6 754	273	172 007	35,5
2016	(12 211)	(24 075)	(27 613)	(43 145)	(30 990)	(16 450)	(6 564)	(150)	161 198	(35,8)
2017*	12 094	24 292	27 382	44 198	30 882	16 607	6 646	530	162 361	35,8
2018	11 758	23 505	26 846	45 231	30 781	16 844	7 169	650	162 784	36,1
2019	11 541	23 406	26 590	46 390	31 140	17 106	7 392	61	163 626	36,2
2020	11 600	23 099	26 152	47 734	31 997	17 552	7 725	32	165 891	36,4
2021	10 791	22 209	25 516	47 306	32 155	17 362	7 724	28	163 091	36,6
2022	11 615	23 661	26 465	50 109	35 264	18 809	8 562	30	174 515	36,8

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

nd : non disponible

Tableau 62 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon l'âge, au 1er janvier de chaque année (pourcentage)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert
A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	18 à moins de 21 ans	21 à moins de 25 ans	25 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Non renseigné	Ensemble	Age moyen
2008	8,9%	16,9%	16,6%	24,6%	19,6%	9,9%	3,1%	0,3%	148 077	35,1
2009	8,6%	16,6%	17,0%	24,7%	19,8%	9,8%	3,3%	0,2%	159 232	35,2
2010	8,5%	16,4%	17,4%	24,8%	19,5%	9,8%	3,3%	0,2%	168 671	35,2
2011	7,4%	16,5%	17,9%	25,1%	19,5%	9,9%	3,6%	0,2%	173 022	35,4
2012	7,8%	16,2%	17,9%	25,5%	19,2%	9,7%	3,6%	0,1%	173 063	35,2
2013	7,5%	16,0%	18,0%	25,6%	19,4%	9,6%	3,2%	0,7%	175 200	34,9
2014	7,4%	15,7%	17,9%	25,9%	19,5%	9,7%	3,3%	0,6%	174 108	35
2015	7,6%	15,6%	17,5%	26,3%	19,2%	9,9%	3,9%	0,2%	172 007	35,5
2016	(7,6%)	(14,9%)	(17,1%)	(26,8%)	(19,2%)	(10,2%)	(4,1%)	(0,1%)	161 198	(35,8)
2017	7,4%	14,9%	16,8%	27,2%	19,0%	10,2%	4,1%	0,3%	162 361	35,8
2018	7,2%	14,4%	16,5%	27,8%	18,9%	10,3%	4,4%	0,4%	162 784	36,1
2019	7,1%	14,3%	16,3%	28,4%	19,0%	10,5%	4,5%	0,0%	163 626	36,2
2020	7,0%	13,9%	15,8%	28,8%	19,3%	10,6%	4,7%	0,0%	165 891	36,4
2021	6,6%	13,6%	15,6%	29,0%	19,7%	10,6%	4,7%	0,0%	163 091	36,6
2022	6,7%	13,6%	15,2%	28,7%	20,2%	10,8%	4,9%	0,0%	174 515	36,8

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

nd : non disponible

Tableau 63 : Evolution du nombre de personnes suivies en milieu ouvert, selon la nationalité, au 1er janvier de chaque année (stock)

Sources : Jusqu'à 2016 : Ministère de la Justice / SDEX / EX3 / Statistique trimestrielle du milieu ouvert

A partir de 2016 : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Au 1er janvier	Personnes de nationalité française	Personnes de nationalité étrangère	Non renseigné	Ensemble	Part de personnes de nationalité étrangère
2008	139 204	7 717	1 156	148 077	5,2%
2009	149 917	8 165	1 150	159 232	5,1%
2010	158 369	8 848	1 454	168 671	5,2%
2011	162 163	9 116	1 743	173 022	5,3%
2012	162 386	8 890	1 787	173 063	5,1%
2013	163 858	9 433	1 909	175 200	5,4%
2014	162 836	9 473	1 799	174 108	5,4%
2015	160 498	9 671	1 838	172 007	5,6%
2016	(149 971)	(9 570)	(1 657)	161 198	(5,9%)
2017	150 328	10 211	2 092	162 631	6,3%
2018	150 031	10 621	2 132	162 784	6,5%
2019	150 884	11 195	1 547	163 626	6,8%
2020	152 739	11 580	1 572	165 891	7,0%
2021	149 552	11 967	1 572	163 091	7,3%
2022	159 015	13 634	1 866	174 515	7,8%

Champ : France entière

* : à partir de 2017, les chiffres sont calculés au 31 décembre à 23h59 de l'année précédente

nd : non disponible

Tableau 64 : Nombre de personnes de nationalité étrangère suivies en milieu ouvert, selon la nationalité détaillée, au 31 décembre 2021 (stock)

Sources : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Nationalité	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)
Europe	2 923	19,9%	200	25,6%	3 123	20,1%
dont Union européenne	2 168	14,7%	145	18,5%	2 313	14,9%
dont Hors Union européenne (Conseil de l'Europe)	755	5,1%	55	7,0%	810	5,2%
Afrique	8 196	55,7%	334	42,7%	8 530	55,0%
Amériques	578	3,9%	82	10,5%	660	4,3%
Asie et Océanie	1 261	8,6%	60	7,7%	1 321	8,5%
Autres pays et inconnus	1 760	12,0%	106	13,6%	1 866	12,0%
Ensemble	14 718	100,0%	782	100,0%	15 500	100%

Champ : France entière

Partie 4

Taux de prévalence des personnes écrouées et détenues en France

Tableau 65 : Taux de personnes sous écrou au 1er janvier de chaque année pour 100 000 habitants en France (stock)

Sources : Population INSEE : Estimations de population et statistiques de l'état civil

Écroués : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Population INSEE (en milliers) ⁽¹⁾	Personnes écrouées	Taux de personnes sous écrou pour 100 000 habitants
2000	60 508	51 441	85
2001	60 941	47 837	78
2002	61 385	48 594	79
2003	61 824	55 407	90
2004	62 251	59 246	95
2005	62 731	59 197	94
2006	63 186	59 522	94
2007	63 601	60 403	95
2008	63 962	64 003	100
2009	64 305	66 178	103
2010	64 613	66 089	102
2011	64 933	66 975	103
2012	65 241	73 780	113
2013	65 565	76 798	117
2014	66 131	77 883	118
2015	66 422	77 291	116
2016	66 603	76 601	115
2017	66 774	78 796	118
2018	66 992	79 785	119
2019	67 258	81 250	121
2020 (p)	67 454	82 923	123
2021 (p)	67 626	75 021	111
2022 (p)	67 813	83 267	123

Champ : France entière

(1) : La population INSEE ne se limite pas ici à la population pouvant être incarcérée, car elle inclut les personnes âgées de moins de 13 ans. Le choix de continuer de les inclure malgré la publication des pyramides d'âge par l'INSEE depuis 2014 vise à permettre la comparaison historique.

(p) : donnée Insee provisoire

Tableau 66 : Taux de personnes détenues au 1er janvier de chaque année pour 100 000 habitants en France (stock)

Sources : Population INSEE : Estimations de population et statistiques de l'état civil

Écroués : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Au 1er janvier	Population INSEE (en milliers) ⁽¹⁾	Personnes détenues	Taux de personnes détenues pour 100 000 habitants
2015	66 422	66 270	100
2016	66 603	66 678	100
2017	66 774	68 432	102
2018	66 992	68 974	103
2019	67 258	70 059	104
2020 (p)	67 454	70 739	105
2021 (p)	67 626	62 673	93
2022 (p)	67 813	69 448	102

Champ : France entière

(1) : La population INSEE ne se limite pas ici à la population pouvant être incarcérée, car elle inclut les personnes âgées de moins de 13 ans. Le choix de continuer de les inclure malgré la publication des pyramides d'âge par l'INSEE depuis 2014 vise à permettre la comparaison historique.

(p) : donnée Insee provisoire

Tableau 67 : Taux de placements sous écrou et en détention pour 100 000 habitants en France (flux)

Sources : Population INSEE : Estimations de population et statistiques de l'état civil

Ecroués : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Année	Population INSEE au 1er janvier (en milliers)	Placements sous écrou	Taux de placements sous écrou pour 100 000 habitants	Placements en détention	Taux de placements en détention pour 100 000 habitants
2000	60 508	68 765	114	-	-
2001	60 941	67 308	110	-	-
2002	61 385	81 533	133	-	-
2003	61 824	81 905	132	-	-
2004	62 251	84 710	136	-	-
2005	62 731	85 540	136	-	-
2006	63 186	86 594	137	81 416	129
2007	63 601	90 270	142	83 015	131
2008	63 962	89 054	139	79 680	125
2009	64 305	84 354	131	72 753	113
2010	64 613	82 725	128	69 206	107
2011	64 933	88 058	136	72 135	111
2012	65 241	90 982	139	72 761	111
2013	65 565	89 290	136	69 819	106
2014	66 131	90 665	137	71 614	108
2015	66 422	93 171	140	73 120	110
2016	66 603	96 419	145	75 271	113
2017	66 774	95 959	144	74 709	112
2018	66 992	98 801	147	76 249	114
2019	67 258	101 824	151	78 742	117
2020 (p)	67 454	88 167	131	68 060	101
2021 (p)	67 626	103 343	153	76 663	113

Champ : France entière

(p) : donnée Insee provisoire

Tableau 68 : Taux de personnes sous écrou pour 100 000 habitants au 1er janvier 2022 selon l'âge et le sexe (stock)

Sources : Population INSEE : Estimations de population et statistiques de l'état civil

Ecroués : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Catégorie d'âge	Hommes	Femmes	Ensemble
De 13 à moins de 18 ans	29	1	15
De 18 à moins de 21 ans	417	13	221
De 21 à moins de 25 ans	736	22	386
De 25 à moins de 30 ans	806	24	412
De 30 à moins de 40 ans	606	21	305
De 40 à moins de 50 ans	322	14	166
De 50 à moins de 60 ans	153	8	79
60 ans et plus	41	1	19
Ensemble	291	10	144

Champ : France entière

Tableau 69 : Taux de personnes détenues pour 100 000 habitants au 1er janvier 2022 selon l'âge et le sexe (stock)

Sources : Population INSEE : Estimations de population et statistiques de l'état civil

Ecroués : Ministère de la Justice / DAP / EX3 / Statistique des établissements des personnes écrouées en France

Catégorie d'âge	Hommes	Femmes	Ensemble
De 13 à moins de 18 ans	27	1	14
De 18 à moins de 21 ans	385	11	203
De 21 à moins de 25 ans	622	16	325
De 25 à moins de 30 ans	667	18	340
De 30 à moins de 40 ans	497	15	250
De 40 à moins de 50 ans	268	11	137
De 50 à moins de 60 ans	127	6	65
60 ans et plus	34	1	16
Ensemble	244	7	120

Champ : France entière

Partie 5

Statistiques européennes

Tableau 70 : Evolution du nombre de détenus au 1er septembre de chaque année⁽¹⁾ (stock)

Source : Conseil de l'Europe, SPACE 1

Pays	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Allemagne	79 567	79 676	78 992	79 146	77 868	74 706	73 263	71 634	70 931	69 268	67 681	65 710	63 628	64 397	nd	64 193	63 643	63 399	59 045
Angleterre-Pays de Galles	72 992	74 488	76 190	77 982	79 734	83 194	83 454	85 002	85 374	86 048	83 842	85 509	86 193	85 134	nd	84 373	82 236	82 868	78 180
Autriche	7 816	8 700	8 767	8 780	8 887	7 899	8 423	8 597	8 767	8 756	8 831	8 857	9 037	8 824	nd	8 960	9 351	9 189	8 465
Belgique	8 688	9 245	9 371	9 971	9 879	10 234	10 901	11 382	11 825	12 310	12 697	13 212	12 841	11 615	nd	nd	10 883	10 808	10 379
Danemark	3 577	3 762	4 132	3 759	3 624	3 451	3 721	3 944	3 947	3 829	4 091	3 583	3 203	3 408	nd	3 653	4 003	4 140	3 902
Ecosse	6 642	6 885	6 795	7 192	7 453	8 088	8 113	7 890	8 267	8 145	7 928	7 879	7 746	7 657	nd	7 440	7 984	8 056	7 441
Espagne	55 244	59 224	61 269	64 120	66 467	71 778	67 986	65 098	61 279	59 410	58 089	65 931	64 017	60 687	nd	59 129	58 983	58 372	55 110
Finlande	3 437	3 446	3 823	3 714	3 624	3 531	3 589	3 316	3 261	3 196	3 126	3 097	3 007	3 110	nd	2 815	2 748	2 756	2 395
France (2)	57 440	56 271	57 582	57 876	63 500	66 712	66 307	66 925	72 326	76 407	78 363	66 494	65 544	68 514	nd	69 596	70 059	70 651	62 673
Grèce	8 555	8 760	9 589	10 113	10 700	11 798	11 080	11 934	12 479	12 479	13 238	12 006	9 646	9 621	nd	10 036	10 613	10 972	11 334
Hongrie	17 012	16 410	16 394	15 591	14 892	15 079	16 459	16 459	17 413	17 585	18 313	18 270	17 773	18 171	nd	nd	16 560	16 783	17 483
Irlande	2 986	3 174	nd	3 135	3 305	3 523	3 919	4 352	4 257	4 323	4 065	3 829	3 746	3 688	nd	3 844	3 983	4 052	3 724
Irlande du Nord	1 185	1 295	1 337	1 502	1 445	1 523	1 456	1 475	1 703	1 779	1 822	1 860	1 690	1 500	nd	1 453	1 504	1 578	1 414
Italie	57 238	56 090	59 649	38 309	45 612	55 831	63 981	68 345	67 104	66 271	64 835	54 252	52 389	54 195	nd	58 087	60 125	60 971	53 329
Luxembourg	498	548	693	755	744	673	679	690	644	659	717	656	667	705	nd	684	664	594	557
Moldavie	10 729	10 383	8 990	8 817	8 130	7 252	6 769	6 415	6 337	6 621	6 666	7 166	7 813	7 911	nd	7 635	6 990	6 716	6 429
Norvège	2 914	2 975	3 097	3 164	3 280	3 278	3 285	3 636	3 535	3 551	3 649	3 718	3 664	3 851	nd	3 461	3 227	3 158	3 053
Pays-Bas	18 242	20 075	21 826	20 463	18 746	17 113	16 284	11 737	11 579	11 324	10 547	9 857	9 002	8 726	nd	9 315	9 753	10 179	9 415
Pologne	80 692	79 344	82 656	88 647	90 199	83 152	84 003	80 728	81 382	84 156	78 994	77 371	70 836	71 528	nd	73 822	72 204	74 130	67 894
Portugal	14 232	13 563	12 889	12 636	11 587	10 807	11 099	11 613	12 681	13 614	14 284	14 003	14 222	13 779	nd	13 440	12 867	12 793	11 412
Rép. Tchèque	17 053	nd	19 052	18 912	18 901	20 502	22 021	21 955	23 170	22 644	16 266	18 658	20 866	22 481	nd	22 159	21 577	21 048	19 286
Roumanie	45 337	40 085	37 929	35 910	31 290	27 262	27 028	28 191	29 823	31 883	33 122	31 637	28 642	27 765	nd	23 050	20 689	20 570	21 774
Russie	860 640	nd	823 672	871 609	886 351	887 723	880 671	838 500	780 100	717 400	681 622	671 027	642 470	646 085	nd	602 176	563 166	519 618	478 714
Suède	6 755	7 332	7 054	7 175	6 770	6 853	7 147	6 922	6 742	6 431	5 868	5 861	5 770	5 762	nd	5 713	6 109	6 709	7 297
Suisse	5 266	6 021	6 111	5 888	5 715	5 780	6 084	6 181	6 065	6 599	7 072	6 923	6 884	6 912	nd	6 907	6 943	6 906	6 316
Turquie	64 051	71 148	54 296	67 795	85 865	99 416	116 340	120 391	126 725	120 275	136 147	151 451	173 522	192 627	nd	nd	269 806	297 019	272 115

nd : non disponible

(1) : Le Conseil de l'Europe fixe une date de référence pour le remplissage des données de chaque pays. Celles-ci étaient demandées au 1er septembre de chaque année jusqu'en 2016 ; elles le sont désormais au 31 janvier. Si certains pays sont contraints de renseigner ces données à une autre date, il doivent en faire mention. Ils doivent aussi détailler les différences de définition qu'ils appliquent. Toutes ces précisions sont disponibles sur le rapport en ligne : <http://wp.unil.ch/space/space-i/annual-reports/>

(2) : Pour la France, entre 2007 et 2013, les chiffres correspondent au nombre de personnes sous écrou.

Tableau 71 : Taux de détention pour 100 000 habitants au 1er septembre de chaque année⁽¹⁾ (stock)

Source : Conseil de l'Europe, SPACE 1

Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Allemagne	nd	95,8	95,2	96,4	96,5	95,7	95,8	94,5	90,7	89,3	87,6	86,8	84,6	84,1	81,4	77,4	78,4	nd	77,5	76,7	76,2	71
Angleterre Pays de Galles	124,0	126,0	137,1	139,0	140,0	143,0	145,0	148,0	152,8	152,3	153,9	152,0	152,1	147,2	149,7	148,3	146,4	nd	142,4	137,9	138	131,5
Autriche	83,1	85,1	92,3	97,0	106,0	107,0	105,0	108,0	96,3	100,8	102,6	104,3	104,1	104,5	104,1	103,9	101,5	nd	101,6	105,6	103,2	94,8
Belgique	84,7	85,4	90,2	84,0	88,0	90,0	96,0	95,0	98,4	101,4	105,0	107,5	111,0	113,8	117,9	113,7	102,7	nd	nd	94,9	93,6	89,7
Danemark	61,5	58,9	64,1	66,0	70,0	76,0	69,0	66,0	62,9	67,5	71,3	71,0	68,6	73,0	63,7	56,1	59,7	nd	63,2	68,9	71,1	66,8
Ecosse	nd	nd	128,7	131,4	135,6	133,4	140,6	144,9	156,5	156,2	151,1	157,3	153,3	148,8	147,6	144,6	142,4	nd	136,5	146,0	146,6	134,9
Espagne	114,0	117,0	126,2	136,0	140,0	142,0	146,0	147,0	155,5	173,1	164,8	158,3	149,7	148,0	141,7	137,9	130,7	nd	129,7	128,7	126,2	119,1
Finlande	52,3	58,7	66,7	66,0	66,0	73,0	71,0	69,0	67,3	67,4	62,0	60,7	59,2	57,6	56,8	54,8	56,7	nd	51,1	49,8	49,9	43,3
France (2)	80,1	77,1	87,6	93,0	91,0	92,0	92,0	100,0	104,1	103,1	103,5	111,3	117,0	119,5	101	98,3	102,6	nd	103,5	104,5	105,3	92,9
Grèce	76,2	79,0	78,4	81,0	82,0	87,0	91,0	100,0	110,0	98,4	105,6	110,3	112,2	119,7	110,1	89,4	89,2	nd	93,5	99,0	102,4	106,1
Hongrie	158,0	171,0	177,4	167,7	162,2	162,4	155,0	149,6	151,8	164,1	164,4	174,4	177,1	184,8	185	180,8	184,8	nd	nd	169,5	171,8	179,7
Irlande	76,4	80,0	78,0	75,0	79,0	nd	74,0	80,0	84,8	88,1	97,4	93,1	94,3	88,5	83,1	80,4	78,1	nd	78,3	81,2	81,6	74,4
Irlande du Nord	nd	51,6	63,8	69,8	75,7	77,5	86,2	82,1	85,8	81,4	82,0	94,3	97,6	99,6	101,3	91,5	80,7	nd	77	79,2	82,8	73,8
Italie	92,7	95,3	99,8	102,0	97,0	102,0	65,0	78,0	96,0	106,6	113,3	110,7	111,6	108,6	89,3	86,4	89,3	nd	96	99,6	101,2	90
Luxembourg	90,4	80,9	85,6	111,1	121,3	152,3	163,6	154,9	138,5	137,6	137,4	125,8	125,6	133,5	119,3	115,7	122,3	nd	113,6	108,2	94,9	87,8
Moldavie	nd	250,0	290,4	296,5	287,8	249,7	230,0	187,8	167,7	189,7	180,0	178,0	186,0	187,3	201,3	219,9	222,7	nd	214,4	197,0	166,5	159,8
Norvège	59,0	59,2	58,8	64,0	65,0	67,0	68,0	71,0	70,6	68,4	74,8	71,8	71,2	73,2	72,8	70,3	73,9	nd	65,4	60,6	58,8	56,6
Pays-Bas	90,1	95,4	100,8	113,0	124,0	134,0	125,0	113,0	102,8	98,8	70,8	69,5	67,7	62,9	58,6	53	51,4	nd	54,4	56,4	58,5	53,9
Pologne	169,0	207,0	208,7	211,1	207,8	216,5	232,4	234,2	216,0	220,3	211,5	211,2	218,4	205,0	203,5	186,6	188,4	nd	194,4	190,1	195,3	179,4
Portugal	nd	132,0	132,8	137,0	129,0	122,0	119,0	109,0	101,2	104,4	109,2	119,9	129,1	136,2	134,3	137,5	133,2	nd	130,6	125,2	124,3	110,8
Rép. Tchèque	219,0	207,0	164,2	167,1	nd	186,4	185,6	184,8	200,6	210,4	209,0	220,9	215,5	154,7	177,5	197,7	213	nd	208,8	202,6	196,8	180,2
Roumanie	221,0	225,0	229,5	208,2	184,6	175,1	166,8	140,5	122,5	125,7	131,4	139,3	158,7	165,4	158,6	144,9	140,5	nd	118,1	106,6	106,5	113,5
Russie	nd	671,0	638,6	601,4	nd	576,8	608,6	626,9	630,9	620,6	590,8	546,1	501,5	475,0	467,1	439,2	448	nd	418,3	386,1	356,1	328,1
Suède	64,1	68,5	73,0	76,0	82,0	78,0	79,0	75,0	75,8	77,2	74,1	71,6	67,8	61,4	60,8	58,6	58,5	nd	56,5	59,7	65	70,3
Suisse	89,2	71,6	68,7	72,0	81,8	82,4	79,0	75,6	76,2	79,0	79,4	77,1	83,0	88,0	85,1	82,7	83	nd	81,4	81,3	80,2	72,9
Turquie	110,0	93,2	86,7	92,0	100,0	76,0	92,0	121,0	131,2	161,6	165,9	171,9	161,0	180,0	197,5	220,4	244,6	nd	nd	329,0	357,2	325,4

nd : non disponible

(1) : Le Conseil de l'Europe fixe une date de référence pour le remplissage des données de chaque pays. Celles-ci étaient demandées au 1er septembre de chaque année jusqu'en 2016 ; elles le sont désormais au 31 janvier. Si certains pays sont contraints de renseigner ces données à une autre date, il doivent en faire mention. Ils doivent aussi détailler les différences de définition qu'ils appliquent. Toutes ces précisions sont disponibles sur le rapport en ligne : <http://wp.unil.ch/space/space-i/annual-reports/>

(2) : Pour la France, entre 2007 et 2013, les chiffres correspondent au nombre de personnes sous écrou.

Tableau 72 : Taux d'entrées pour 100 000 habitants au cours de l'année (flux)

Source : Conseil de l'Europe, SPACE 1

Pays	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Allemagne	163,6	156,5	149,1	142,8	133,5	126,0	133,0	140,2	137,4	126,1	183,7	117,1	115,4	nd	121,1	114,8	116,4	180,7
Angleterre Pays de Galles	254,6	249,0	245,8	238,5	231,2	244,8	227,9	210,1	213,5	198,0	189,1	212,5	197,3	nd	237,5	222,9	215,5	187,4
Autriche	nd	182,1	172,7	163,4	163,2	nd	145,3	145,1	140,7	136,0	141,1	135,0	133,4	nd	131,3	123,4	118,1	95,1
Belgique	nd	145,2	145,7	156,2	160,6	166,2	170,6	171,0	170,4	164,1	166,3	172,4	166,1	nd	nd	nd	163	146,2
Danemark	343,3	301,4	340,3	348,6	330,0	257,6	257,4	260,2	249,9	248,2	86,8	223,1	211,5	nd	195,7	197,4	185,7	156,4
Ecosse	743,8	754,0	753,9	828,5	810,0	770,8	713,1	674,1	nd	nd	nd	nd	584,3	nd	nd	404,5	nd	185,8
Espagne (hors Catalogne)	98,0	97,9	89,3	100,2	98,3	109,6	115,4	108,3	96,6	114,7	107,3	98,0	75,5	nd	71,1	73,8	74,1	62,9
Finlande	110,0	125,6	143,5	139,2	139,2	137,4	131,9	121,8	119,2	111,8	163,1	105,5	103,6	nd	98,0	100,5	107,4	95,4
France	131,7	135,1	135,4	136,2	140,9	138,5	130,4	127,3	134,9	138,7	135,0	136,5	139,5	nd	142,7	113,8*	117,4	100,9
Grèce	nd	nd	nd	nd	101,2	nd	nd	nd	nd	nd	116,5	110,4	118,2	nd	90,4	98,1	73,2	56,2
Hongrie	202,8	140,9	124,2	217,0	205,7	223,8	237,1	250,2	251,8	241,4	123,3	311,3	220,2	nd	nd	189,4	189	169,5
Irlande	nd	nd	258,8	302,0	293,7	310,2	349,8	380,5	382,0	375,6	94,8	356,3	371,7	nd	196,5	164,6	180,1	129,1
Irlande du Nord	310,4	333,9	356,9	nd	341,5	345,7	327,4	nd	347,7	347,7	239,5	219,7	207,4	nd	221,8	227,9	227,2	188,9
Italie	141,3	140,7	152,9	156,0	155,5	154,6	145,9	139,6	129,6	105,6	346,9	82,6	75,4	nd	79,6	78,3	76,7	59,5
Luxembourg	255,1	338,0	281,6	236,1	263,8	229,6	244,2	193,6	207,7	154,9	146,5	172,8	168,6	nd	168,6	155,6	145,7	118,3
Moldavie	622,4	589,9	631,2	262,8	237,1	363,8	378,6	390,9	nd	434,4	76,9	49,6	308,5	nd	129,5	91,9	77,6	62,8
Norvège	242,3	239,2	253,2	260,9	269,9	258,4	242,7	232,8	214,7	204,0	198,0	174,7	176,0	nd	161,5	145,8	121,9	99,6
Pays-Bas	232,2	293,8	273,0	272,1	265,7	254,2	244,0	237,2	240,2	232,4	237,3	254,5	227,8	nd	184,7	178,5	180,7	124,4
Pologne	236,9	234,3	245,5	251,2	246,6	236,0	241,5	230,9	232,3	248,0	234,0	222,9	207,3	nd	211,7	204,4	218,8	196
Portugal	nd	53,8	53,1	54,3	50,8	47,7	54,1	55,8	59,6	63,0	58,6	51,9	53,7	nd	50,4	47,4	49,4	42,3
Rép. Tchèque	nd	179,5	185,9	181,6	128,7	nd	203,2	157,7	157,9	135,8	311,5	101,3	110,4	nd	104,5	100,7	101,6	86,4
Roumanie	112,0	78,1	73,2	64,2	48,8	50,5	57,9	64,3	74,0	76,4	79	62,9	64,0	nd	58,4	54,6	57,7	55
Russie	nd	345,9	478,4	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	149,4	135,7
Suède	nd	247,9	240,7	259,2	231,6	232,3	237,5	409,9	410,6	407,9	392,5	401,5	423,1	nd	83,2	87,3	187,8	190
Suisse	731,6	767,9	738,0	696,3	597,9	616,5	685,5	nd	nd	nd	669,6	645,0	646,1	nd	599,0	604,2	553	475,6
Turquie	142,2	224,4	161,4	126,5	112,9	nd	nd	216,7	226,4	273,8	329,3	241,2	243,0	nd	nd	nd	nd	334

nd : non disponible

* Attention pour la France, à partir de 2018, le taux communiqué est le taux d'entrées en détention pour 100 000 habitants, contre le taux de mises sous écrous auparavant.

Tableau 73 : Indicateur de durée moyenne ⁽¹⁾ de détention en mois au cours de l'année ⁽²⁾ (flux)

Source : Conseil de l'Europe, SPACE 1

Pays	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Allemagne	nd	nd	nd	8,0	8,3	8,7	8,1	7,5	7,6	8,2	8,4	8,1	8,1	nd	7,6	8,1	8	4,7
Angleterre Pays de Galles	nd	nd	nd	nd	nd	7,4	8,0	8,6	8,5	nd	nd	nd	nd	nd	7,3	7,5	7,7	8,7
Autriche	nd	6,8	7,8	8,5	8,0	nd	8,3	8,5	8,9	9,2	9	9	9,3	nd	9,3	10,0	10,6	12,4
Belgique	nd	7,3	7,3	7,0	7,0	6,9	7,1	7,3	7,5	7,5	7,6	nd	7,1	nd	nd	nd	6,8	7,4
Danemark	2,4	2,8	2,6	2,5	2,4	2,9	3,1	3,3	3,4	3,4	3,3	3,6	3,4	nd	3,7	3,9	4,4	5,4
Ecosse	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1	2,3	2,6	2,7	nd	nd	nd	nd	2,9	nd	nd	4,0	nd	8,6
Espagne (hors Catalogne)	16,2	16,7	18,3	17,2	17,8	17,3	17,9	18,6	19,2	15,9	50123	17,5	22,1	nd	21,7	21,1	17,3	22,8
Finlande	7,4	6,5	6,2	6,2	5,8	5,9	6,1	6,1	6,1	6,1	6,2	6,1	6	nd	6,3	5,8	5,5	5,8
France	8,6	8,1	8,4	8,2	8,4	9,0	8,8	8,9	8,7	8,9	9,1	nd	8,6	nd	8,6	11,2*	10,9	11,1
Grèce	nd	nd	nd	nd	11,8	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	12,1	11,7	16,2	22,6
Hongrie	nd	14,0	16,9	9,4	9,4	8,1	7,9	7,9	8,4	9,4	11,2	12,1	17,5	nd	nd	nd	11	13,4
Irlande	nd	nd	3,5	3,3	3,5	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0	3,2	2,9	2,6	nd	4,7	5,8	5,3	7,1
Irlande du Nord	nd	nd	nd	3,3	2,9	2,9	3,0	nd	3,2	nd	5	nd	5,3	nd	4,2	4,1	4,3	4,8
Italie	8,4	8,2	8,0	5,1	6,1	7,2	8,7	9,7	10,5	12,5	12,9	13,7	13,9	nd	14,2	14,9	15,7	19
Luxembourg	4,5	4,6	6,3	8,0	7,1	7,6	6,7	8,4	7,1	9,8	10,6	8,5	8,5	nd	8,3	8,2	8,4	8,8
Moldavie	nd	nd	nd	9,4	nd	6,7	6,0	5,5	21,0	nd	nd	47,9	8,7	nd	19,9	25,9	25,7	30,5
Norvège	3,2	3,3	3,1	3,3	3,3	3,2	3,3	3,8	4,0	4,2	4,4	5	4,9	nd	5,1	5,3	5,9	6,6
Pays-Bas	4,6	3,9	4,2	4,1	4,0	4,9	3,5	3,6	3,5	3,6	3,3	2,9	2,9	nd	3,5	3,7	3,8	5,1
Pologne	10,8	10,8	10,6	10,8	11,4	11,1	10,9	10,9	10,9	6,7	nd	7,6	7,6	nd	5,6	5,9	5,9	6,2
Portugal	nd	nd	nd	26,5	27,6	25,6	23,1	23,6	24,2	24,1	27,6	31,3	30,3	nd	32	32,4	30,2	31,8
Rép. Tchèque	nd	nd	nd	nd	nd	nd	13,0	13,4	16,8	16,7	21,5	19,9	20,6	nd	24,3	24,5	23,7	26,3
Roumanie	22,8	nd	29,1	32,1	37,8	30,1	26,1	24,6	24,1	29,6	29,8	37,8	33,6	nd	33,2	31,0	25,8	27,5
Russie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Suède	nd	3,6	3,6	3,4	3,7	3,8	3,9	2,2	2,1	1,9	1,8	0,2	1,6	nd	7,7	7,9	3,9	4,2
Suisse	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,3	nd	nd	nd	1	1,6	1,6	nd	1,6	1,6	1,7	1,8
Turquie	8,4	5,2	6,7	12,0	9,5	nd	nd	9,0	9,0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,7

nd : non disponible

(1) Indicateur SPACE de durée moyenne de détention, en mois : ((jours de détention / 365) / entrées) x 12

(2) : Le Conseil de l'Europe fixe une date de référence pour le remplissage des données de chaque pays. Celles-ci étaient demandées au 1er septembre de chaque année jusqu'en 2016 ; elles le sont désormais au 31 janvier. Si certains pays sont contraints de renseigner ces données à une autre date, il doivent en faire mention. Ils doivent aussi détailler les différences de définition qu'ils appliquent. Toutes ces précisions sont disponibles sur le rapport en ligne :

* L'écart observé pour la France entre 2017 et 2018 est dû au passage d'un indicateur d'une durée moyenne passée sous écrou à une durée moyenne passée en détention à partir de 2018

Tableau 74 : Evolution du nombre de personnes prises en charge en milieu ouvert au 31 janvier de chaque année (stock)

Source : Conseil de l'Europe, SPACE 2

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2018	2019	2020	2021
Allemagne	148 805	158 861	156 440	156 358	156 358	156 358	156 385	nd	nd	nd	nd
Angleterre Pays de Galles	175 832	169 882	162 674	155 662	150 469	148 398	166 314	187 546	180 487	172 110	155 679
Autriche	9 287	14 546	14 749	14 997	13 059	15 589	15 582	14 896	14 743	14 964	14 243
Belgique	25 462	40 149	40 606	39 031	39 483	nd	42 877	48 619	20 242	55 512	57 688
Danemark	8 432	9 357	9 542	9 636	9 838	9 901	9 495	8 470	nd	7 837	7 802
Ecosse	nd	nd	nd	nd	nd	20 801	21 840	22 400	21 731	20 830	21 053
Espagne	199 991	89 932	56 111	67 777	76 444	60 251	72 890	46 314	60 157	67 950	71 745
Finlande	2 596	2 550	2 452	2 352	2 518	2 512	2 181	2 885	2 936	2 957	3 140
France (1)	175 963	181 489	184 284	187 614	187 056	184 115	171 121	175 936	175 978	178 116	175 306
Grèce	nd	7 114	7 179	nd	11 805	11 503	20 381	19 927	20 472	nd	13 999
Hongrie	25 887	31 070	nd	nd	38 195	43 745	42 761	nd	nd	nd	38 310
Irlande	6 385	5 660	6 210	6 509	6 584	6 729	6 138	6 274	6 353	7 191	6 064
Irlande du Nord	4 004	4 158	4 273	4 317	4 487	4 307	4 345	nd	4 070	4 226	3 515
Italie	36 001	35 800	43 018	28 815	33 151	43 527	53 030	69 289	81 623	89 756	93 415
Luxembourg	1 063	1 225	1 463	1 045	1 339	1 129	1 115	914	960	962	936
Moldavie	6 706	7 261	8 252	9 135	9 963	9 320	10 597	11 369	nd	12 092	11 450
Norvège	2 404	2 322	2 379	2 267	1 897	1 874	2 253	2 207	2 424	2 619	2 706
Pays-Bas	39 743	37 857	36 576	35 153	43 010	44 914	nd	42 980	35 383	35 667	36 636
Pologne	402 918	249 688	244 091	202 077	208 139	nd	nd	nd	245 328	244 199	243 901
Portugal	16 187	15 949	19 793	23 818	25 911	25 556	31 737	30 837	30 627	31 125	30 641
Rép. Tchèque	nd	nd	nd	33 678	22 435	27 588	24 889	26 261	23 966	23 805	23 310
Roumanie	7 690	9 628	12 856	15 020	18 718	25 060	40 283	66 897	69 702	69 812	67 450
Russie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	504 248	511 191	nd	470 736
Suède	14 150	nd	13 724	14 539	13 070	12 096	11 609	10 001	10 191	10 530	11 205
Suisse	nd	7 613	7 912	7 533	6 982	7 532	4 241	4 280	4 239	4 025	3 767
Turquie	34 855	nd	400 494	620 127	965 234	289 082	257 257	380 375	484 599	521 151	333 365

(1) Pour la France, sont retenus les nombres de personnes suivies en milieu ouvert et de personnes aménagées sous écrou (placements sous surveillance électronique, placements à l'extérieur et semi-liberté).

Tableau 75 : Evolution du taux de personnes prises en charge en milieu ouvert pour 100 000 habitants au 31 janvier de chaque année (stock)

Source : Conseil de l'Europe, SPACE 2

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2018	2019	2020	2021
Allemagne	181,5	194,2	191,4	191,0	194,2	193,6	190,3	nd	nd	nd	nd
Angleterre Pays de Galles	320,8	307,5	289,6	275,2	264,2	259,7	286,1	316,6	302,6	290,6	261,8
Autriche	111,2	173,7	175,5	178,4	154,5	183,3	179,1	168,8	166,4	169,6	159,4
Belgique	236,8	370,4	369,1	351,8	353,7	nd	379,8	426,0	447,1	487	498,8
Danemark	153,0	169,1	171,6	nd	175,6	175,9	166,4	146,5	138,9	135,6	133,6
Ecosse	nd	nd	nd	nd	321,8	389,7	407,7	411,0	397,3	383,1	381,6
Espagne	509,3	227,6	144,9	170,7	123,7	154,1	186,7	99,3	128,2	145,6	151,4
Finlande	48,7	47,7	45,6	43,5	46,4	46,1	39,7	52,3	53,2	53,6	56,7
France (1)	273,6	280,6	283,5	287,4	285,2	279,7	256,7	261,7	262,5	266,1	259,9
Grèce	nd	62,9	63,5	nd	106,7	105,5	188,8	185,6	190,9	162,5	131
Hongrie	258,1	310,3	nd	nd	385,5	442,9	435,0	nd	nd	nd	393,7
Irlande	143,5	126,7	135,9	142,0	143,4	146,1	131,8	129,7	129,5	148,9	121,1
Irlande du Nord	223,8	231,1	236,5	236,7	245,2	234,6	235,2	nd	214,4	225,3	183,4
Italie	60,0	59,3	71,0	48,5	55,5	71,6	87,4	114,6	135,2	148,4	157,6
Luxembourg	215,4	244,0	285,9	199,1	255,1	205,4	193,5	151,8	156,4	159,8	147,5
Moldavie	188,0	203,7	231,8	256,6	279,9	261,8	298,3	320,5	nd	340,9	284,5
Norvège	50,1	47,8	48,4	45,5	37,6	36,7	43,2	41,7	45,5	49,5	50,2
Pays-Bas	241,1	228,4	219,6	210,1	256,3	266,9	nd	251,1	204,7	207,6	209,6
Pologne	1056,5	654,2	633,5	524,4	540,2	nd	nd	nd	646,1	643	644,6
Portugal	152,3	149,9	187,2	225,9	247,1	245,1	306,9	299,6	298	302,4	297,5
Rép. Tchèque	nd	nd	nd	nd	2313,3	262,4	235,8	247,5	225	224,4	217,8
Roumanie	35,8	44,9	60,0	74,7	93,5	125,6	203,9	342,6	359,3	357,4	351,6
Russie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	350,3	350,4	nd	322,6
Suède	152,9	nd	145,8	153,3	136,8	125,4	117,8	98,8	99,6	104	108
Suisse	nd	97,8	100,5	94,7	86,9	92,5	50,9	50,5	49,6	47,4	43,5
Turquie	48,7	nd	543,2	829,9	1276,3	377,1	326,7	470,7	590,9	644,9	398,7

(1) Pour la France, sont retenus les nombres de personnes suivies en milieu ouvert et de personnes aménagées sous écrou (placements sous surveillance électronique, placements à l'extérieur et semi-liberté).